FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

DÉMOCRATIES SOUS TENSION

UNE ENQUÊTE PLANÉTAIRE

SOUS LA DIRECTION DE DOMINIQUE REYNIÉ

VOLUME II

LES PAYS

International Republican Institute
IRI
advancing democracy worldwide

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

DÉMOCRATIES SOUS TENSION
UNE ENQUÊTE PLANÉTAIRE

SOUS LA DIRECTION DE DOMINIQUE REYNIÉ

VOLUME II
LES PAYS

2019

DIRECTION
Dominique REYNIÉ (Fondation pour l'innovation politique)

Avec la participation de :
Daniel TWINING (International Republican Institute)

Et avec le concours de :
Octavio de BARROS (República do Amanhã)

COORDINATION ÉDITORIALE
Victor DELAGE, Madeleine HAMEL, Katherine HAMILTON, Thibault MUZERGUES

PRODUCTION

Fondation pour l'innovation politique :
Loraine AMIC, Virginie DENISE, Anne FLAMBERT, Raphaël GRELON, Guillemette LANO, Julia LAUREAU, Julie NOYER, Maude PAILLARD-COYETTE, Nicolas RIGAUDIÈRE

International Republican Institute :
Sonja GLOECKLE, Emina IBRAHIMOVIC, Tucker JONES, Katie LAROQUE, Morgan MARTINEZ, Paul McCARTHY, Oleksandr MOSTBAUER, Carisa NEITSCHE, Stephen NIX, Julia SIBLEY, Borislav SPASOJEVIC, Jan SUROTCHAK, Alex TARASCIO, Benjamin THOMPSON, Diane ZELENY

República do Amanhã :
Thomás de BARROS, Vasco CALDEIRA, Anthony TAIEB, Renée ZICMAN

TRADUCTEURS
Madeleine HAMEL, Katherine HAMILTON, Caroline LORRIAUX, UBIQUS, WESTMILL INTERNATIONAL

RELECTURE ET CORRECTION
Francys GRAMET, Claude SADAJ

MAQUETTE ET RÉALISATION
Julien RÉMY

Enquête internationale conçue par la Fondation pour l'innovation politique et par l'International Republican Institute

L'enquête a été réalisée par l'institut IPSOS
Brice TEINTURIER (directeur général délégué)

Au sein du département Politique et Opinion :
Federico VACAS (directeur adjoint du département),
Alice TÉTAZ (cheffe de groupe),
Amandine LAMA (directrice de clientèle)

IMPRESSION
GALAXY Imprimeurs

PARUTION
2019

INSTANCES DE LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Nicolas BAZIRE, président, directeur général du Groupe Arnault

Grégoire CHERTOK, vice-président, associé gérant de la Banque Rothschild & Co

Cyrille BARDON, avocat, fondateur et directeur du cabinet Bardon & de Faÿ

Valérie BERNIS, administratrice de société

Aldo CARDOSO, consultant, administrateur de plusieurs entreprises

Geneviève FERONE CREUZET, cofondatrice et directrice générale du cabinet de conseil en stratégie et prospective Casabee

Pierre GIACOMETTI, fondateur et président de l'agence de conseil en stratégie et en communication No Com

Changjian JIANG, professeur associé en relations internationales à l'université de Fudan (Chine)

Olivier LABESSE, associé de la société DGM Conseil

Anne LEVADE, professeur de droit public à l'université Paris-Est-Créteil, présidente de l'Association française de droit constitutionnel

Francis MER, ancien ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (2002-2004), président du conseil de surveillance du groupe Safran (2007-2011), président de la Fondation pour l'innovation politique de 2004 à 2005

Tobie NATHAN, docteur en psychologie et en lettres et sciences humaines, professeur émérite de psychologie clinique et de psychopathologie à l'université Paris-VIII

Jean-Claude PAYE, ancien avocat à la cour, président de la Fondation pour l'innovation politique de 2005 à 2009

Sébastien PROTO, haut fonctionnaire, directeur de la stratégie du groupe Société générale

Salima SAA, directrice commerciale France de Transdev

DIRECTOIRE

Dominique REYNIÉ, directeur général, professeur des universités à Sciences Po

Anne FLAMBERT, responsable administratif et financier

COMITÉ D'AUDIT

Jean RAYNAUD, président, procureur général honoraire près la Cour des comptes

Jean-Daniel LÉVY, expert-comptable et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris

Jacques PRADON, docteur en droit et avocat honoraire au Conseil d'État et à la Cour de cassation

COMITÉ D'ÉTHIQUE

Hélène GISSEROT, présidente, procureure générale honoraire près la Cour des comptes

Yves CANNAC, membre honoraire du Conseil d'État

Dominique LATOURNERIE, membre du Conseil d'État

CONSEIL SCIENTIFIQUE ET D'ÉVALUATION

Christophe de VOOGD, président

Bernard BACHELIER, **Bruno BENSASSON**, **Élisabeth de CASTEX**, **Stéphane COURTOIS**, **Julien DAMON**, **Laurence DAZIANO**, **Marc FORNACCIARI**, **Emmanuel GOLDSTEIN**, **Erwan LE NOAN**, **Pascal PERRINEAU**, **Xavier QUÉRAT-HÉMENT**, **Robin RIVATON**, **Alain-Gérard SLAMA**, **Luuk Van MIDDELAAR**

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
UN THINK TANK LIBÉRAL, PROGRESSISTE ET EUROPÉEN

La Fondation pour l'innovation politique offre un espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions.

Elle contribue au pluralisme de la pensée et au renouvellement du débat public dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Dans ses travaux, la Fondation privilégie quatre enjeux : la croissance économique, l'écologie, les valeurs et le numérique.

Le site **fondapol.org** met à disposition du public la totalité de ses travaux, en particulier la rubrique « **data fondapol** », qui rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors de ses différentes enquêtes, en plusieurs langues lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales.

De même, dans la ligne éditoriale de la Fondation, le média « **Anthropotechnie** » entend explorer les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme/machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « Anthropotechnie » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

Par ailleurs, le média « **Trop Libre** » offre un regard critique sur l'actualité et la vie des idées.
« Trop Libre » propose également une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques, économiques et sociales dans sa rubrique « Renaissance numérique ».

La Fondation pour l'innovation politique est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

Pour en savoir plus : fondapol.org

Dominique Reynié (dir.), *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique*, Paris, Plon, 2017, 320 pages.
Une enquête internationale dans 26 pays, en 23 langues et 22 041 interviews.
(disponible en version française et anglaise)

INSTANCES DE L'INTERNATIONAL REPUBLICAN INSTITUTE

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Dan SULLIVAN, président, sénateur des États-Unis (Alaska)
Randy SCHEUNEMANN, vice-président, conseiller stratégique, Halifax International Security Forum
Alec L. POITEVINT II, secrétaire-trésorier, homme d'affaires et président de la Convention républicaine de 2012
Kelly AYOTTE, ancienne sénatrice des États-Unis (New Hampshire)
Judy A. BLACK, directrice des politiques, Brownstein Hyatt Farber Schreck
Gahl Hodges BURT, vice-présidente, American Academy à Berlin
J. Scott CARPENTER, directeur de Free Expression, Google Ideas
Tom COTTON, sénateur des États-Unis (Arkansas)
Joni ERNST, sénatrice des États-Unis (Iowa)
Frank J. FAHRENKOPF Jr., coprésident de la Commission sur les débats présidentiels
Alison B. FORTIER, vice-présidente pour les systèmes stratégiques et la défense antimissile, Lockheed Martin
Christopher J. FUSSNER, propriétaire et fondateur de TransTechnology Pte Ltd.
Lindsey GRAHAM, sénateur des États-Unis (Caroline du Sud)
Kay GRANGER, élue à la Chambre des représentants des États-Unis (Texas, 12th District)
Janet Mullins GRISSOM, membre du Council on Foreign Relations
Cheryl F. HALPERN, associée, HQ Creative LLC
William J. HYBL, président de la Commission des États-Unis sur la diplomatie publique
Mark KIRK, ancien sénateur des États-Unis (Illinois)
James T. KOLBE, ancien élu de la Chambre des représentants des États-Unis (Arizona, 5th District)
David KRAMER, directeur principal pour les droits de l'homme et les libertés humaines à l'Institut McCain
Tami LONGABERGER, femmes d'affaires
Peter T. MADIGAN, membre du Conseil, école d'affaires publiques et internationales à l'université du Maine
Général H.R. MCMASTER, ancien conseiller en sécurité nationale
Constance Berry NEWMAN, ancien secrétaire d'État adjointe aux Affaires africaines
Mitt ROMNEY, sénateur des États-Unis (Utah)
Marco RUBIO, sénateur des États-Unis (Floride)
Joseph R. SCHMUCKLER, membre du Conseil, London Center for Policy Research
Kristen SILVERBERG, ancienne ambassadrice des États-Unis à l'Union européenne
Frances TOWNSEND, présidente du Counter Extremism Project
Gaddi VASQUEZ, ancien Directeur des Peace Corps
Olin L. WETHINGTON, fondateur et président de Wethington International LLC

COMITÉ EXÉCUTIF

Dr. Daniel TWINING, président
Judy Van REST, vice-président exécutif
Kimber SHEARER, conseil, vice-présidente de la stratégie et du développement
Daniel W. FISK, chef des opérations
Scott MASTIC, vice-président des programmes
Diane ZELENY, vice-présidente des affaires extérieures et des activités mondiales

INTERNATIONAL REPUBLICAN INSTITUTE
DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE DANS LE MONDE

L'IRI défend la démocratie et la liberté. Nous associons les peuples et leurs gouvernements, guidons les dirigeants politiques dans leurs actions envers les citoyens et encourageons les peuples à s'engager dans le processus politique.

L'IRI coopère avec des organisations et des peuples du monde entier pour aider les citoyens à construire des sociétés démocratiques, ouvertes et responsables, transparentes et solides. La coopération est essentielle pour réussir notre mission de changer rapidement le paysage international. En tant qu'organisation, nous nous adaptons et pouvons répondre rapidement à des situations critiques et souvent dangereuses.

Depuis plus de trente ans, nous contribuons à renforcer la démocratie grâce à des ateliers tenus par des experts volontaires du monde entier sur le pluralisme politique, les pratiques de gouvernance démocratique, l'émancipation des femmes, le développement de la société civile, la responsabilisation des jeunes, le renforcement des processus électoraux et les sondages d'opinion. La collecte en masse de données fiables de sondages est la pierre angulaire de la démarche de l'IRI. Nos données garantissent que les besoins des citoyens sont placés au cœur du débat politique et guident les objectifs de nos projets. Aujourd'hui, l'IRI a mené des sondages auprès de plus de 1,3 million de citoyens dans plus de 70 pays.

L'IRI est un institut apolitique et non gouvernemental financé par des subventions du département d'État américain, de l'Agence américaine pour le développement international, de la Fondation américaine nationale pour la démocratie, de fondations européennes, d'agences humanitaires de pays occidentaux. Moins de 1 % du financement de l'IRI provient de donateurs privés. Nous ne recevons pas de dons de la part du Parti républicain ou de toute autre entité politique américaine.

Pour en savoir plus : rendez-vous sur notre site **www.iri.org**, écoutez notre **podcast Global** ou échangez sur la défense de la démocratie dans le monde sur le blog de l'**IRI Democracy Speaks**.

Understanding Local Drivers of Violent Extremism in Kosovo,
International Republican Institute,
Washington, DC, Spring 2017, 25 pages.

Understanding Local Drivers of Violent Extremism in Tunisia,
International Republican Institute,
Washington, DC, Winter 2016, 22 pages.

SOMMAIRE

PRÉSENTATION DES AUTEURS 11

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE 16

QU'EST-CE QUE L'INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE ? 18

ALBANIE (AL) | Neritan Sejamini 20

ALLEMAGNE (DE) | Patrick Moreau 22

AUSTRALIE (AU) | Julie Noyer 24

AUTRICHE (AT) | Bettina Rausch 26

BELGIQUE (BE) | Madeleine Hamel 28

BOSNIE-HERZÉGOVINE (BA) | Alex Tarascio 30

BRÉSIL (BR) | Octavio de Barros 32

BULGARIE (BG) | Yasen Georgiev 34

CANADA (CA) | Julie Noyer 36

CHYPRE (CY) | Madeleine Hamel 38

CROATIE (HR) | Paul Prososki 40

DANEMARK (DK) | Maude Paillard-Coyette 42

ESPAGNE (ES) | Oriol Bartomeus 44

ESTONIE (EE) | Yoko Alender 46

ÉTATS-UNIS (US) | Corentin Sellin 48

FINLANDE (FI) | Julia Laureau 50

FRANCE (FR) | Pascal Perrineau 52

GRÈCE (GR) | Victor Delage 54

HONGRIE (HU) | Jacques Rupnik 56

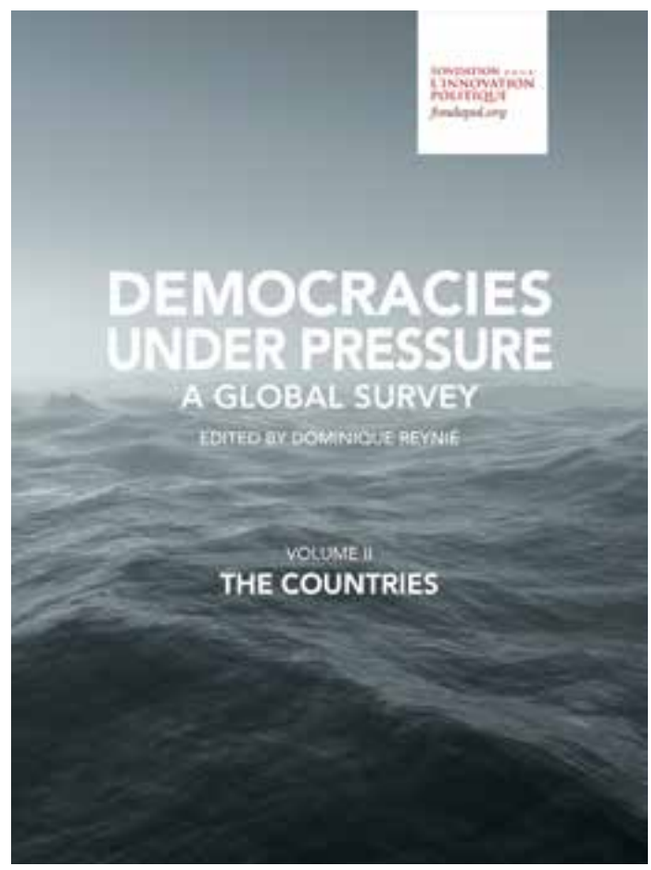
IRLANDE (IE) | Katherine Hamilton 58
ISRAËL (IL) | Julie Decroix et Anne-Sophie Sebban-Bécache 60
ITALIE (IT) | Marc Lazar 62
JAPON (JP) | Eriko Oshima 64
LETTONIE (LV) | Lolita Cigane 66
LITUANIE (LT) | Mantas Adomėnas 68
LUXEMBOURG (LU) | Victor Delage 70
MACÉDOINE DU NORD (MK) | Graham Scott 72
MALTE (MT) | Maude Paillard-Coyette 74
NORVÈGE (NO) | Raphaël Grelon 76
NOUVELLE-ZÉLANDE (NZ) | Julie Noyer 78
PAYS-BAS (NL) | Christophe de Voogd 80
POLOGNE (PL) | Jacques Rupnik 82
PORTUGAL (PT) | Raphaël Grelon 84
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (CZ) | Jacques Rupnik 86
ROUMANIE (RO) | Violeta Alexandru 88
ROYAUME-UNI (GB) | Sophia Gaston 90
SERBIE (RS) | Paul Prososki 92
SLOVAQUIE (SK) | Jacques Rupnik 94
SLOVÉNIE (SI) | Ožbej Peterle 96
SUÈDE (SE) | Johan Martinsson 98
SUISSE (CH) | Madeleine Hamel 100
UKRAINE (UA) | Joshua Solomon et Alex Tarascio 102

LE QUESTIONNAIRE DE L'ENQUÊTE 107

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
DÉMOCRATIES SOUS TENSION
UNE ENQUÊTE PLANÉTAIRE
SOUS LA DIRECTION DE DOMINIQUE REYNIÉ
VOLUME I
LES ENJEUX

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
DÉMOCRATIES SOUS TENSION
UNE ENQUÊTE PLANÉTAIRE
SOUS LA DIRECTION DE DOMINIQUE REYNIÉ
VOLUME II
LES PAYS

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
DEMOCRACIES UNDER PRESSURE
A GLOBAL SURVEY
EDITED BY DOMINIQUE REYNIÉ
VOLUME I
THE ISSUES


FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org
DEMOCRACIES UNDER PRESSURE
A GLOBAL SURVEY
EDITED BY DOMINIQUE REYNIÉ
VOLUME II
THE COUNTRIES

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Mantas Adomėnas

Docteur de l'université de Cambridge et ancien président du think tank conservateur lituanien Institute of Democratic Politics, responsable de la campagne du Parti conservateur lituanien durant les élections législatives de 2008. En charge de la réforme de l'éducation supérieure de 2009 en Lituanie.

Yoko Alender

Architecte, urbaniste et homme politique, membre du Parti de la réforme d'Estonie. Membre du Parlement estonien (Riigikogu) depuis 2015 et réélu en 2019, membre du conseil municipal de Tallinn de 2013 à 2017.

Violeta Alexandru

Conseillère en pratiques de bonne gouvernance pour le parti du président roumain (le Parti National Libéral) et membre fondateur du think tank Institute for Public Policy (IPP). Elle a contribué, entre autres, à plusieurs études menées à l'Institute for Public Policy, dont les plus récentes : *Cost – efficiency report in public procurement* (2015), *Sustainable Public Procurement to make efficient investments in Romania* (2013) et *Transparency and competitiveness within the Romanian public procurement system* (2012).

Loraine Amic

Stagiaire au sein de la Fondation pour l'innovation politique, étudiante en master d'administration publique à l'école d'affaires publiques de Sciences Po Paris.

Octavio de Barros

Économiste, président de República do Amanhã (« République de demain »), un think tank brésilien partenaire de la Fondation pour l'innovation politique et de l'International Republican Institute pour la réalisation de l'étude *Démocraties sous tension*. Il est également vice-président de la Chambre de commerce France-Brésil à São Paulo.

Oriol Bartomeus

Professeur agrégé au département de science politique et de droit public à l'Université autonome de Barcelone (UAB). Docteur en science politique à l'UAB, auteur d'une thèse étudiant les effets du remplacement générationnel sur le comportement électoral en Catalogne. Il a déjà participé à l'ouvrage *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique* (Plon, 2017).

Pierre Bréchon

Professeur émérite de science politique à Sciences Po Grenoble/Pacte. Président de l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (Arval) qui met en œuvre pour la France l'enquête sur les valeurs des Européens. Il a dirigé, avec Frédéric Gonthier et Sandrine Asror, l'ouvrage *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions* (Presses universitaires de Grenoble, 2019). Auteur également d'un article récent intitulé « Le mouvement des "gilets jaunes" ou le retour des valeurs matérialistes ? » (*Revue politique et parlementaire*, n° 1090, janvier-mars 2019, p. 113-120).

Lolita Cigane

Consultante internationale en matière de pratiques de bonne gouvernance et financement de campagnes électorales et politiques européennes. Ancienne directrice de la branche lettone de Transparency International (2008-2010), élue membre du Parlement letton en 2010, secrétaire parlementaire du ministère des Finances (2013-2014) et présidente de la commission des Affaires européennes (2014-2018) en Lettonie.

Julie Decroix

Directrice adjointe de l'American Jewish Comittee Europe depuis 2015 et docteure en sciences sociales. A précédemment travaillé au ministère des Affaires étrangères comme chef de cabinet de la représentante spéciale de la France pour le processus de paix au Proche-Orient.

Victor Delage

Responsable des études et de la communication à la Fondation pour l'innovation politique. Il a travaillé à la direction générale du Trésor au ministère de l'Économie et des Finances. Diplômé du Collège d'Europe et de Sciences Po Grenoble. A participé à l'ouvrage *L'Opinion européenne en 2018* (Fondation pour l'innovation politique/Éditions Marie B, Collection Lignes de Repères, 2019).

Sophia Gaston

Chercheuse en sciences politiques et sociales invitée à la London School of Economics and Political Science (LSE). Elle a participé à la rédaction de plusieurs rapports, dont *Behind Global Britain* (British Foreign Policy Group, 2019), *Out of the Shadows: Conspiracy Thinking on Immigration* (HJS, 2018), *At Home in One's Past* (Demos, 2018), *Mediating Populism* (Demos 2018) et *Nothing to Fear but Fear Itself?* (Demos, 2017).

Yasen Georgiev

Directeur exécutif de l'Economic Policy Institute (EPI), think tank basé à Sofia (Bulgarie) et spécialisé dans la recherche économique et l'analyse interdisciplinaire des tendances socio-économiques en Bulgarie et dans les pays du sud-est de l'Europe.

Raphaël Grelon

Stagiaire à la Fondation pour l'innovation politique, étudiant en master de géopolitique et prospective à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

Madeleine Hamel

Chargée de mission à la Fondation pour l'innovation politique. Diplômée d'un master de science politique de l'université de Genève (Suisse), spécialisée en relations internationales. A participé à l'ouvrage *L'Opinion européenne en 2018* (Fondation pour l'innovation politique/Éditions Marie B, Collection Lignes de Repères, 2019).

Katherine Hamilton

Chargée de mission à la Fondation pour l'innovation politique en charge du suivi de l'enquête *Démocraties sous tension*. Diplômée en science politique et relations internationales du Skidmore College, à New York (États-Unis).

Paul-Adrien Hyppolite

Ingénieur du corps des Mines, diplômé de l'École normale supérieure (normalien B/L) et de l'École polytechnique, chercheur invité à la Harvard University. A travaillé pour une banque d'affaires conseillant des gouvernements, pour un fonds d'investissement et une entreprise du secteur spatial. Coauteur, avec Antoine Michon, de l'étude en deux parties intitulée *Les Géants du numérique (1. Magnats de la finance et 2. Un frein à l'innovation ?*, Fondation pour l'innovation politique, 2018, disponible sur fondapol.org), également en version anglaise sur fondapol.org/en.

Samuel Johannes

Chargé du programme Stratégie transatlantique à l'International Republican Institute (IRI) à Washington, ses travaux se concentrent sur les partis politiques et la veille médiatique à l'ère de la désinformation.

Aminata Kone

Étudiante en master sécurité internationale à Sciences Po Paris. A complété son double bachelor en relations internationales et en français à l'université du Sussex (Royaume-Uni). Elle a déjà participé à l'ouvrage *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique* (Plon, 2017).

Guillemette Lano

Stagiaire à la Fondation pour l'innovation politique, étudiante en master de géopolitique et relations internationales à l'Institut catholique de Paris, cursus en classe préparatoire lettres et sciences sociales (CPGE B/L).

Julia Laureau

Stagiaire à la Fondation pour l'innovation politique, étudiante en master de théorie politique à l'école doctorale de Sciences Po, membre de l'association des Jeunes Européens.

Marc Lazar

Professeur des universités d'histoire et de sociologie politique, directeur du centre d'histoire de Sciences Po et président de la Luiss School of Government (Rome). Il est, entre autres, le coauteur, avec Ilvo Diamanti, de *Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties* (Gallimard, 2019) et a participé à l'ouvrage *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique* (Plon, 2017).

Erwan Le Noan

Associé du cabinet Altermind, chroniqueur aux quotidiens *L'Opinion* et *Les Échos*, auteur de *La France des opportunités* (Les Belles Lettres, 2017). Membre du conseil scientifique de la Fondation pour l'innovation politique. Coauteur de *Gouverner pour réformer : éléments de méthode* (Fondation pour l'innovation politique, 2016, disponible sur fondapol.org) et, avec Dominique Reynié, de *Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes* (Fondation pour l'innovation politique, 2014, disponible sur fondapol.org).

Johan Martinsson

Professeur associé au département de science politique et directeur de recherche du Society Opinion Media Institute à l'université de Göteborg, en Suède. Auteur notamment de l'étude *Les Démocrates de Suède : un vote anti-immigration* (Fondation pour l'innovation politique, 2018 disponible sur fondapol.org), également en version anglaise sur fondapol.org/en.

Antoine Michon

Ingénieur du corps des Mines, diplômé de l'École polytechnique, dont il fut major de promotion. A travaillé pour une plateforme de données financières, pour une entreprise spécialiste des solutions de mobilité urbaine, ainsi que pour un fournisseur de logiciels de gestion et d'analyse de données. Coauteur, avec Paul-Adrien Hyppolite, de l'étude en deux parties intitulée *Les Géants du numérique (1. Magnats de la finance et 2. Un frein à l'innovation ?*, Fondation pour l'innovation politique, 2018, disponible sur fondapol.org), également en version anglaise sur fondapol.org/en.

Patrick Moreau

Docteur en histoire et docteur d'État en science politique (FNSP), et chercheur au CNRS au laboratoire Dynamiques européennes de l'université de Strasbourg. Auteur notamment de l'étude *Alternative für Deutschland : établissement électoral* (Fondation pour l'innovation politique, 2018, disponible sur fondapol.org) et de *L'Autre Allemagne. Le réveil de l'extrême droite* (Vendémiaire, 2017).

Anne Muxel

Directrice de recherches au Cevipof (CNRS-Sciences Po), spécialiste des phénomènes de recomposition politique et démocratique, de la participation électorale et du rapport de la jeunesse à la politique. Elle est auteure, entre autres, de *Politiquement jeune* (Éditions de l'Aube, 2018) et a participé à l'ouvrage *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique* (Plon, 2017). Elle a également dirigé, avec Olivier Galland, *La Tentation radicale. Enquête auprès des lycéens* (PUF, 2018).

Thibault Muzergues

Directeur du programme Europe à l'International Republican Institute (IRI) et auteur de *La Quadrature des classes. Comment de nouvelles classes sociales bouleversent les systèmes de partis en Occident* (Le Bord de l'Eau, 2018), avec une version actualisée en anglais en cours de préparation. Ses travaux se concentrent sur l'opinion publique et les partis politiques européens.

Julie Noyer

Chargée de mission à la Fondation pour l'innovation politique, étudiante en maîtrise de science politique à l'université du Québec, à Montréal (Canada).

Eriko Oshima

Docteure en science politique, maîtresse de conférences (assistant professor) à l'université Kinjo Gakuin (Nagoya, Japon). Ses travaux ont notamment porté sur la politique d'intégration des immigrés et le passé colonial français. Elle a également participé au groupe de recherche mené par Yuji Nakano qui a eu pour but d'analyser les rapports du Haut Conseil à l'intégration. De 2015 à 2016, elle a tenu une chronique mensuelle sur les politiques européennes sur le site de l'European Union Institute in Japan at Waseda University (EUIJ Waseda). A publié en 2018 au Japon un livre sur les pieds-noirs et, plus récemment, un article sur Mai 68 et les immigrés maghrébins.

Maude Paillard-Coyette

Stagiaire à la Fondation pour l'innovation politique, diplômée en science politique de la London Metropolitan University (Royaume-Uni).

Pascal Perrineau

Professeur des universités à Sciences Po. Il est coordinateur des ouvrages *Le Désenchantement démocratique* (Éditions de l'Aube, 2003), *Le Vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017* (Presses de Sciences Po, 2017) et, avec Luc Rouban, de *La Démocratie de l'entre-soi* (Presses de Sciences Po, 2017), et auteur de *Cette France de gauche qui vote FN* (Seuil, 2017). Il a aussi participé à l'ouvrage *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique* (Plon, 2017).

Ožbej Peterle

Diplômé d'un bachelor en économie de l'université de Ljubljana (Slovénie) et d'un master en politique, sécurité et intégration à la School of Slavonic and East European Studies (Universiy College London). Professeur assistant à l'école des hautes études en sciences sociales School of Advanced Social Studies, à Nova Gorica (Slovénie).

Paul Prososki

Directeur de programme à Belgrade (Serbie) de l'International Republican Institute (IRI). Membre du conseil d'administration du think tank de centre droit Americans for Tax Reform Foundation (Washington).

Bettina Rausch

Présidente de l'Académie politique du Parti populaire autrichien (ÖVP) depuis mars 2018. Précédemment membre du Conseil fédéral (2008-2013) et du Parlement national de Basse-Autriche (2013-2018). Coéditrice et coauteure de *Offen für Neues* (Edition noir, 2018) et de *l'Österreichisches Jahrbuch für Politik 2018* (Böhlau Verlag, 2019).

Dominique Reynié

Professeur des universités à Sciences Po et directeur général de la Fondation pour l'innovation politique. Auteur, entre autres, du *Triomphe de l'opinion publique. L'espace public français du XVIe au XXe siècle* (Odile Jacob, 1998), du *Vertige social nationaliste. La gauche du Non* (La Table ronde, 2005) et des *Nouveaux Populismes* (Pluriel, 2013). Il a également dirigé l'ouvrage *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique* (Plon, 2017).

Nicolas Rigaudière

Stagiaire à la Fondation pour l'innovation politique, étudiant en deuxième année de bachelor, spécialité politique et gouvernement, à Sciences Po Paris.

Jacques Rupnik

Directeur de recherches à Sciences Po (Ceri), professeur au Collège d'Europe à Bruges et ancien conseiller du président Václav Havel. Il a dirigé l'édition des ouvrages *1989 as a Political World Event. Democracy, Europe and the new international system in the age of globalization* (Routledge, 2014), *Géopolitique de la démocratisation. L'Europe et ses voisinages* (Presses de Sciences Po, 2014) et *Europe at the Crossroads. Democracy, Neighbourhoods, Migrations* (Vaclav Havel Library, 2018). Il a également participé à l'ouvrage *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique* (Plon, 2017).

Graham Scott

Adjoint du programme Europe à l'International Republican Institute (IRI), concentré sur la Macédoine du Nord. Diplômé d'un bachelor en science politique de la Shepherd University et d'un master en science politique de la George Mason University.

Anne-Sophie Sebban-Bécache

Directrice de l'American Jewish Comittee à Paris depuis décembre 2018, docteur en géopolitique de l'Institut français de géopolitique (université Paris-VIII), spécialiste d'Israël et de la corne de l'Afrique. Elle notamment participé à l'ouvrage *Gaz naturel, la nouvelle donne ?* (Presses Universitaires de France, 2016).

Neritan Sejamini

Consultant en stratégie, analyste politique et éditeur basé à Tirana (Albanie), spécialiste des politiques publiques aux États-Unis et dans la région des Balkans occidentaux.

Corentin Sellin

Professeur agrégé en CPGE au lycée Carnot (Dijon), spécialiste des États-Unis. Il est coauteur, avec Annick Foucrier et Nicolas Vaicbourdt, de l'ouvrage *Les États-Unis et le monde de la doctrine de Monroe à la création de l'ONU* (1826-1945) (Atlande, 2018) et il a participé à l'ouvrage *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique* (Plon, 2017).

Joshua Solomon

Chargé du programme Eurasie à l'International Republican Institute (IRI), sur les anciens pays de l'Union soviétique. A travaillé au National Endowment for Democracy sur l'Ukraine, la Moldavie et la Biélorussie. Étudiant du master d'Affaires internationales de la George Washington University (États-Unis).

Alex Tarascio

Chef de programme à l'International Republican Institute (IRI) et diplômé d'un bachelor en science politique de l'université d'Oregon. Ses travaux se concentrent sur le soutien régional aux partis politiques et sur les mesures contre la désinformation en Europe et en Eurasie.

Christophe de Voogd

Docteur en histoire, spécialiste des Pays-Bas, professeur agrégé à Sciences Po, président du conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique. Il est l'auteur de l'étude *Réformer : quel discours pour convaincre ?* (Fondation pour l'innovation politique, 2017, disponible sur fondapol.org) et il a participé à l'ouvrage *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique* (Plon, 2017).

Mathieu Zagrodzki

Docteur en science politique à Sciences Po et chercheur associé au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cesdip), spécialiste des questions liées à la police et à la sécurité publique. Il enseigne notamment à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. Il est coauteur, avec Romain Maneveau et Arthur Persais, de l'étude *Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins* (Fondation pour l'innovation politique, 2018, disponible sur fondapol.org) et il a participé à l'ouvrage *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique* (Plon, 2017).

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

UNE ENQUÊTE PLANÉTAIRE SUR L'ÉTAT DE LA DÉMOCRATIE RÉALISÉE PAR LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE ET L'INTERNATIONAL REPUBLICAN INSTITUTE

La Fondation pour l'innovation politique est un think tank français qui défend les valeurs de liberté, de progrès et des idéaux de l'Europe. L'International Republican Institute est un institut américain qui promeut la démocratie dans le monde. Les deux organisations se sont associées, en partenariat avec le think tank brésilien República do Amanhã, pour concevoir une vaste enquête internationale conduite dans 42 pays et dont les résultats sont publiés ci-après sous le titre : *Démocraties sous tension*. Tous les résultats sont à la disposition du public, dans les trente-trois langues* de l'enquête, en *open data* sur les sites respectifs des trois think tanks**.

Ce travail repose sur un questionnaire conçu en français et en anglais par les équipes des think tanks partenaires. Il a été administré par Ipsos auprès d'un échantillon national constitué pour chacun des 42 pays étudiés. L'ampleur de l'enquête a permis d'intégrer les vingt-sept États membres de l'Union européenne, de rendre possible une comparaison avec des pays européens qui ne sont pas membres de l'Union européenne (Norvège, Suisse, Ukraine), avec ceux qui souhaitent y adhérer (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Serbie) ou même, au contraire, avec le Royaume-Uni, qui semble avoir décidé de la quitter, même si la situation de ce pays demeure très confuse au moment d'écrire ces lignes (25 avril 2019).

L'objectif d'une enquête planétaire sur l'état de la démocratie nous a conduits à enrichir le groupe des pays étudiés en intégrant dans le champ d'observation l'Australie, le Brésil, le Canada, les États-Unis, Israël, le Japon et la Nouvelle-Zélande.

42 PAYS, 33 LANGUES, 36 395 INTERVIEWÉS

Au total, 36 395 personnes ont été interrogées. L'étude a été menée sur la base d'échantillons nationaux représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus. La méthode des quotas de sexe, d'âge, de profession, de région ainsi que de catégorie d'agglomération a été utilisée pour assurer une bonne représentativité des échantillons. Les échantillons tiennent compte du poids démographique de chaque pays : la taille des échantillons était de 1 000 personnes dans les pays de plus de 8 millions d'habitants, de 600 personnes pour ceux de 5 à 8 millions d'habitants et de 500 personnes pour les pays de moins de 5 millions d'habitants. Pour certains pays (Albanie, Bulgarie, Croatie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Macédoine du Nord, Serbie, Slovaquie et Slovénie), la taille des échantillons a été portée à 800 personnes malgré une population inférieure à 8 millions d'habitants afin de conforter l'analyse des résultats.

Le questionnaire, qui comportait 35 questions publiées à la fin de ce volume, a été administré dans chacune des langues nationales, soit 33 langues pour les 42 pays. Afin de neutraliser les effets de conjoncture, la collecte des données a été effectuée au cours d'un intervalle de cinq semaines (entre le 6 septembre et le 11 octobre 2018). Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne, à l'exception de cinq pays où le face-à-face a été préféré : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Macédoine du Nord et Malte.

* Anglais, albanais (Albanie et Macédoine du Nord), allemand, bosnien, bulgare, croate, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec (Grèce et Chypre), hébreu, néerlandais, hongrois, italien, japonais, lettonien, lituanien, luxembourgeois, macédonien, maltais, norvégien, polonais, portugais (Brésil et Portugal), roumain, russe (Estonie et Lettonie), serbe, slovaque, slovène, suédois, tchèque et ukrainien.
** fondapol.org, iri.org et republicadoamanha.org

UN QUESTIONNAIRE DE 35 QUESTIONS

Pour la plupart des questions, nous avons demandé aux personnes interrogées de répondre en choisissant une intensité sur une échelle comportant quatre degrés, de type « tout à fait »/« plutôt » et « plutôt pas »/« pas du tout », pour évaluer, par exemple, un niveau de satisfaction, de confiance ou d'optimisme. Dans ce document, pour des raisons de commodité et de lisibilité, nous présentons et commentons généralement les résultats en totalisant, d'un côté, les réponses « tout à fait »/« plutôt » et, en vis-à-vis, les réponses « plutôt pas »/« pas du tout ».

Dans certains cas, les personnes interrogées ont été invitées à choisir entre deux options. Ainsi, à titre d'exemple, à la question « laquelle des deux propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez », les réponses proposées au choix de la personne interrogée étaient « la mondialisation est une opportunité » ou « la mondialisation est une menace ». Certaines questions offraient trois possibilités de réponse. Par exemple, à la question relative au bénéfice pour son pays d'appartenir à l'OTAN, les personnes interrogées pouvaient répondre « une bonne chose », « une mauvaise chose » ou « ni une bonne chose, ni une mauvaise chose ».

Pour chaque question, les répondants ont été relancés une fois en cas de non-réponse, avec le message suivant : « S'il vous plaît, essayez de répondre à la question. Toutefois, si vous n'avez aucun avis sur cette question, vous pouvez passer à la suivante en cliquant sur le bouton "question suivante" » (entre 0 et 2% de non-réponse en online et face-à-face).

Enfin, les résultats sont présentés soit par pays ou par sous-ensemble, tel que « Union européenne » (EU). Pour une question donnée, la moyenne « EU » correspond au résultat des pays membres de l'Union européenne, soit vingt-sept pays, dont la valeur a été pondérée en fonction de leur poids démographique respectif. Le choix a été fait de ne pas inclure le Royaume-Uni dans le calcul de l'ensemble « EU », les Britanniques ayant exprimé le souhait de quitter l'Union européenne.

Les résultats d'ensemble sont présentés sous la catégorie « GLOBAL ». Pour une question donnée, la moyenne « GLOBAL » correspond donc au résultat des 42 démocraties étudiées, la valeur de chacun des pays ayant été pondérée pour tenir compte de leur poids démographique dans l'ensemble.

Le lecteur verra que nous avons souvent procédé à des regroupements pour favoriser la clarté et faciliter la présentation des données. Cela n'altère jamais la valeur de ces données dont le détail, qu'il est impossible de présenter intégralement dans un tel volume, est en libre accès sur les sites des trois think tanks***.

Une enquête réalisée par

la **Fondation pour l'innovation politique** et l'**International Republican Institute**

avec la participation de **República do Amanhã**

*** Les opinions des différents auteurs ayant contribué à cette enquête internationale ne reflètent pas nécessairement celles de l'International Republican Institute.

QU'EST-CE QUE L'INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE ?

CONÇU ET ÉLABORÉ PAR LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE ET L'INTERNATIONAL REPUBLICAN INSTITUTE

L'indice de culture démocratique, conçu et élaboré par la Fondation pour l'innovation politique et l'International Republican Institute exclusivement dans le cadre de cette enquête internationale, est fondé sur une série de questions relatives aux caractéristiques fondamentales d'une démocratie : un Parlement élu démocratiquement qui contrôle le gouvernement, l'existence d'élections libres, transparentes et indépendantes, etc.
L'indice s'échelonne de 0 à 10 : plus il tend vers 10, plus la culture démocratique dans le pays est forte ; plus il tend vers 0, moins la culture démocratique est forte. Fondé sur une enquête d'opinion, l'indice mesure donc des perceptions.

Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique dans le pays est forte

Pour ce faire, sur l'ensemble du questionnaire posé dans les 42 pays de notre enquête, un certain nombre de réponses à neuf questions ont été sélectionnées :

– « Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible »
– « Pour chaque institution, veuillez me dire si vous avez très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout. **Le Parlement** » (total des réponses : « très confiance » et « plutôt confiance »)
– « Pour chaque institution, veuillez me dire si vous avez très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout. **Les partis politiques** » (total des réponses : « très confiance » et « plutôt confiance »)
– « C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses »
– « Pour chacun, veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise. **Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections** » (total des réponses : « très mauvaise » et « assez mauvaise »)
– « Pour chacun, veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise. **Que l'armée dirige le pays** » (total des réponses : « très mauvaise » et « assez mauvaise »)
– « Pour chacun, veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise. **Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement** » (total des réponses : « très bonne » et « assez bonne »)
– Moyenne, dans chaque pays, de l'importance accordée aux quatre grandes libertés publiques suivantes :
  • « pouvoir manifester, aller dans la rue, contester »
  • « pouvoir participer soi-même à la prise de décision »
  • « pouvoir voter pour les candidats de son choix »
  • « avoir le droit de dire ce que l'on pense »
– Êtes-vous dérangés par les opinions politiques différentes des vôtres ?
(total des réponses : « non pas du tout » et « non plutôt pas »)

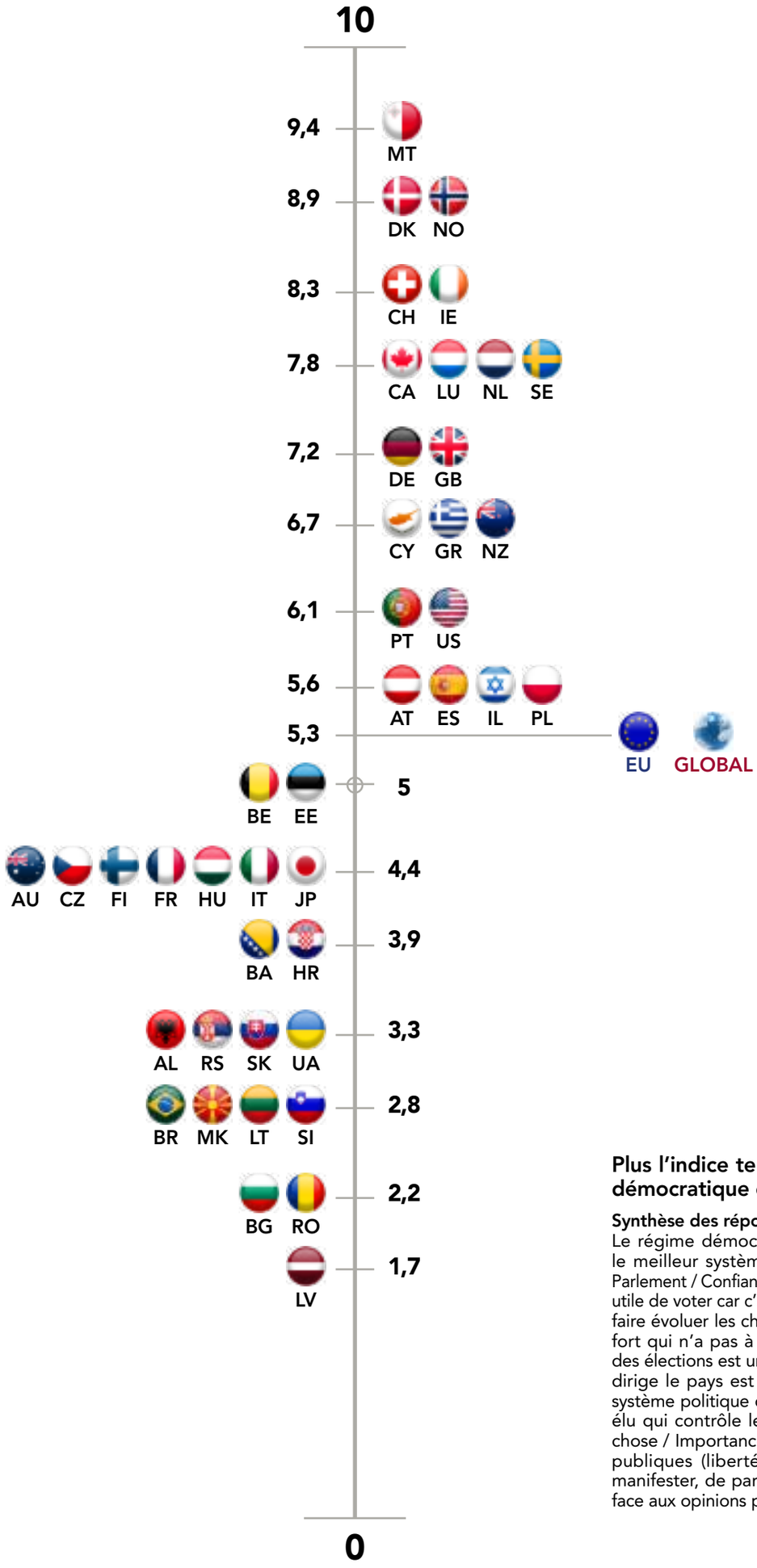
Pour chaque groupe de réponses à ces neuf questions, des seuils ont été établis :
– Quand le résultat obtenu à une question donnée était supérieur d'au moins 5 points à la moyenne globale, le pays se voyait attribuer un score de **1**.
– Quand le résultat obtenu à une question donnée se situait entre 5 points au-dessus et 5 points en dessous, le pays se voyait attribuer un score de **0,5**.
– Quand le résultat obtenu à une question donnée était inférieur d'au moins 5 points à la moyenne globale, le pays se voyait attribuer un score de **0**.

Pour chaque pays, nous avons ensuite additionné l'ensemble des scores (0, 0,5 et 1) obtenus aux neuf questions et avons attribué un résultat final sur 10.

Exemple de lecture

L'enquête montre que 73 % des Autrichiens estiment que « le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible », pour une moyenne globale de 67 %. Ainsi, pour cette question, si les démocraties obtenaient plus de 72 % (soit 5 points de plus que la moyenne globale), le score attribué était de 1 (c'est le cas pour les Autrichiens à cette question donnée). Si les démocraties obtenaient un score compris entre 72 % et 62 %, le score attribué était de 0,5. Et, suivant cette logique, si les démocraties obtenaient un score inférieur à 62 %, le score était de 0.

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE



Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

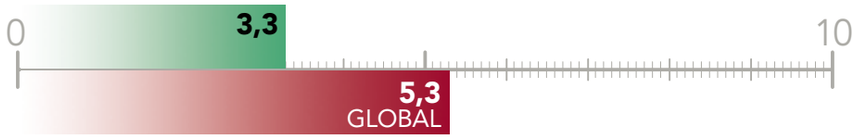
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

ALBANIE (AL)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

EU 68
67
AL 63
MK 55
BA 50
RS 46

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

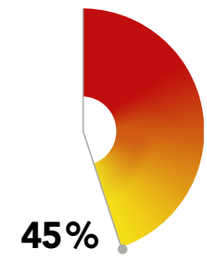


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

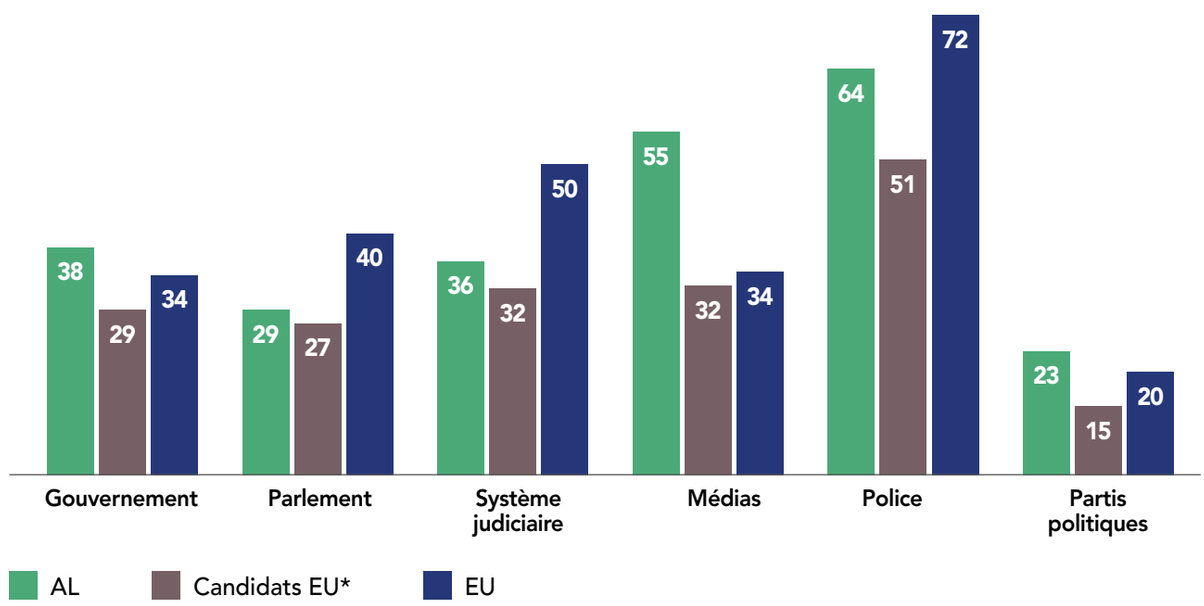
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

En matière de politique économique, diriez-vous que...	AL	MK	RS	BA	Candidats EU*
Il faut **renforcer le rôle de l'État dans l'économie** et limiter la liberté des entreprises	**47**	41	35	29	**36**
Il faut limiter le rôle de l'État dans l'économie et **renforcer la liberté des entreprises**	**53**	59	65	71	**64**

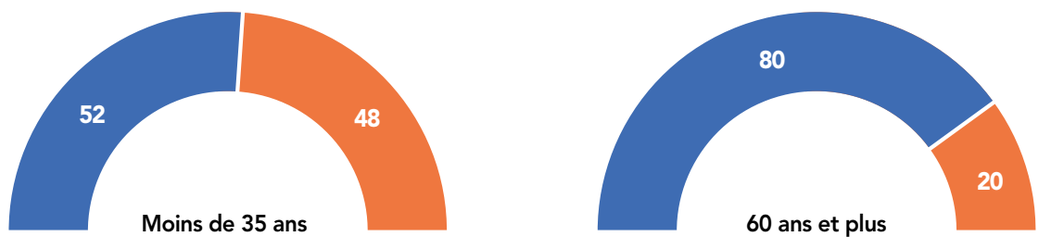
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

* Sont regroupés sous ce terme les pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord et Serbie.

Parmi les pays candidats à l'Union européenne, l'Albanie apparaît comme le plus proeuropéen. Une très large majorité (88 %) des répondants indiquent qu'une adhésion à l'Union européenne serait une bonne chose, dans une région où seulement un tiers des Serbes (33 %), la moitié des Bosniens (52 %) et moins de deux tiers des Macédoniens (60 %) sont d'accord avec cette affirmation. Les Albanais sont convaincus que faire partie de l'UE renforcerait la démocratie dans leur pays (86 %), chiffre bien supérieur à la moyenne des pays candidats à l'UE (50 %). Ils sont également favorables à l'euro (61 %) et à la création d'une armée européenne (76 %). Les Albanais sont de loin les plus enclins à soutenir l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (86 %), contre 50 % en moyenne dans les pays de l'OTAN.

Plus des trois quarts des personnes interrogées (81 %) ont le sentiment de pouvoir s'exprimer librement et la quasi-totalité s'accordent sur le fait que les droits suivants sont fondamentaux pour le bon fonctionnement de la démocratie : la liberté de manifester (91 %), la possibilité de participer à la prise de décision du gouvernement (95 %), de voter (95 %) et d'avoir le droit de dire ce que l'on pense (98 %). Par ailleurs, les Albanais soutiennent massivement deux conceptions du système démocratique : un système reposant sur « un Parlement élu qui contrôle le gouvernement » (82 %) et un système dans lequel « les citoyens, et non un gouvernement, décident ce qui leur semble le mieux pour le pays » (83 %).

Êtes-vous favorable ou opposé à la peine de mort ?



Total des réponses : « tout à fait favorable » et « plutôt favorable »

Total des réponses : « tout à fait opposé » et « plutôt opposé »

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Néanmoins, les Albanais se sentent impuissants puisque seulement 1 % mentionne « le peuple » comme le groupe détenant le plus de pouvoir dans leur pays. Près de la moitié (48 %) des répondants considèrent que le pouvoir se trouve entre les mains de la classe politique et un quart (24 %) entre celles des organisations criminelles.

Malgré la valeur qu'ils attachent aux idéaux démocratiques, plus de la moitié (55 %) des Albanais estiment que la démocratie fonctionne mal dans leur pays. La plupart (57 %) pensent notamment que les élections ne sont pas transparentes et 46 % que les élections ont peu d'importance car « les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple ».

Les Albanais affichent, dans l'ensemble, une grande tolérance face à la différence. Neuf Albanais sur dix affirment que la différence de croyance religieuse (90 %), d'origine ethnique (90 %) et d'opinions politiques (84 %) ne les dérange pas. Cependant, alors qu'une majorité (64 %) pense qu'accueillir les réfugiés est un devoir, une grande partie de la population estime aussi qu'accueillir plus de réfugiés augmenterait le risque de délinquance (65 %), de terrorisme (63 %), nuirait à la situation économique du pays (61 %) et poserait des problèmes de cohabitation (50 %).

Neritan Sejamini

88 % pensent qu'adhérer à l'Union européenne serait une bonne chose.

41 % considèrent qu'il serait bien que seuls les citoyens ayant un niveau de connaissance suffisant puissent voter.

55 % estiment qu'être gouverné par un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections serait une bonne chose.

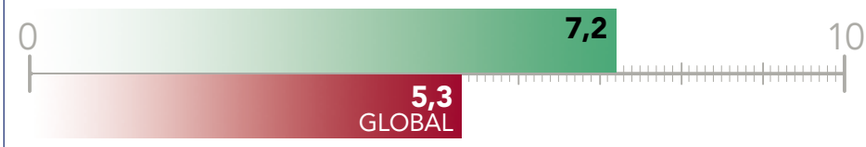
FOCUS

Sept Albanais sur dix (70 %) déclarent préférer plus d'ordre même si cela entraîne moins de liberté. Ce souhait peut en partie s'expliquer par la tumultueuse transition démocratique du pays mais également par un rejet du fonctionnement actuel de l'État.

* Sont regroupés sous ce terme les pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord et Serbie.

ALLEMAGNE (DE)

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

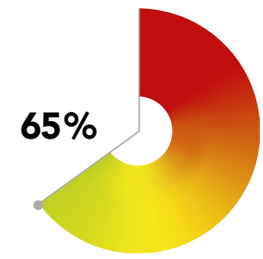


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

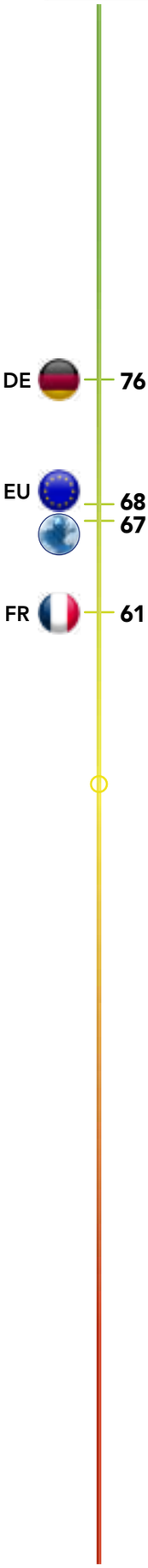
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

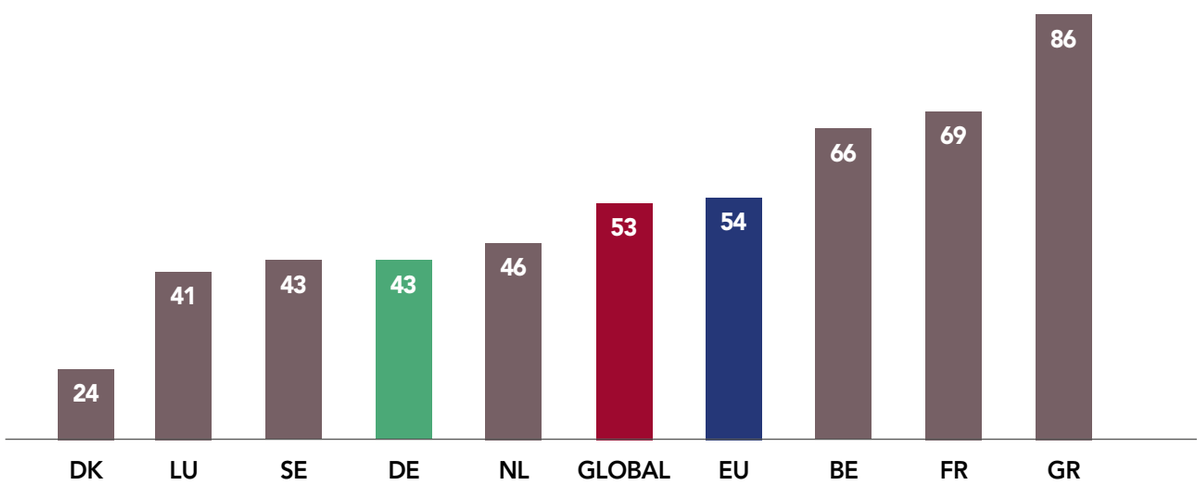


«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



À propos de votre style de vie ou de la manière dont vous vivez dans votre pays, diriez-vous qu'il est aujourd'hui menacé ?

Total des réponses : « tout à fait menacé » et « plutôt menacé »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

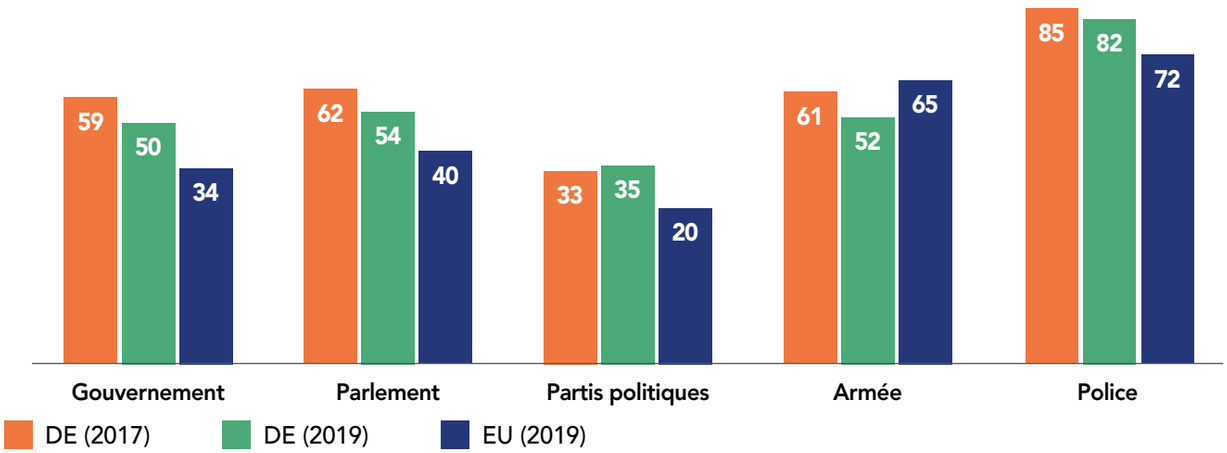
C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses	DE	EU
Cadres dirigeants et professions intellectuelles	**84**	77
Professions intermédiaires et employés qualifiés	66	67
Ouvriers et employés non qualifiés	65	61
Politiquement à gauche	**74**	71
Politiquement à droite	**62**	68

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

L'enquête dépeint une société allemande dans laquelle les personnes interrogées se montrent plutôt satisfaites vis-à-vis de leur système démocratique. Près des deux tiers (65 %) des Allemands interrogés estiment que la démocratie fonctionne bien dans leur pays (contre 50 % en moyenne dans l'Union européenne) et les trois quarts (76 %) jugent leur système électoral transparent (contre 63 % dans l'Union européenne). Cependant, on notera que le niveau de confiance accordé aux institutions, bien que systématiquement supérieur à la moyenne européenne, est en baisse par rapport aux résultats de notre enquête précédente de 2017.

Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Les résultats révèlent également une demande d'ordre et d'autorité, conforme à la tendance européenne : 61 % des Allemands interrogés affirment préférer « plus d'ordre, même si cela entraîne moins de liberté » (contre 60 % en moyenne dans l'Union européenne) et, surtout, 38 % pensent qu'il serait une bonne chose d'être gouverné par « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » (contre 34 % pour l'Union européenne).

En matière d'immigration, les Allemands (60 %) expriment une inquiétude moindre que la moyenne européenne (69 %). Plus des deux tiers (71 %) considèrent comme un devoir l'accueil des réfugiés, contre 62 % au sein de l'Union européenne. Cependant, à l'image des autres Européens, les Allemands jugent que leur pays ne peut pas accueillir plus de réfugiés : 58 % craignent une augmentation de la délinquance (contre 61 % pour l'Union européenne), 57 % une augmentation du risque de terrorisme, soit le niveau moyen de l'Union européenne (57 %), et une majorité (52 %) redoute des problèmes de cohabitation avec des réfugiés qui n'ont pas les mêmes valeurs (contre 53 % pour l'Union européenne). C'est en revanche une minorité des répondants (44 %) qui pensent que l'accueil des réfugiés affecterait la situation économique du pays (contre 61 % pour l'Union européenne).

Bien que seule une faible majorité (52 %) voie positivement l'appartenance de l'Allemagne à l'Union européenne, l'enquête révèle l'importance que l'opinion publique lui accorde. Une majorité estime que le Royaume-Uni s'en sortira moins bien en dehors de l'Union européenne (66 % contre 49 % dans l'Union), souhaite conserver l'euro comme monnaie (62 %) et pense que la question migratoire devrait être traitée au niveau européen plutôt que national (67 %). Cependant, seulement un tiers de la population (35 %) pense que l'appartenance de leur pays à l'Union européenne renforce leur démocratie.

Patrick Moreau

52 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

62 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

71 % s'inquiètent face à l'éventualité d'une guerre.

FOCUS

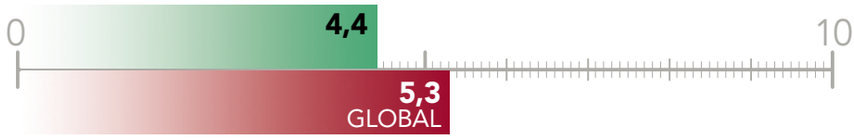
Si la question de la création d'une armée européenne divise l'opinion allemande à parts égales (50 % pour et 50 % contre), le soutien à l'OTAN est en chute libre. En effet, l'appartenance de l'Allemagne à l'alliance militaire n'est jugée positive que par 40 % des Allemands interrogés, soit un recul de 18 points (58 %) par rapport à notre enquête de 2017. Il faut y voir au moins en partie le résultat des tensions entre Berlin et Washington : 75 % des Allemands interrogés jugent « inquiétante » l'attitude des États-Unis sur la scène internationale.

AUSTRALIE (AU)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

MT 87
GB 69
67
CA 66
AU 61
NZ 51

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

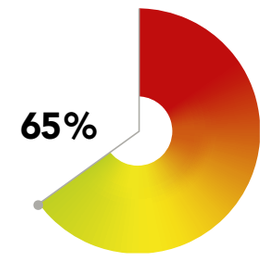


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

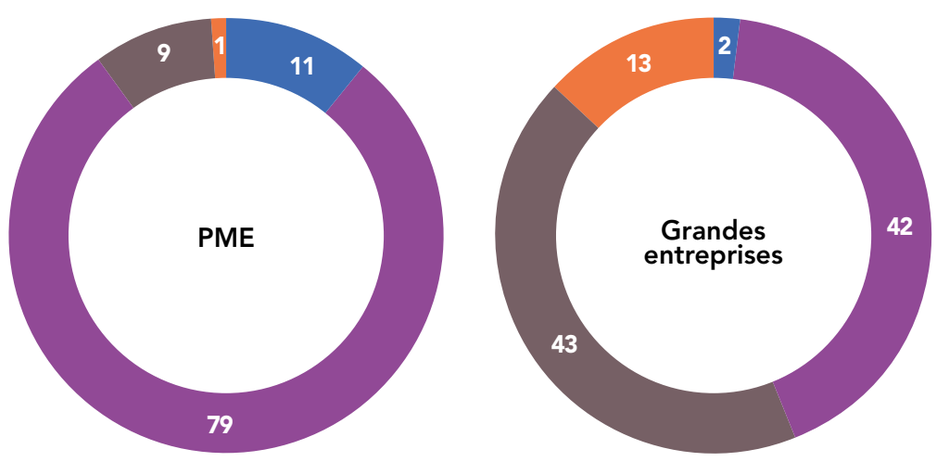
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Confiance dans les entreprises



Tout à fait confiance | Plutôt confiance | Plutôt pas confiance | Pas du tout confiance

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés car... Total des réponses : « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »	Villes de moins de 15 000 habitants	Villes de 15 001 à 100 000 habitants	Villes de 100 001 à 500 000 habitants	Villes de plus de 500 000 habitants
Ils augmentent **le risque terroriste** dans notre pays	**68**	65	60	**55**
Ils augmentent **le risque de la délinquance**	**64**	60	48	**53**
Cela poserait un problème pour **la situation économique** du pays	**60**	56	51	**50**
Nous ne partageons **pas les mêmes valeurs** et cela poserait des problèmes de cohabitation	54	53	52	49

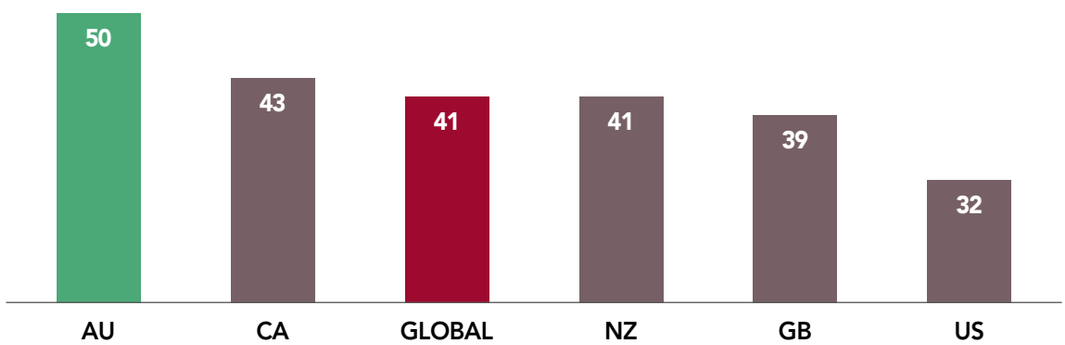
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

L'Australie est l'une des plus anciennes démocraties constitutionnelles du monde, fondée à la fois sur le modèle du fédéralisme à l'américaine et sur celui d'une souveraineté parlementaire et monarchique à l'anglaise. L'île-continent est aussi l'un des premiers pays à avoir introduit la forme moderne du scrutin universel et à avoir conféré aux femmes le droit de vote et le droit de se présenter au Parlement.

Néanmoins, comme le montre cette étude, plus d'un tiers de la population australienne (35 %) considère que la démocratie fonctionne mal dans leur pays, un chiffre plus élevé que dans certains des autres pays du Commonwealth, comme la Nouvelle-Zélande (21 %) ou le Canada (20 %). De même, 39 % des Australiens estiment que d'autres systèmes politiques pourraient être aussi satisfaisants que la démocratie. Une majorité significative d'Australiens ne fait confiance ni au gouvernement fédéral (55 %), ni au Parlement (58 %). Enfin, leur défiance vis-à-vis des partis politiques est importante (74 % d'entre eux affirment ne pas leur faire confiance). Ces résultats s'expliquent en partie par la succession de crises politiques que connaît l'Australie depuis de nombreuses années. Longtemps perçu comme un modèle de stabilité gouvernementale, le pays a vu cinq Premiers ministres se succéder en seulement cinq ans. Pour autant, la population semble très attachée au parlementarisme : la plupart des Australiens (90 %) considèrent comme une bonne chose le fait d'avoir « un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement ».

Près de la moitié (48 %) des personnes interrogées expriment leur désaccord avec le principe d'un « devoir d'accueillir des réfugiés qui souhaitent échapper à la guerre et à la pauvreté dans notre pays ». De plus, une large majorité approuve l'idée selon laquelle l'accueil des réfugiés augmente le risque terroriste (61 %) et le risque de criminalité (56 %). Rappelons que le gouvernement australien a opté pour une ligne dure sur cette question et mène, depuis 2013, un programme nommé « Operation Sovereign Borders » qui consiste à dissuader les réfugiés clandestins de tenter de rejoindre les terres australiennes par la mer.

Il faut renforcer le rôle de l'État dans l'économie et limiter la liberté des entreprises



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Treizième puissance économique mondiale, l'Australie est avant tout un pays de ressources naturelles : le pays est premier exportateur mondial de charbon, de fer, de sables minéraux et d'aluminium. Bénéficiant d'une politique de dérégulation de l'économie et du marché du travail, les entreprises australiennes attirent les investisseurs étrangers et, selon notre étude, sont soutenues par les Australiens. Une forte majorité des Australiens (58 %) considèrent même que les grandes entreprises ont du pouvoir dans leur pays contre seulement 41 % pour l'ensemble des 42 démocraties.

Julie Noyer

60 % s'inquiètent de l'immigration.

64 % estiment qu'il est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses.

68 % considèrent que le processus électoral est transparent.

FOCUS

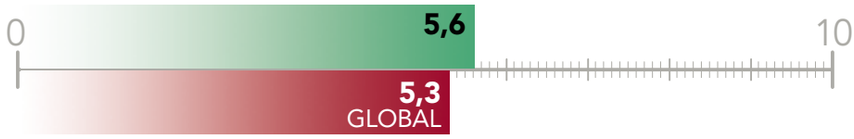
Bien que l'Australie soit particulièrement sujette aux retombées du réchauffement climatique, la pollution inquiète moins les Australiens (73 %) que les habitants des 42 autres pays (85 %).

AUTRICHE (AT)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

DE 76
AT 73
EU 68
67
CZ 55
SK 52
SI 41

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

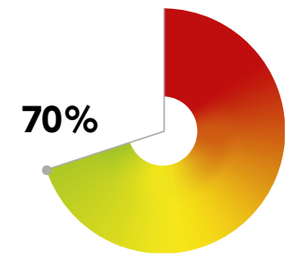


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

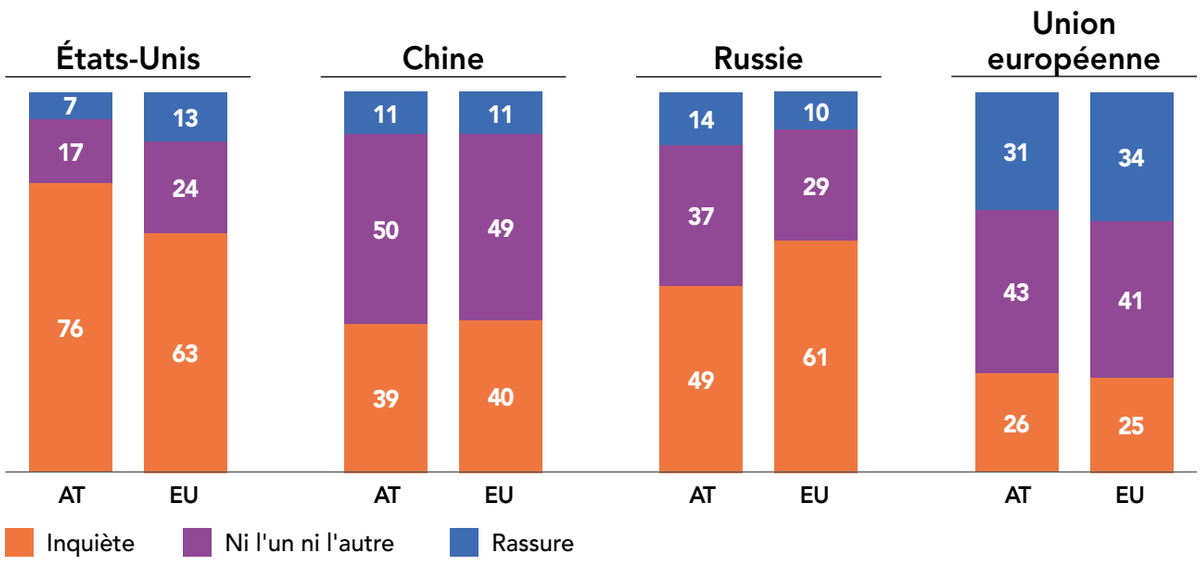
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Pour chacune des puissances suivantes, dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Pour chaque institution, veuillez me dire si vous avez tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »	Politiquement à gauche	Politiquement à droite
Gouvernement	37	**51**
Parlement	**58**	48
Système judiciaire	**76**	60
Partis politiques	28	32
Police	78	**84**
Médias	**38**	24
Syndicats	**80**	45
Parlement européen	**58**	26
Commission européenne	**54**	26

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Si la perception des Autrichiens vis-à-vis de l'évolution de leur niveau de vie ces dernières années est positive, leur scepticisme au sujet des années à venir est profond : seuls 10 % des Autrichiens entrevoient une amélioration, tandis que 55 % pensent que la situation future du pays va se dégrader par rapport à aujourd'hui. Indéniablement, il s'agit là d'un défi majeur pour la classe politique, qui plus est dans un pays qui vient de porter au pouvoir un nouveau gouvernement, issu d'une coalition entre le Parti populaire autrichien (ÖVP) de Sebastian Kurz et l'extrême droite (Parti de la liberté d'Autriche, FPÖ).

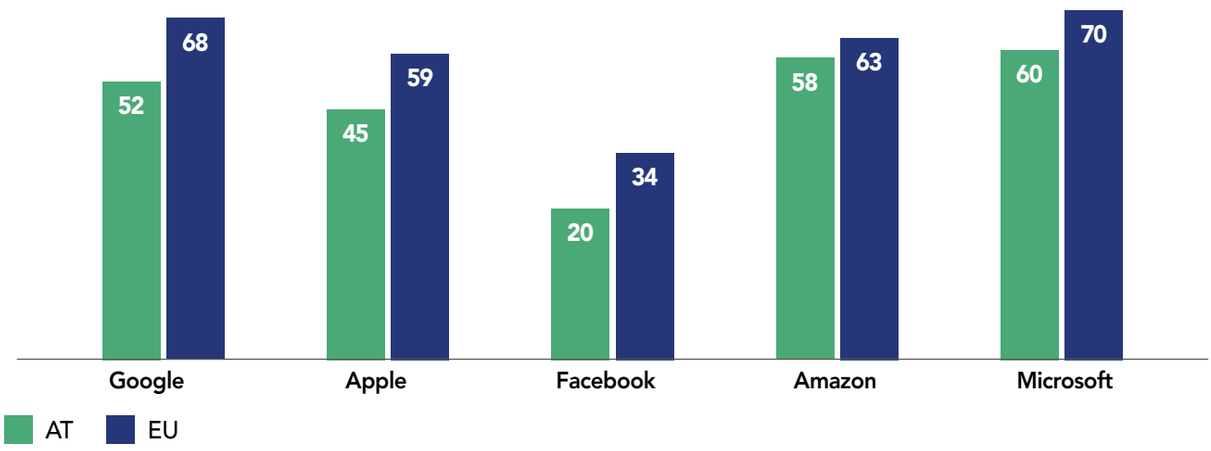
L'appartenance de l'Autriche à l'Union européenne est perçue favorablement par 42 % de la population, mais ce chiffre est cependant inférieur à la moyenne de celui des autres États membres (49 %). Une analyse plus fine permet de constater que l'une des principales préoccupations concerne le risque d'affaiblissement de la démocratie autrichienne lié à son adhésion à l'Union européenne : 44 % pensent que l'appartenance à l'Union affaiblit la démocratie, tandis que 25 % seulement considèrent qu'elle la renforce.

Un débat qui alimente les discussions depuis quelques années est celui de savoir si les citoyens préfèrent avoir « un homme fort à la tête de leur pays qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ou des élections » plutôt qu'un système parlementaire démocratique. Dans cette étude, 47 % privilégient un homme fort, ce qui est bien supérieur à la moyenne de l'Union européenne (34 %) et 6 points au-dessus du résultat de la précédente étude de 2017 (41 %)[1].

Malgré tout, les Autrichiens estiment que la démocratie fonctionne bien dans leur pays (70 %) et près des trois quarts d'entre eux (71 %) ont le sentiment de pouvoir s'exprimer librement. Une large majorité (90 %) soutient un système politique démocratique composé d'un Parlement élu qui contrôle le gouvernement. Les citoyens restent attachés aux idéaux démocratiques tels que le droit de manifester, d'aller dans la rue, de contester (78 %), de voter pour le candidat de son choix (96 %), de participer à la prise de décision (97 %), et d'avoir le droit de dire ce que l'on pense (99 %).

Confiance dans les GAFAM

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Une inquiétude persiste envers les médias, puisque seulement 28 % des Autrichiens leur font confiance (contre 34 % en moyenne dans l'UE). Les Autrichiens expriment en revanche une opinion largement favorable vis-à-vis d'Internet et des réseaux sociaux qui, selon eux, offrent la possibilité de s'informer soi-même (84 %), de rencontrer de nouvelles personnes (78 %) et permettent à chacun de s'exprimer plus librement (61 %).

Bettina Rausch

42 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

65 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

48 % préfèrent plus d'ordre même si cela entraîne moins de liberté.

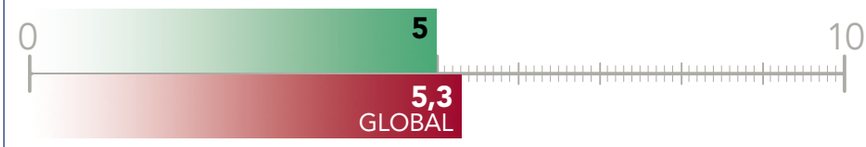
FOCUS

Sur une échelle allant de 1 à 10 reflétant l'échiquier politique de gauche à droite, la plupart des Autrichiens se positionnent sur le chiffre 5 (41 %), correspondant au centre. Cela montre que le centre politique est bel et bien vivant malgré une couverture médiatique mettant l'accent sur la polarisation de la vie politique en Autriche et dans d'autres démocraties européennes.

1. Dominique Reynié (dir.), *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique*, Paris, Plon, 2017, 320 pages.

BELGIQUE (BE)

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

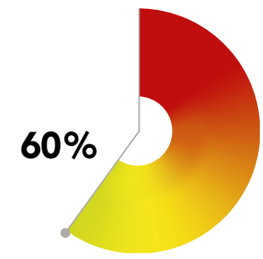


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

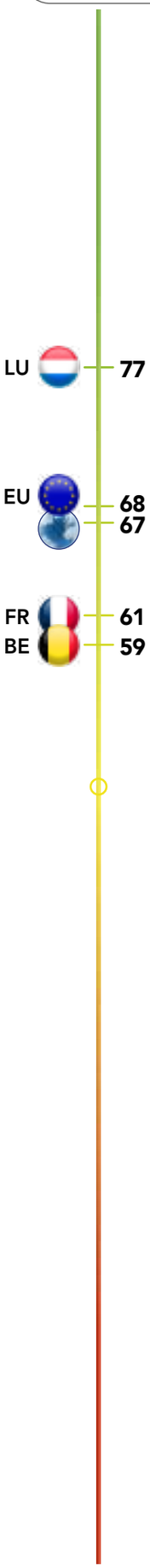
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

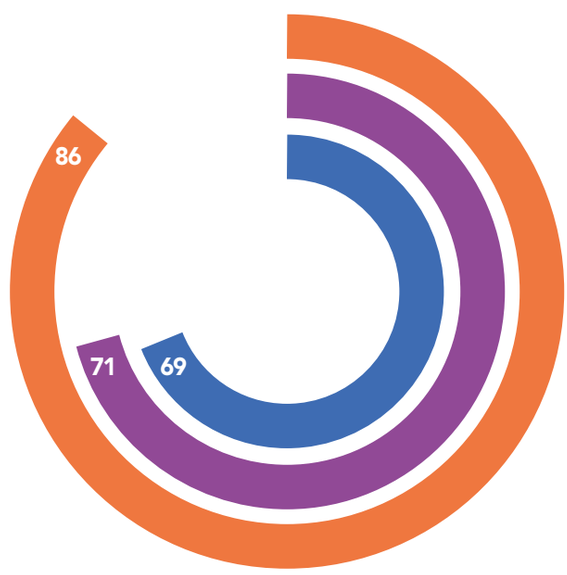


«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



Concernant le phénomène de l'immigration, diriez-vous que …

Réponse : « Il faut que l'immigration soit traitée à l'échelle européenne »



Moins de 35 ans — 35-59 ans — 60 ans et plus

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Perceptions de l'Union européenne	Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus
Faire partie de l'Union européenne est une bonne chose	**54**	**40**	45
Le Royaume-Uni s'en sortira moins bien en dehors de l'Union européenne	**49**	53	**63**
Faire partie de l'Union européenne renforce la démocratie	34	31	30
Notre pays doit conserver l'euro comme monnaie	62	**64**	**78**

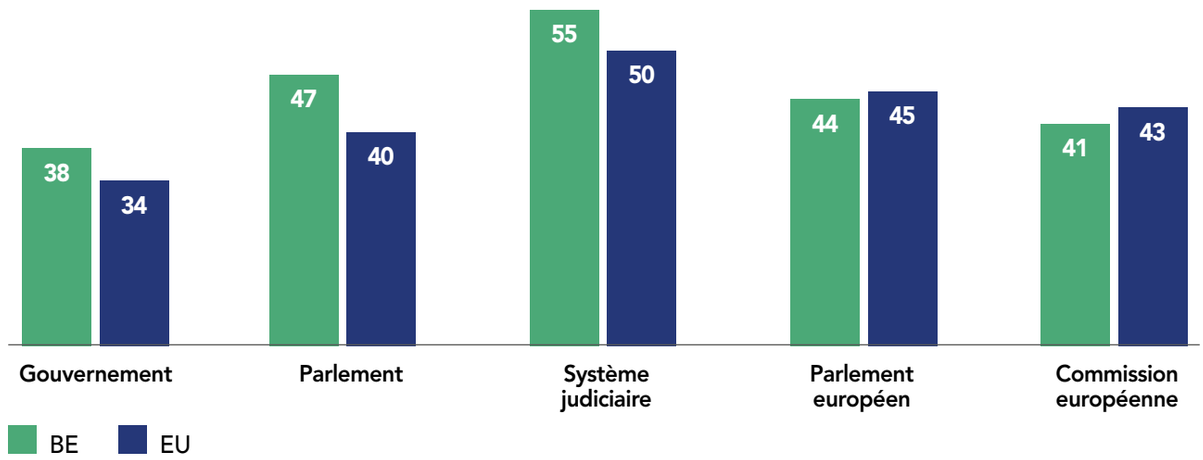
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

L'enquête dresse le portrait d'une société belge pessimiste : 63 % des citoyens pensent que la situation de leur pays ne s'améliorera pas dans le futur. Ce résultat est en net contraste avec l'ensemble des 42 pays étudiés (43 %) et plus encore avec les pays membres de l'Union européenne (50 %). De même, deux tiers (66 %) des répondants belges pensent que leur style de vie est menacé (contre 54 % pour l'Union européenne).

Six Belges sur dix (60 %) estiment que la démocratie fonctionne bien dans leur pays, contre 50 % en moyenne dans l'Union européenne, mais une majorité d'entre eux (56 %) pensent toutefois que « voter ne sert pas à grand-chose car les hommes et les femmes politiques ne se soucient pas de la volonté du peuple », soit un résultat spectaculairement supérieur à la moyenne européenne (34 %). On relève, en outre, un fort scepticisme en ce qui concerne la sincérité du système électoral : près de la moitié (43 %) des Belges interrogés jugent leur système électoral peu ou pas transparent.

Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La crise du multiculturalisme affecte profondément la démocratie belge, ses valeurs comme ses principes. L'immigration suscite une inquiétude (77 %) très supérieure à la moyenne des Européens, pourtant déjà très élevée (69 %). Les répondants belges sont également plus nombreux (63 %) que leurs voisins européens (53 %) à justifier le fait de ne pas accueillir plus de réfugiés parce que ceux-ci ne partagent pas les mêmes valeurs, rendant la cohabitation difficile ; l'opinion belge est de même plus encline (64 %) à estimer que l'on ne peut pas accueillir plus de réfugiés parce que cela augmenterait le risque terroriste dans leur pays, là encore bien au-dessus de la moyenne des États membres (57 %).

Ces crispations se retrouvent également dans la proportion des répondants (28 %) disant éprouver une gêne vis-à-vis des personnes d'une ethnicité différente de la leur, soit 9 points de plus que dans l'Union européenne (19 %). Ce sentiment est plus répandu chez les hommes (35 %) que chez les femmes (21 %), et plus répandu parmi les citoyens qui se positionnent à droite (39 %) que parmi ceux qui se positionnent à gauche (16 %). Plus particulièrement, l'islam est une source de préoccupation pour les Belges puisque 48 % d'entre eux se disent « très inquiets » à ce sujet, contre 38 % en moyenne pour l'Union européenne.

Madeleine Hamel

45 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

67 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

57 % se prononcent en faveur de la peine de mort.

FOCUS

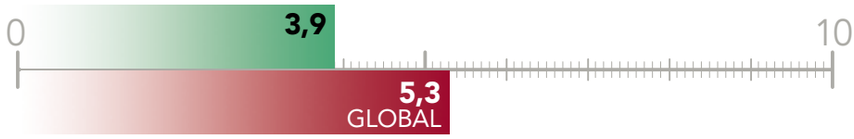
Plus de la moitié des Belges (58 %) se prononcent en faveur d'une intervention militaire de pays démocratiques pour défendre les valeurs démocratiques, contre 45 % dans les pays de l'Union européenne et 47 % dans le monde démocratique étudié. Les deux tiers des Belges (65 %) souhaitent la création d'une armée européenne, en plus des armées nationales, soit un score très supérieur à la moyenne des pays de l'Union européenne (59 %).

BOSNIE-HERZÉGOVINE (BA)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

EU 68
67
AL 63
MK 55
BA 50
RS 46

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

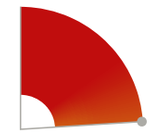


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

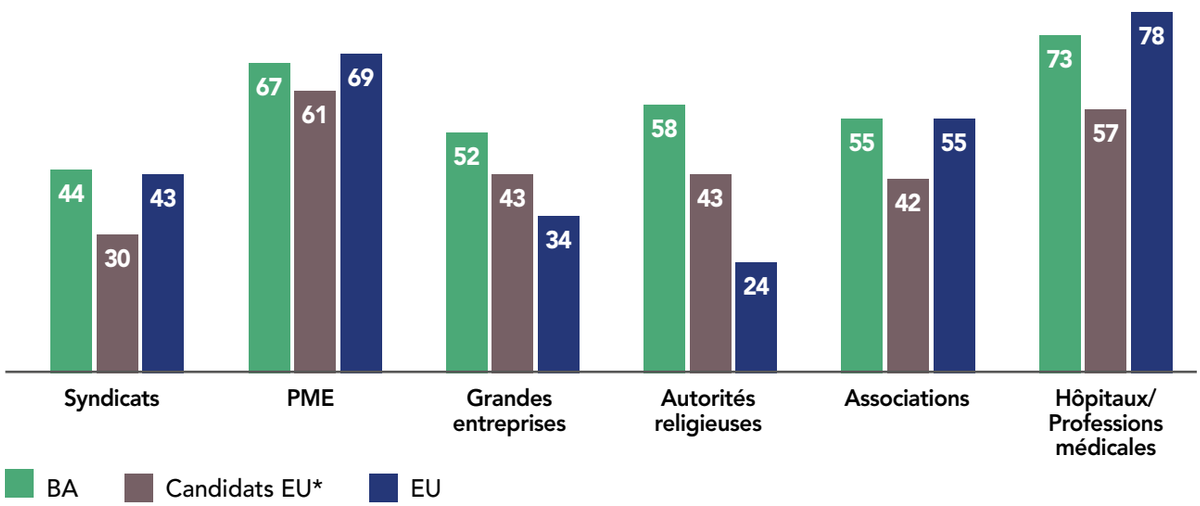
La démocratie fonctionne bien dans mon pays



24%

Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Perceptions de la démocratie	Chrétiens	Musulmans
Diriez-vous que le processus électoral de votre pays est transparent ? Total des réponses : « oui tout à fait » et « oui plutôt »	36	**46**
De manière générale, dans la société actuelle, avez-vous le sentiment de pouvoir vous exprimer librement ? Total des réponses : « tout à fait » et « plutôt »	54	**66**
Dans votre pays, diriez-vous que la démocratie fonctionne… Total des réponses : « très bien » et « assez bien »	18	**29**
De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?		
Voter est utile car c'est par les élections que l'on peut faire changer les choses	62	**70**
Voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple	**38**	30
De manière générale, diriez-vous que…		
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible	46	**54**
D'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie	**53**	46
NA (non-réponse)	1	0

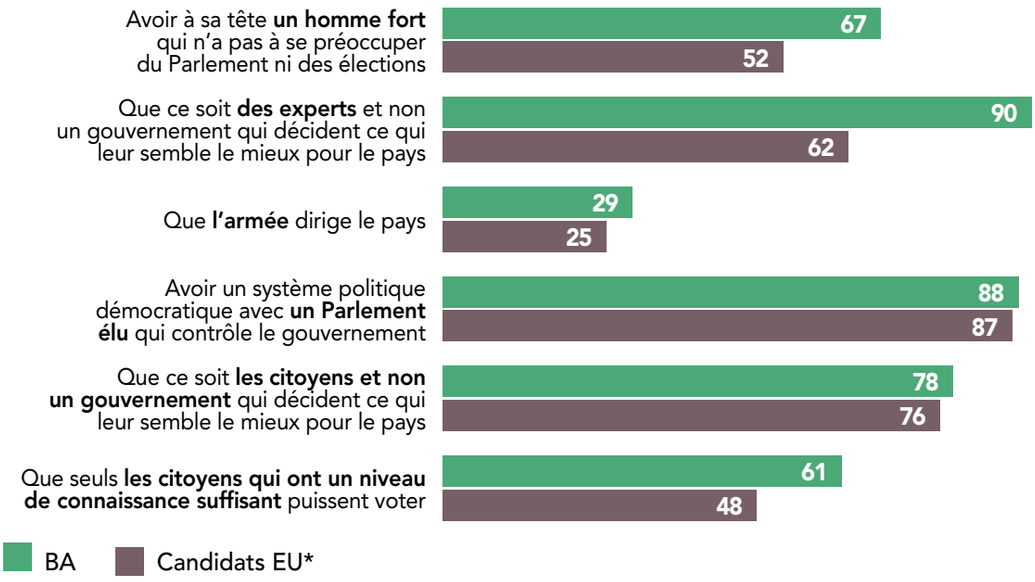
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

* Sont regroupés sous ce terme les pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord et Serbie.

En Bosnie-Herzégovine, la majorité (56 %) des personnes interrogées ont le sentiment que leur niveau de vie ne s'est ni amélioré ni dégradé au cours des dernières années. À noter le faible pourcentage de personnes considérant que la situation de leur pays sera moins bonne demain qu'aujourd'hui (14 %), comparé aux pays voisins que sont la Serbie (52 %), la Macédoine du Nord (30 %) et l'Albanie (30 %). En réalité, le nombre de répondants qui pensent que l'avenir du pays sera aussi bon qu'aujourd'hui est plus élevé en Bosnie-Herzégovine (65 %) que dans tous les autres pays de cette enquête.

Veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise

Total des réponses : « très bonne » et « assez bonne »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Si les citoyens de Bosnie-Herzégovine ont le sentiment d'être enfermés dans une situation immuable, c'est en partie parce qu'ils doutent que la démocratie soit un vecteur de changement. La plupart (76 %) pensent que la démocratie fonctionne mal dans leur pays. De plus, les Bosniens expriment majoritairement de la méfiance vis-à-vis de la classe politique et des instances dirigeantes. Parmi les institutions, les partis politiques sont ceux en qui les citoyens ont le moins confiance (21 % de confiance seulement), suivis par le gouvernement (30 %) et le Parlement (33 %). Celles qui recueillent le plus de confiance sont la police (59 %), l'armée (61 %), les petites et moyennes entreprises (67 %), les hôpitaux (73 %) et l'école (78 %).

Malgré cette vision pessimiste des apports de la démocratie au pays, les citoyens ne se détournent pas de la vie politique. Une forte majorité d'entre eux (66 %) affirment que « voter est utile car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses », et ce dans une proportion plus grande que chez tous leurs voisins. Il peut sembler curieux et contradictoire que deux personnes sur trois souhaitent participer à un système auquel ils n'accordent pas leur confiance et qui, selon eux, fonctionne mal. Cela peut s'expliquer par le système de gouvernance tripartite créé par les accords de Dayton, instaurant l'obligation pour les candidats à une élection de préciser la communauté ethnique à laquelle ils appartiennent, ce qui exacerbe ces clivages au-delà des enjeux politiques. Finalement, les données suggèrent que les élections sont malgré tout perçues comme un moyen pour les électeurs d'être représentés, même si seuls quelques-uns apparaissent satisfaits à l'issue des scrutins.

Alex Tarascio

52 % pensent qu'adhérer à l'Union européenne serait une bonne chose.

66 % estiment qu'une fois membre de l'Union européenne, leur pays devrait adopter l'euro.

50 % des hommes affirment être dérangés par les personnes ayant une orientation sexuelle différente.

FOCUS

Les opinions quant à l'adhésion à l'Union européenne varient fortement en fonction de l'appartenance ethnique : 64 % des musulmans et 39 % des chrétiens pensent que cela renforcerait la démocratie dans leur pays.

* Sont regroupés sous ce terme les pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord et Serbie.

BRÉSIL (BR)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

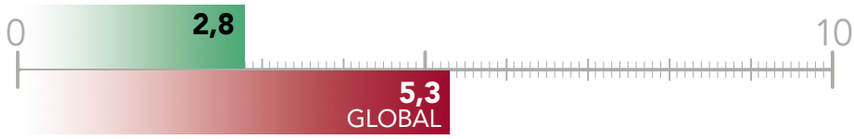
JP 80

US 67

BR 60

NZ 51

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE



Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

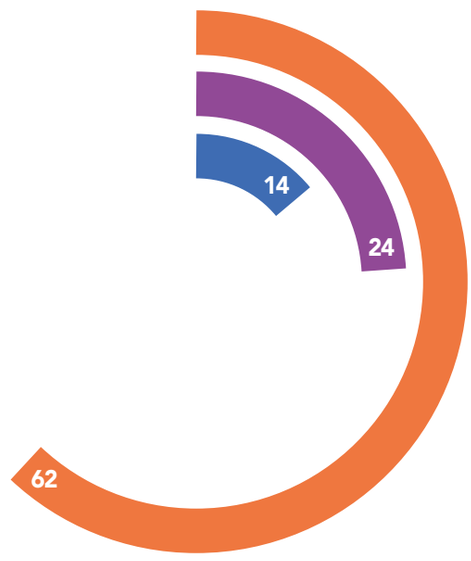
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

23%

Quel régime pour combattre la corruption ?*



- Les régimes autoritaires sont les plus efficaces pour lutter contre la corruption
- Les régimes démocratiques sont les plus efficaces pour lutter contre la corruption
- Ni l'un, ni l'autre, la corruption n'est pas une question de régime (démocratique ou autoritaire)

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Je vais vous donner une liste de différences, et vous demander si elles vous dérangent Total des réponses : « oui, tout à fait » et « oui, plutôt »	BR	GLOBAL
Orientations sexuelles différentes des vôtres	**15**	23
Opinions religieuses différentes des vôtres	**10**	22
Opinions politiques différentes des vôtres	**14**	27
Les gens qui n'ont **pas la même origine ethnique** que vous	**4**	16

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

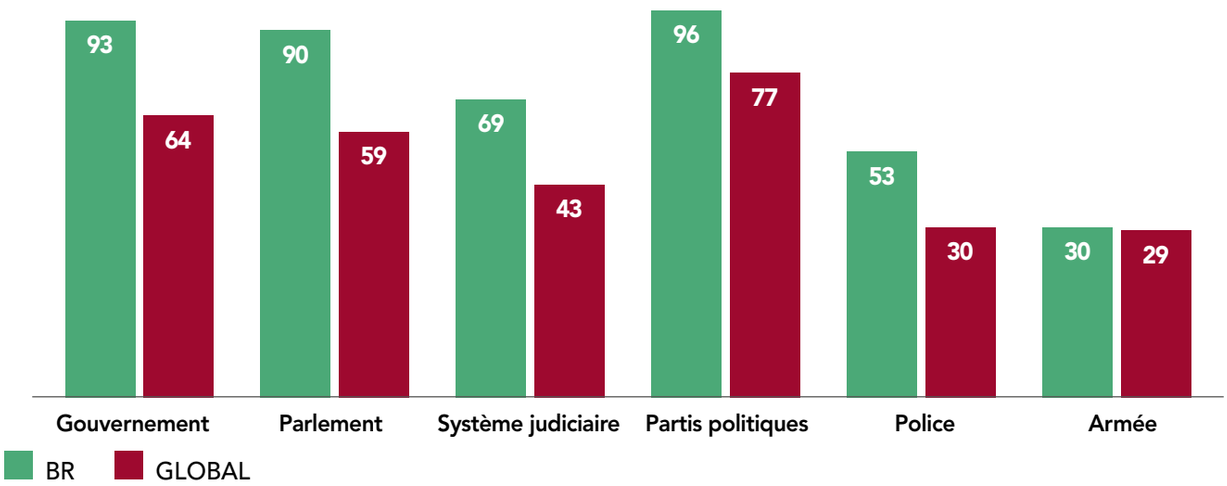
* Question posée uniquement au Brésil.

La présente étude qui porte sur l'état de la démocratie dans le monde, réalisée conjointement par la Fondation pour l'innovation politique (France), l'International Republican Institute (États-Unis) et República do Amanhã (Brésil), a été réalisée durant les semaines précédant les élections générales d'octobre 2018, qui ont finalement porté au pouvoir l'ex-militaire Jair Bolsonaro, élu au second tour de l'élection présidentielle avec 55,1 % des suffrages. Les résultats de ces travaux révèlent pour le Brésil des tendances que l'on retrouve à peu près dans les mêmes proportions quels que soient les classes d'âge des répondants, leur sexe, leur région d'origine et leur catégorie socio-professionnelle.

Le jugement sur le fonctionnement de la démocratie brésilienne est très sévère : 77 % de la population considère qu'elle fonctionne mal ou très mal, soit 28 points de plus que la moyenne des 42 démocraties étudiées (49 %). La défiance des Brésiliens vis-à-vis de la classe politique et des institutions – gouvernementales ou non – est probablement le trait le plus marquant. L'ensemble des institutions suscite une très forte défiance chez une grande majorité de Brésiliens. Seule l'armée se distingue, avec un niveau de confiance de 70 %. Notons que le Brésil, dirigé par une dictature militaire entre 1964 et 1985, est le seul pays de l'enquête où presque un citoyen sur deux (45 %) estime qu'être gouverné par un régime militaire est une bonne chose (moyenne de 21 % pour les 42 pays étudiés).

Défiance dans les institutions

Total des réponses : « pas du tout confiance » et « plutôt pas confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Dans un État marqué par de profondes inégalités, une deuxième tendance importante est liée à un sentiment de peur et d'insécurité. Quasiment tous les Brésiliens interrogés (96 %) expriment ainsi leur inquiétude du chômage (contre 71 % sur l'ensemble des 42 pays), des inégalités sociales (94 % contre 80 %), de la délinquance (94 % contre 85 %) ou encore de la perte de pouvoir d'achat (90 % contre 73 %).

Sur fond de crise économique et politique, l'essoufflement de la démocratie brésilienne semble en partie s'expliquer par la perte de confiance dans la capacité des institutions et de la classe politique à améliorer le niveau vie de sa population et à mieux la protéger. À la question : « Au cours de ces dernières années, avez-vous le sentiment que votre niveau de vie s'est amélioré ou dégradé ? », 29 % des Brésiliens répondent qu'il s'est dégradé et 40 % qu'il est resté le même. Il reste à savoir si la nouvelle configuration politique du pays apportera des réponses à ces inquiétudes ou sera source de nouvelles désillusions.

Octavio de Barros

45 % sont favorables à ce que l'armée dirige le pays.

50 % estiment que le retour des militaires au pouvoir est la meilleure solution pour faire face aux problèmes du pays*.

73 % préfèrent plus d'ordre même si cela entraîne moins de liberté.

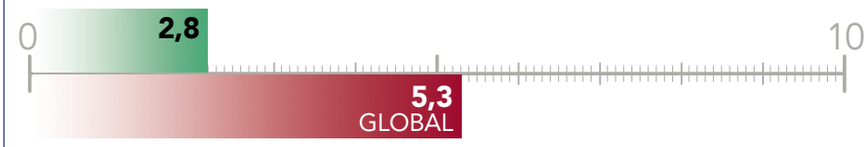
FOCUS

Si le Brésil est frappé par une crise économique et politique depuis 2015, 81 % de ses citoyens considèrent que la mondialisation est une opportunité. Ce taux, qui se situe 15 points au-dessus de la moyenne des démocraties étudiées, est le plus élevé enregistré dans les 42 pays de cette enquête.

* Question posée uniquement au Brésil.

BULGARIE (BG)

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

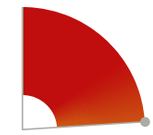


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

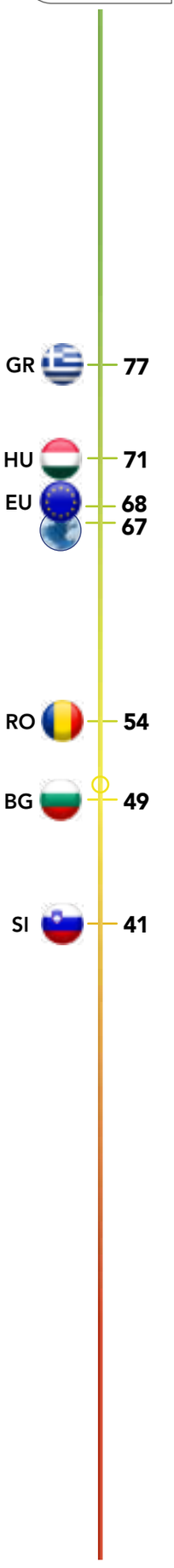
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



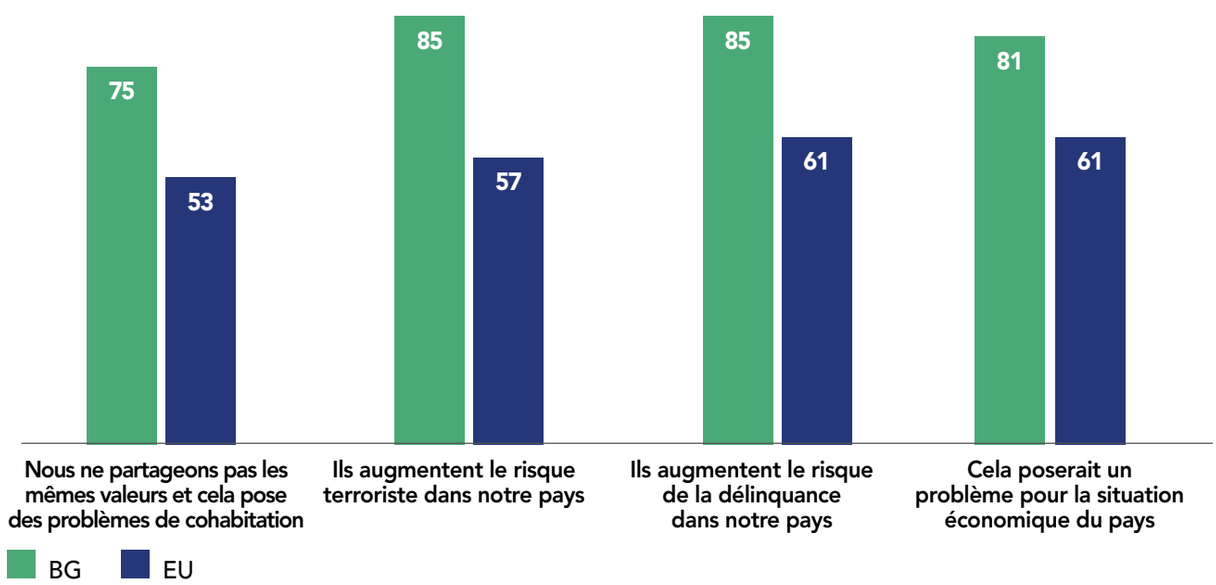
24%

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



Nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés car…

Total des réponses : « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise Total des réponses : « très bonne » et « assez bonne »	BG	RO	MK	RS	GR	EU
Avoir à sa tête **un homme fort** qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections	**62**	57	61	40	**19**	34
Que ce soit **des experts** et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	**87**	80	71	**39**	59	62
Que **l'armée** dirige le pays	**21**	24	**35**	19	15	12
Avoir un système politique démocratique avec **un Parlement élu** qui contrôle le gouvernement	**85**	83	84	89	**90**	87

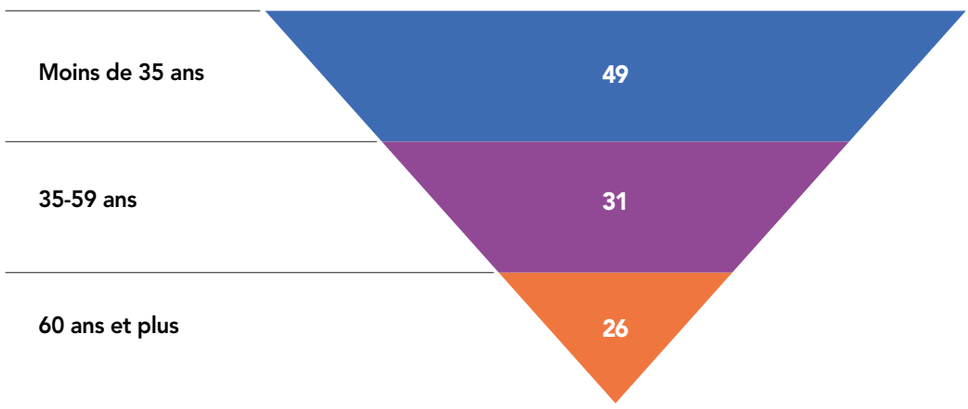
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

En Bulgarie, les trois quarts des citoyens (76 %) estiment que la démocratie fonctionne mal. Le processus électoral est considéré comme transparent par seulement un tiers des répondants (35 %) et plus de la moitié (56 %) des citoyens pensent que voter est inutile car la classe politique ne tient pas compte de la volonté du peuple. De plus, le niveau de confiance dans les institutions est faible, qu'il s'agisse du gouvernement (19 %), du système judiciaire (17 %), du Parlement (10 %) ou des partis politiques (9 %). Un nombre très élevé de Bulgares préfèrent « plus d'ordre même si cela signifie moins de liberté » (81 %), chiffre bien plus élevé que la moyenne des 42 pays (57 %). Près des deux tiers (62 %) des répondants jugent que le fait d'avoir à la tête du pays un « homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » est une bonne chose.

Le niveau de confiance dans les institutions européennes, notamment dans la Commission et le Parlement, est bien plus élevé chez les Bulgares (50 %) que dans l'ensemble de l'UE (respectivement 43 % et 45 %). En outre, 38 % estiment que l'appartenance à l'UE renforce la démocratie en Bulgarie et 35 % que cela n'a pas d'effet sur la démocratie. Pour 68 % des citoyens interrogés, l'immigration devrait être traitée à l'échelle européenne, ce qui est conforme à la moyenne européenne.

Êtes-vous favorable ou opposé à l'intervention militaire de pays démocratiques dans d'autres pays pour y défendre les valeurs de la démocratie ?

Total des réponses : « tout à fait favorable » et « plutôt favorable »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Dans les domaines de la politique étrangère et de la sécurité, une large majorité des Bulgares (71 %) soutiennent la création d'une armée commune à tous les États membres de l'UE, en complément de celle de chaque pays. Sur la question relative à l'alliance militaire avec les États-Unis (OTAN), plus d'un tiers (36 %) des citoyens considèrent que c'est une bonne chose et un quart (26 %) une mauvaise chose. La plupart des répondants (38 %) estiment que cette alliance n'est « ni une bonne chose, ni une mauvaise chose ». Les pays perçus par les Bulgares comme les plus influents dans le monde sont les États-Unis (61 %) et la Russie (26 %), mais les États-Unis sont le pays qui inquiète le plus (61 %) et la Chine celui qui inquiète le moins (19 %). Notons que les puissances qui inspirent le plus confiance sont la Russie (45 %) et, dans une moindre mesure, l'Union européenne (38 %).

Yasen Georgiev

45 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

43 % disent s'intéresser à la politique.

50 % estiment qu'il faudrait renforcer le rôle de l'État dans l'économie et limiter la liberté des entreprises.

FOCUS

Les Bulgares interrogés dans notre enquête ont une meilleure opinion d'Internet et des réseaux sociaux que la moyenne de l'UE : ils les voient comme une bonne chose car ils permettent à chacun de s'exprimer plus librement (89 % contre 70 %) et offrent la possibilité de s'informer soi-même (95 % contre 83 %). Ils sont également moins enclins que le reste des citoyens de l'UE à dire qu'ils sont une mauvaise chose car ils favorisent la diffusion de fausses informations (64 % contre 73 %).

CANADA (CA)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

GB 69
US 67
CA 66
AU 61
NZ 51

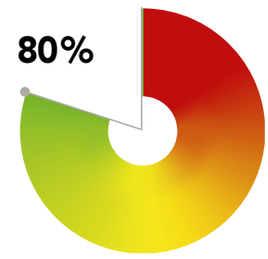
INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

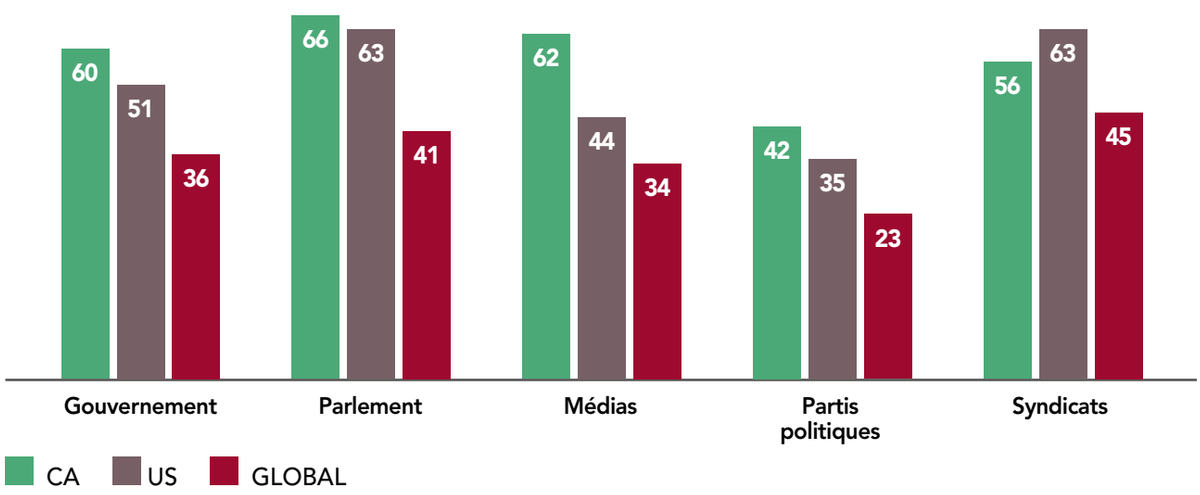
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

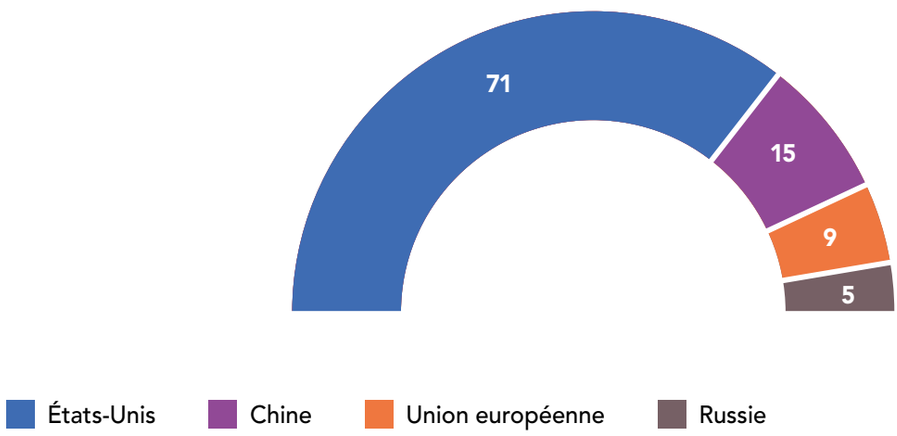
Perceptions de la démocratie	Cadres dirigeants et professions intellectuelles	Professions intermédiaires et employés qualifiés	Ouvriers et employés non qualifiés
De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?			
Voter est utile car c'est par les élections qu'on peut changer les choses	**90**	82	78
Voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple	10	18	**22**
De manière générale, diriez-vous que…			
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible	**70**	66	55
D'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie	30	34	**45**

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Le Canada est une démocratie parlementaire relevant du système de Westminster et que les citoyens plébiscitent : 92 % des Canadiens interrogés considèrent qu'avoir « un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement » est une bonne chose, soit 10 points de plus que la moyenne des 42 démocraties interrogées (82 %). Ce soutien à la démocratie parlementaire se traduit dans la reconnaissance de l'utilité du vote (84 % pensent que c'est utile contre 70 % en moyenne pour le monde démocratique) et de l'importance accordée à la liberté d'expression (85 % estiment pouvoir s'exprimer librement contre 68 % pour la moyenne de l'ensemble des pays).

Principaux partenaires commerciaux du Canada depuis l'Accord de libre-échange de 1988, remplacé six ans plus tard par l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), les États-Unis sont cependant jugés inquiétants par leurs voisins : les trois quarts des Canadiens (76 %) estiment préoccupante l'attitude des Américains sur la scène internationale, soit un niveau d'inquiétude très supérieur à la moyenne du monde démocratique interrogé (56 %). L'alliance n'est cependant pas remise en cause. Alors que le Canada a augmenté ses dépenses militaires (de 23,9 milliards de dollars canadiens en 2015-2016 à 27,6 milliards pour l'année 2019), la plupart des Canadiens (58 %) estiment que « faire partie d'une alliance militaire avec les États-Unis (OTAN) » est une bonne chose.

Parmi les pays suivants, lequel est selon vous le plus influent dans le monde ?



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Si la question de l'immigration reste très prégnante au sein de leur société, les Canadiens sont moins nombreux (47 %) que les Américains (58 %), les Australiens (60 %) ou même que les citoyens de l'ensemble des démocraties concernées par notre étude (61 %) à s'en inquiéter. Cependant, 42 % des Canadiens considèrent que l'accueil des réfugiés pourrait affecter la situation économique du pays (contre 52 % dans l'ensemble des 42 démocraties), accentuer le terrorisme (41 % contre 52 %) et le risque de délinquance (37 % contre 52 %).

L'enquête révèle une jeunesse moins tolérante que le reste de la population. Plus d'un quart des moins de 35 ans (26 %) se disent gênés par les personnes d'une origine ethnique différente de la leur (contre 17 % chez les répondants de 35 à 59 ans) et près d'un tiers (32 %) disent être dérangés par ceux ayant des opinions religieuses différentes des leurs (contre 25 % chez les 35-59 ans). Surtout, 38 % des moins de 35 ans se disent gênés par les gens ayant des opinions politiques différentes des leurs, contre 22 % des 60 ans et plus.

Julie Noyer

56 % se prononcent en faveur de la peine de mort.

65 % considèrent que leur style de vie n'est pas menacé.

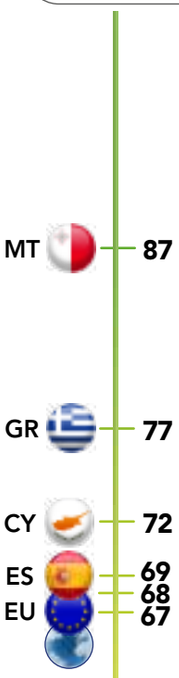
74 % pensent que la mondialisation est une opportunité.

FOCUS

Au sein des 42 démocraties concernées par notre enquête, les Canadiens comptent parmi les peuples les plus enthousiastes quant à la mondialisation : près des trois quarts (74 %) pensent que la mondialisation est une opportunité. Seuls les Brésiliens (81 %), les Portugais (78 %), les Japonais (76 %), les Suédois (76 %) et les Israéliens (75 %) font preuve d'un engouement supérieur, la moyenne de l'ensemble des 42 démocraties se situant à 66 %.

CHYPRE (CY)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



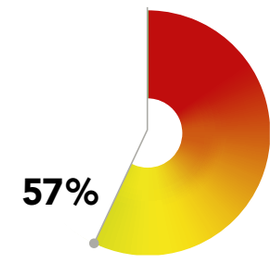
INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

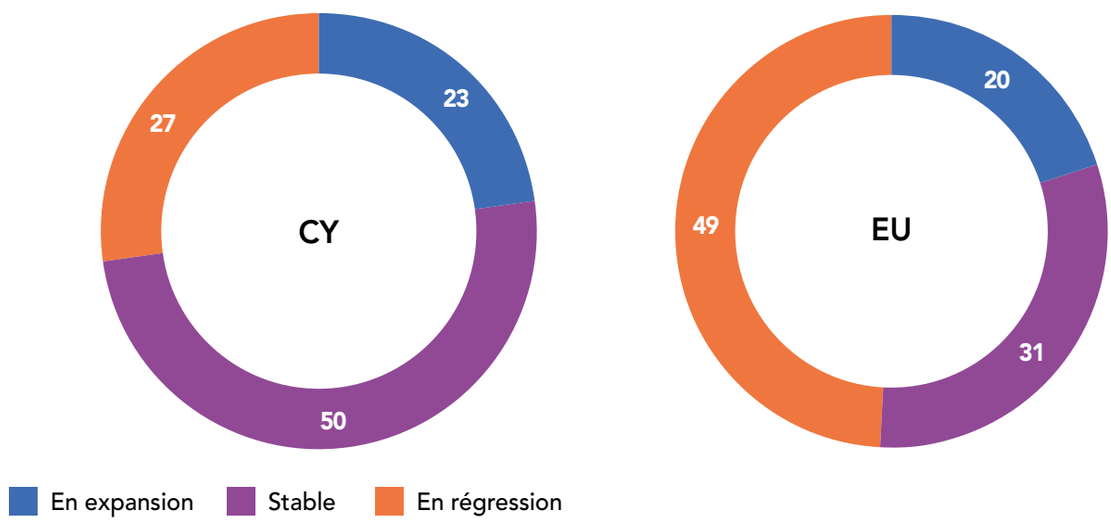
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Diriez-vous que le nombre de pays démocratiques dans le monde est…



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

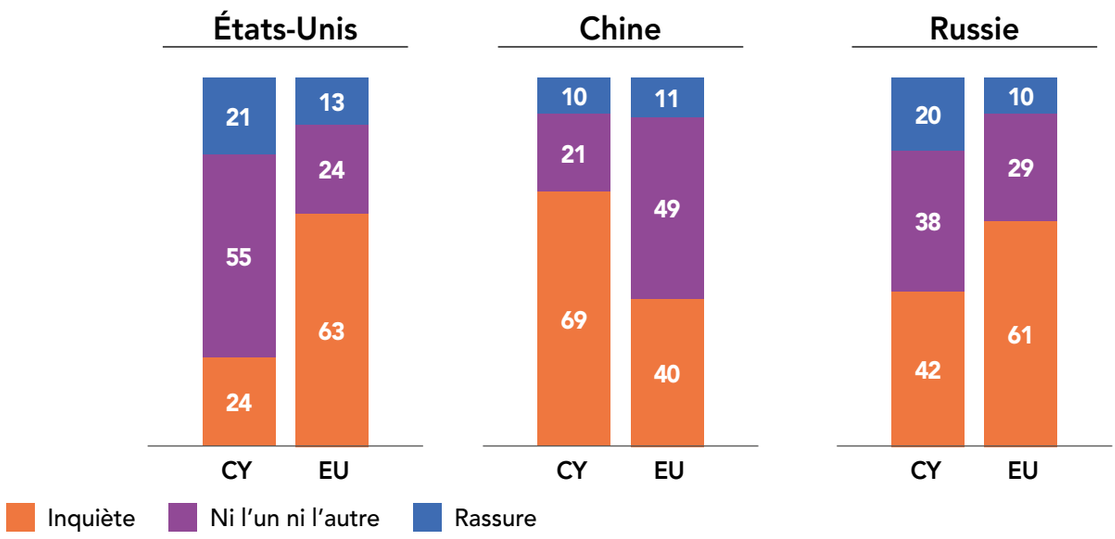
Nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés car… Total des réponses : « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »	CY	GR	EU
Nous ne partageons **pas les mêmes valeurs** et cela pose des problèmes de cohabitation	51	51	53
Ils augmentent **le risque de la délinquance**	**75**	68	**61**
Ils augmentent **le risque terroriste** dans notre pays	**67**	58	**57**
Cela poserait un problème pour la **situation économique** du pays	**78**	75	**61**

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Dans cette étude, plus d'un Chypriote sur deux (56 %) dit ne pas s'intéresser à la politique et à peine la moitié (49 %) pensent que voter est utile car les élections peuvent changer les choses. Malgré le fait que la participation électorale soit obligatoire sur l'île, le taux de participation au second tour de l'élection présidentielle du 4 février 2018 s'est élevé à 73,9 %, un chiffre en baisse par rapport à 2013.

Les Chypriotes jugent sévèrement les réseaux sociaux. La quasi-totalité d'entre eux (92 %) estiment que ces nouveaux médias favorisent la circulation de fausses informations (contre 73 % des habitants de l'Union européenne) et presque autant (86 %) considèrent qu'ils permettent la divulgation de données personnelles à des tiers (contre 71 % en moyenne dans l'Union européenne). La sévérité chypriote en la matière demeure même quand on compare avec d'autres pays de la région : alors que 45 % des Maltais et 35 % des Grecs considèrent que les réseaux sociaux sont « une mauvaise chose car ils nous encouragent à communiquer exclusivement avec ceux qui partagent nos idées », ce pourcentage s'élève à 68 % pour les Chypriotes.

Pour chacun des pays suivants, dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Plus d'un tiers des Chypriotes (36 % contre 16 % pour l'Union européenne) se disent « tout à fait opposés » à l'idée qu'un pays démocratique intervienne militairement pour défendre les valeurs démocratiques et un quart (26 % contre 13 %) sont « tout à fait opposés » à la création d'une armée européenne en plus des armées nationales. Ces résultats peuvent en partie s'expliquer par le faible engouement que suscite l'Union européenne chez de nombreux Chypriotes : 37 % pensent que le fait d'être membre de l'Union est une chose « ni bonne, ni mauvaise » et 43 % pensent que le Royaume-Uni s'en sortira de la même manière sans l'Union européenne.

Comme on peut le constater dans le graphique ci-dessus, le regard que portent les Chypriotes sur l'attitude des grandes puissances sur la scène internationale se singularise fortement au sein de l'Union européenne.

Madeleine Hamel

36 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

46 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

66 % sont contre le droit à l'avortement.

FOCUS

Trois Chypriotes sur quatre (75 %) pensent qu'accueillir plus de réfugiés augmente le risque de délinquance dans leur pays (contre 61 % pour l'Union européenne) et 48 % se disent « tout à fait d'accord » avec le fait que cela affecterait négativement l'économie du pays d'accueil (contre 29 % pour l'Union européenne).

CROATIE (HR)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

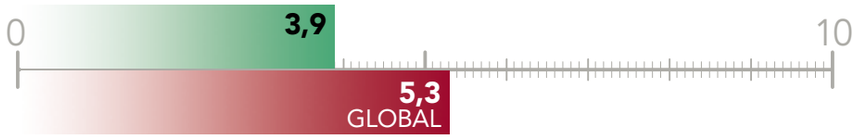
HU 71
IT 70
EU 68
67

BA 50

RS 46

HR 43
SI 41

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

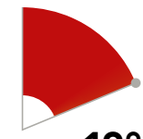


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

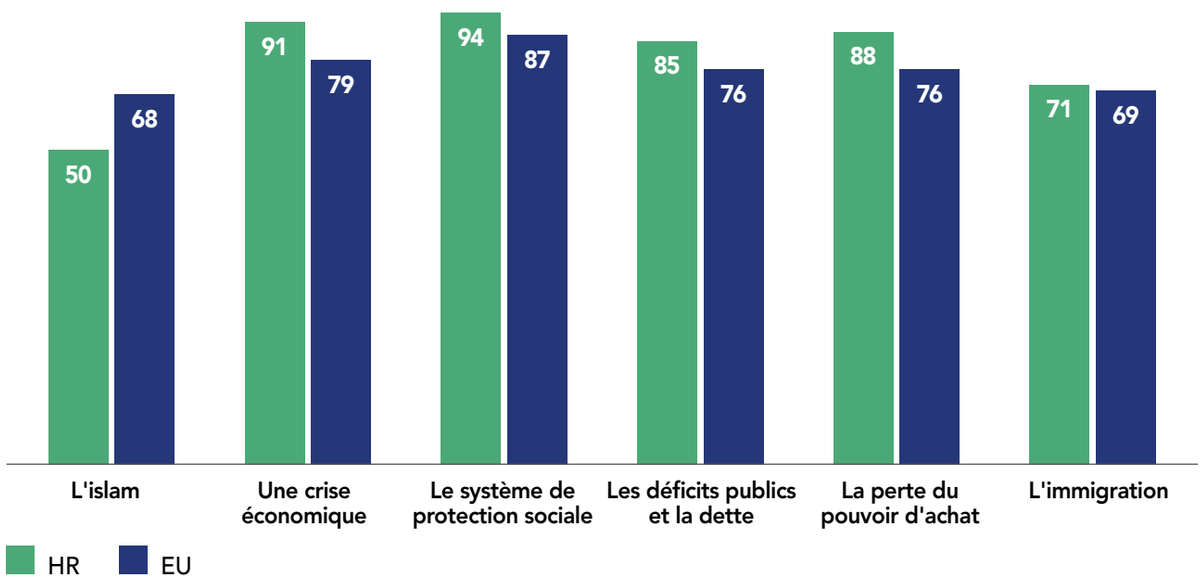
La démocratie fonctionne bien dans mon pays



19%

À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes inquiet ou pas

Total des réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Selon vous, les découvertes scientifiques et technologiques sont : positives, négatives, ni positives, ni négatives... Réponses : « positives »	HR	EU
Pour les libertés	**68**	56
Pour l'emploi	**70**	59
Pour la santé	82	80
Pour les relations humaines	**67**	49

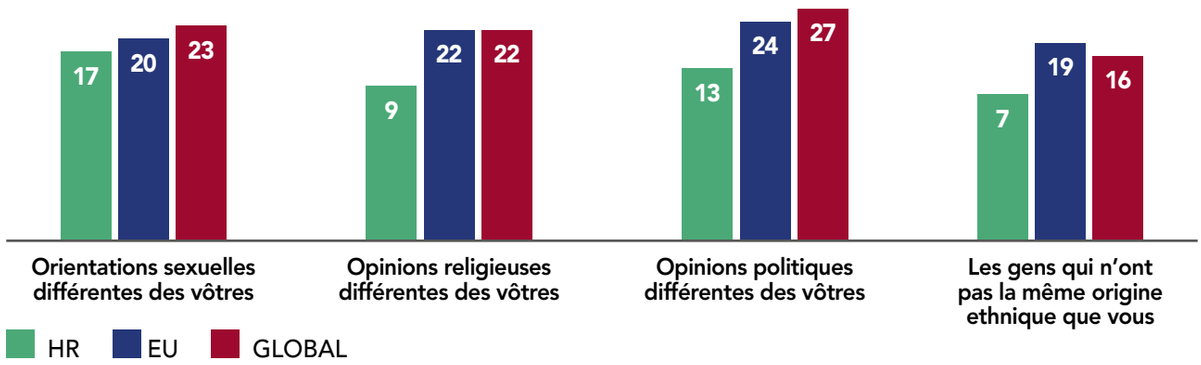
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Si la Croatie est le dernier État à avoir rejoint l'Union européenne, ses citoyens émettent un jugement plutôt négatif sur leur situation actuelle et leur avenir. Seul un quart (25 %) de la population pense que le niveau de vie s'est amélioré au cours des dernières années et 37 % des Croates estiment qu'il s'est dégradé. Une grande majorité d'entre eux (70 %) pensent que leur style de vie est menacé et 57 % que la situation du pays sera moins bonne dans l'avenir. Pour plus des trois quarts (81 %) de la population, la démocratie fonctionne mal ; pour deux tiers, les élections ne sont pas transparentes (65 %) et voter est inutile car les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple (64 %). En outre, près de la moitié (46 %) des Croates considèrent que le nombre de démocraties dans le monde est en régression.

Une majorité écrasante de Croates n'a pas confiance dans les institutions politiques comme les partis politiques (93 %), le gouvernement (84 %), le système judiciaire (78 %) et le Parlement (76 %). Les citoyens croates partagent également cette opinion à l'égard des grandes entreprises (77 %), des autorités religieuses (72 %), des syndicats (60 %), des médias (58 %) et des associations (57 %). Les seules institutions qui ont la confiance de la majorité de la population sont l'école (81 %), l'armée (65 %), la police (58 %) et les hôpitaux (53 %).

Je vais vous donner une liste de différences, et vous demander si elles vous dérangent

Total des réponses : « oui, tout à fait » et « oui, plutôt »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Le tableau dépeint par les résultats de notre enquête internationale est globalement très pessimiste mais les données les plus inquiétantes sont celles issues de la jeunesse croate. Bien qu'aucune tranche d'âge ne semble convaincue par le système actuel, les plus âgés sont souvent ceux qui affichent le niveau de satisfaction le plus élevé. Les moins de 35 ans sont les plus sceptiques vis-à-vis de l'Union européenne et les plus enclins à envisager des alternatives à la démocratie. Concernant la perception qu'ont les Croates de l'adhésion récente à l'Union européenne, près de la moitié (46 %) des personnes de 60 ans et plus l'envisagent de façon positive. Seul un tiers des Croates âgés de 18 à 34 ans (35 %) et de 35 à 59 ans (34 %) partagent cette opinion. De même, alors que 35 % des aînés estiment que l'Union européenne renforce la démocratie en Croatie, seuls 19 % des jeunes Croates souscrivent à cette idée. Si ces positions viennent à se maintenir à l'avenir, l'image de l'Union européenne se détériorera progressivement avec l'arrivée des tranches d'âge les plus jeunes dans les instances dirigeantes des partis politiques.

Au niveau des affaires intérieures, la tendance est similaire. Le pourcentage de personnes qui pensent que « d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie » est de 20 points supérieur chez les jeunes par rapport à leurs aînés (65 % contre 45 %). Enfin, un tiers (35 %) de la tranche d'âge des 60 ans et plus considèrent qu'avoir à la tête du pays "un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections" est une bonne façon de gouverner, contre plus de la moitié des moins de 35 ans (52 %).

Paul Prososki

37 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

28 % estiment qu'être membre de l'Union européenne renforce la démocratie dans le pays.

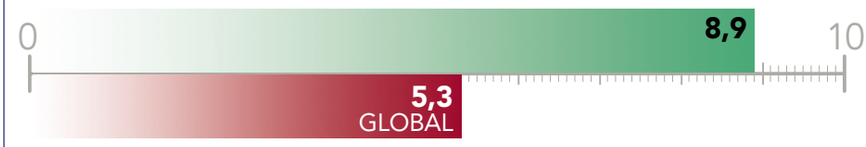
64 % considèrent que la question de l'immigration devrait être traitée au niveau européen.

FOCUS

Si en Europe centrale et orientale, on trouve dans la plupart des pays une majorité d'opinion en faveur d'une armée européenne, largement en raison de leur proximité géographique avec la Russie, 56 % des Croates s'opposent à cette idée.

DANEMARK (DK)

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

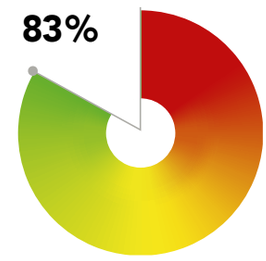


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

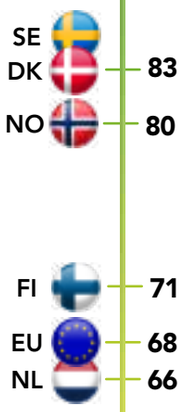
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

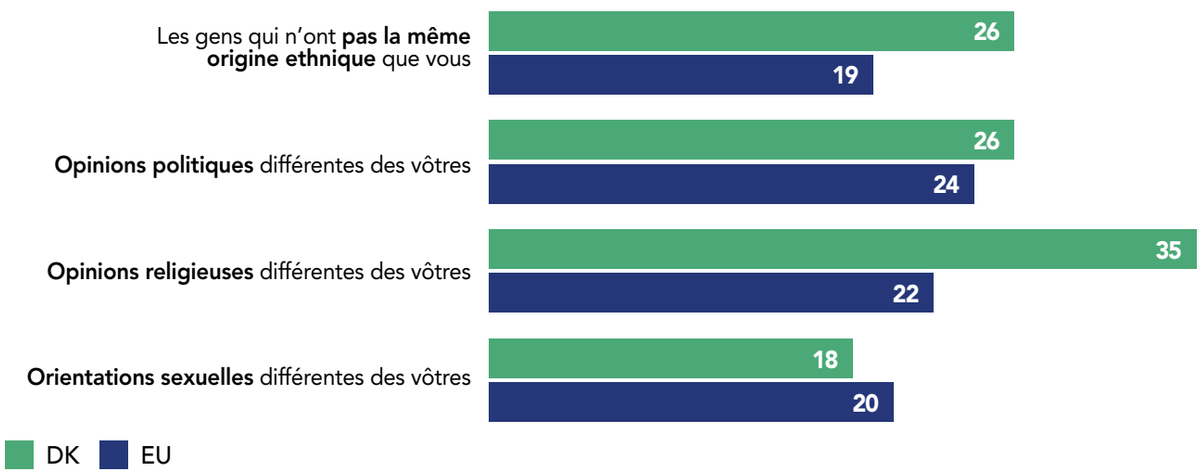


«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



Je vais vous donner une liste de différences, et vous demander si elles vous dérangent

Total des réponses : « oui, tout à fait » et « oui, plutôt »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise Total des réponses : « très bonne » et « assez bonne »	Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus
Avoir à sa tête **un homme fort** qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections	**29**	25	15
Que ce soit **des experts** et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	**60**	44	31
Que **l'armée** dirige le pays	**20**	14	2
Avoir un système politique démocratique avec **un Parlement élu** qui contrôle le gouvernement	83	86	**95**
Que ce soit **les citoyens et non un gouvernement** qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	**73**	60	50
Que **seuls les citoyens qui ont un niveau de connaissance suffisant** puissent voter	**45**	25	19

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

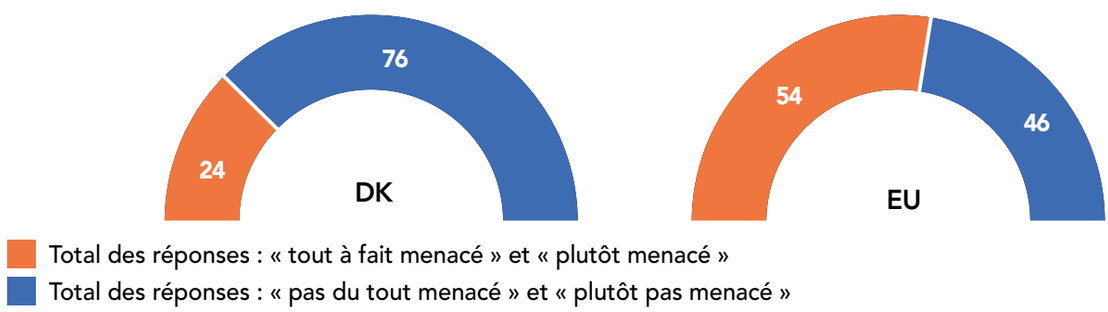
Les valeurs démocratiques rassemblent un large soutien au sein de la population danoise. Une majorité écrasante des citoyens pense que la démocratie fonctionne bien (83 % contre 75 % en 2017 et 50 % dans l'ensemble de l'Union européenne). Une majorité aussi importante affirme que le processus électoral est transparent (86 %) et que voter est utile et peut faire évoluer les choses (86 %). Sur les 42 démocraties dans lesquelles cette étude a été menée, le Danemark est le deuxième pays recensant la plus faible proportion de citoyens déclarant ne pas avoir le sentiment de pouvoir s'exprimer librement (11 %), derrière la Norvège (9 %). Les Danois se sentent bien représentés dans leur société puisque 27 % d'entre eux mentionnent « le peuple » dans leur choix des trois catégories détenant le plus de pouvoir dans le pays, contre 15 % dans l'UE.

Près d'un quart de la population (23 %) estime que l'idée d'avoir à sa tête « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » serait une bonne chose. Même si ce chiffre semble étonnamment élevé, il est inférieur de 11 points à la moyenne européenne (34 %).

Il est intéressant de constater que les Danois ont plus confiance dans les institutions européennes que la moyenne des Européens. Ainsi, ils sont 52 % à exprimer leur confiance envers le Parlement européen contre 45 % dans le reste de l'UE, et 49 % envers la Commission européenne contre 43 % dans l'UE. Cependant, plus d'un tiers des répondants (38 %) considèrent que l'Union européenne fragilise la démocratie dans leur pays et 20 % des Danois pensent que le Royaume-Uni s'en sortira mieux en dehors de l'Union.

S'ils estiment que la position des États-Unis sur la scène internationale est inquiétante (68 %), les Danois semblent plutôt attachés à la protection de l'OTAN puisque 66 % d'entre eux voient la participation de leur pays à l'alliance militaire de façon positive (contre 50 % en moyenne dans les pays de l'OTAN, sauf les États-Unis), et 57 % sont contre l'idée d'une armée européenne commune, contre 41 % dans l'UE.

À propos de votre style de vie ou de la manière dont vous vivez dans votre pays, diriez-vous qu'il est aujourd'hui menacé ?



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Après l'adoption par le Parlement de mesures limitant l'immigration en 2016, le parti d'extrême droite Dansk Folkeparti (DF) et le gouvernement de centre droit ont convenu de transformer une île isolée en centre de rétention pour les personnes en situation irrégulière faisant l'objet d'une demande d'expulsion. Le DF a su exploiter les inquiétudes exprimées par les Danois concernant l'immigration (64 %) et l'islam (61 %) mais aussi le fait que plus de la moitié de la population pense que le pays ne peut accueillir plus de réfugiés car ils ne partagent pas les mêmes valeurs (54 %). En outre, bien que seulement 55 % des Danois aient affirmé être préoccupés par la perspective d'une crise économique future, 64 % déclarent que leur pays ne peut accueillir plus de réfugiés car cela nuirait à l'économie.

Maude Paillard-Coyette

53 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

56 % n'ont pas confiance dans les petites et moyennes entreprises.

24 % considèrent que leur style de vie est menacé.

FOCUS

Régulièrement cité comme l'un des pays les plus heureux au monde[1], le pays le plus méridional de Scandinavie laisse cependant entrevoir un certain pessimisme au travers de cette enquête, puisque 13 % seulement des Danois envisagent un avenir meilleur pour leur pays. Ce chiffre est étonnamment faible comparé à la Grèce (23 %) ou aux Pays baltes (Lituanie 28 %, Estonie 34 %, Lettonie 39 %) et en dessous de la moyenne européenne (15 %).

1. Voir John F. Helliwell, Richard Layard et Jeffrey D. Sachs (dir.), *World Happiness Report 2018*, Sustainable Development Solutions Network (https://s3.amazonaws.com/happiness-report/2018/WHR_web.pdf).

ESPAGNE (ES)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

MT 87

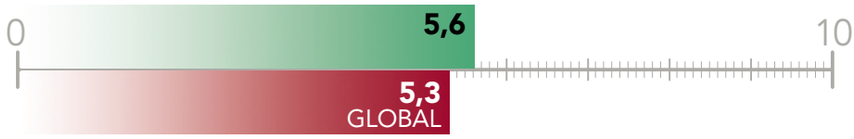
GR 77

ES 69

EU 68

FR 61

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE



Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

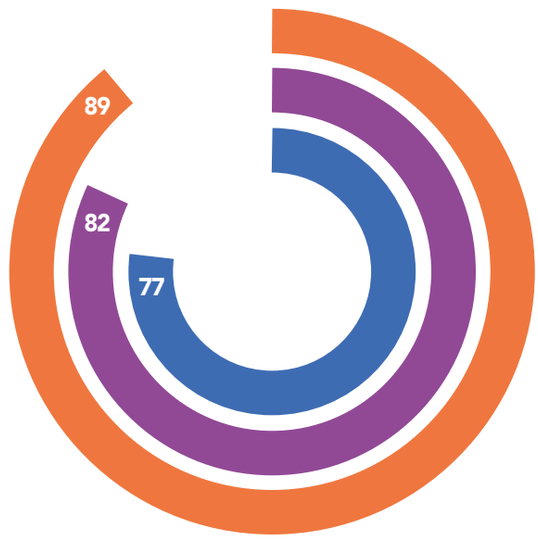
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

Concernant le phénomène de l'immigration, diriez-vous que...

Réponse : « Il faut que l'immigration soit traitée à l'échelle européenne »



Moins de 35 ans | 35-59 ans | 60 ans et plus

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

	Démocrates satisfaits [1]	Démocrates insatisfaits [2]	Non-démocrates satisfaits [3]	Non-démocrates insatisfaits [4]
Espagne	**48**	**52**	**20**	**80**
EU	58	42	31	69
GLOBAL	59	41	**33**	**67**

1. Tri croisé entre « Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible » et la démocratie fonctionne « très bien » et « assez bien » dans mon pays
2. Tri croisé entre « Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible » et la démocratie fonctionne « assez mal » et « très mal » dans mon pays
3. Tri croisé entre « D'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie » et la démocratie fonctionne « très bien » et « assez bien » dans mon pays
4. Tri croisé entre « D'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie » et la démocratie fonctionne « assez mal » et « très mal » dans mon pays

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

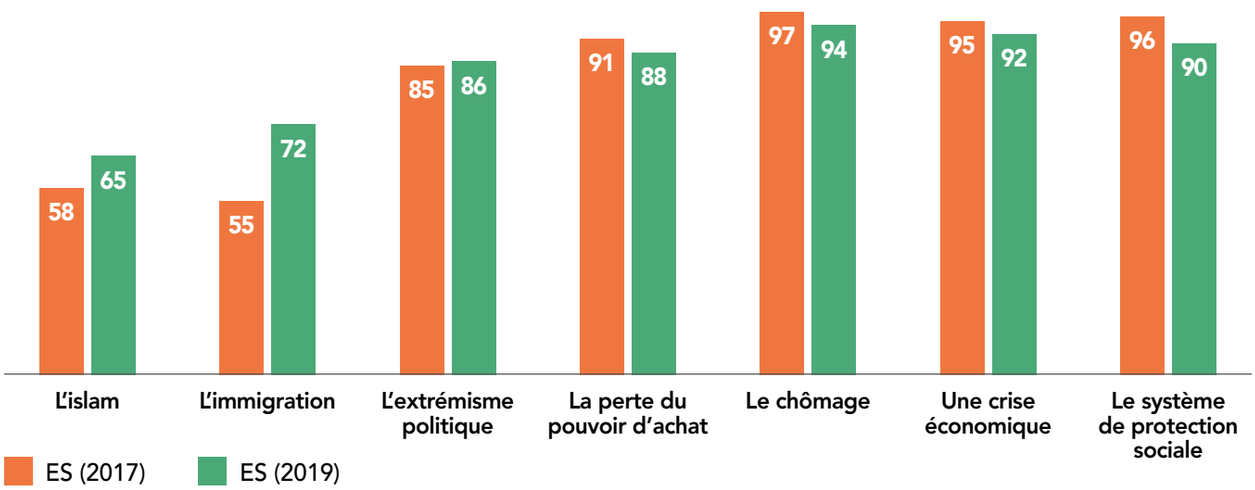
Le rapport des Espagnols à la démocratie est historiquement complexe. Selon nos résultats, une importante majorité (69 %) de répondants affirment que « le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible ». Néanmoins, les Espagnols expriment de vives critiques quant au fonctionnement de la démocratie dans leur pays puisque 61 % pensent qu'elle fonctionne mal. La majorité des personnes de l'échantillon espagnol (52 %) pourraient être qualifiées de « démocrates insatisfaits » puisqu'ils affirment que le régime démocratique est irremplaçable, tout en considérant que la démocratie fonctionne mal dans leur pays.

Le système démocratique espagnol semble fragile tant la défiance à l'égard des principales institutions politiques est élevée. Ainsi, les Espagnols n'ont pas confiance dans les partis politiques (89 %), le gouvernement (80 %), le Parlement (65 %), le système judiciaire (60 %), la Commission européenne (50 %) et le Parlement européen (49 %). Et ce ne sont pas les seules institutions concernées : les médias (69 %), les syndicats (75 %) et les autorités religieuses (82 %) font aussi l'objet d'une profonde méfiance. En revanche, les Espagnols accordent leur confiance aux hôpitaux et aux professions médicales (90 %) ainsi qu'à la police (72 %) et à l'école (70 %).

Malgré tout, la démocratie ne semble pas en danger en Espagne, les préférences pour un régime politique différent restant minoritaires. Une forte majorité de la population continue de penser (59 %) que « c'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses » et 60 % considèrent le processus électoral comme transparent. Même parmi ceux qui estiment que « d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie » (31 %), la plupart rejettent l'idée « d'avoir à la tête du pays un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » (66 %) ou que « l'armée dirige le pays » (80 %).

À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes inquiet ou pas

Total des réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Alors que l'immigration était un sujet de préoccupation pour la moitié (55 %) des Espagnols en 2017[1], cette enquête révèle qu'ils sont désormais près des trois quarts (72 %) à s'en inquiéter. Cette progression revêt un caractère important à l'aune de l'émergence du nouveau parti d'extrême droite Vox.

Oriol Bartomeus

56 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

62 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

83 % considèrent que la question de l'immigration devrait être traitée au niveau européen.

FOCUS

Il faut noter que les Espagnols récusent en majorité l'affirmation selon laquelle ils ne peuvent pas accueillir plus de réfugiés en raison d'une différence de valeurs (58 %) ou de risque accru de terrorisme (56 %). En revanche, près des deux tiers (63 %) affirment qu'ils ne peuvent pas en accueillir plus car cela pourrait nuire à l'économie. Selon nos résultats, les Espagnols sont parmi les peuples les plus inquiets au sujet du chômage (94 %), juste derrière la Grèce (96 %), le Brésil (96 %), l'Albanie (96 %) et l'Italie (95 %).

1. Dominique Reynié (dir.), *Où va la démocratie ?* Fondation pour l'innovation politique, Plon, 2017.

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

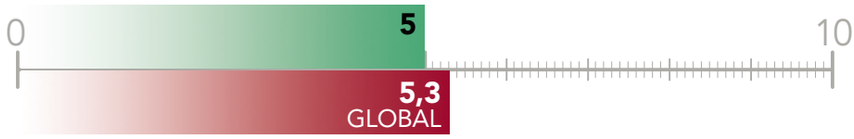
EE 70
EU 68
67

LT 61

LV 56

ESTONIE (EE)

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

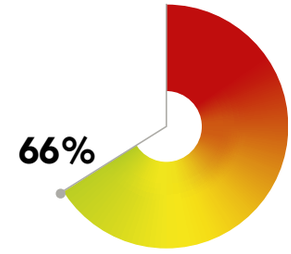


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

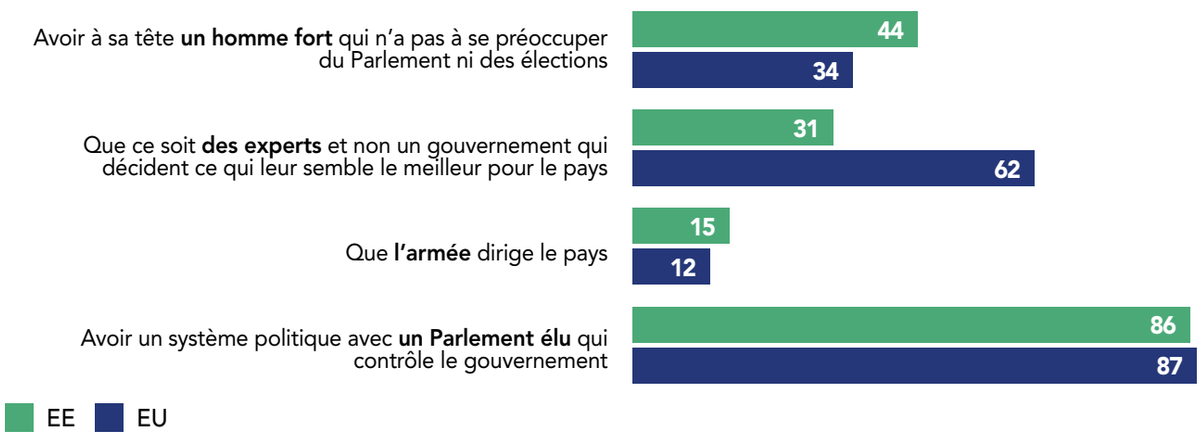
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise

Total des réponses : « très bonne » et « assez bonne »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes inquiet ou pas Total des réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »	Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus
L'islam	**55**	71	**81**
L'immigration	**50**	72	**82**
Le terrorisme	**61**	78	**87**
La perte du pouvoir d'achat	**66**	80	**82**
Le chômage	**63**	70	**71**
Une crise économique	**63**	79	**85**
La délinquance	**70**	81	**89**
La guerre	**66**	69	**84**

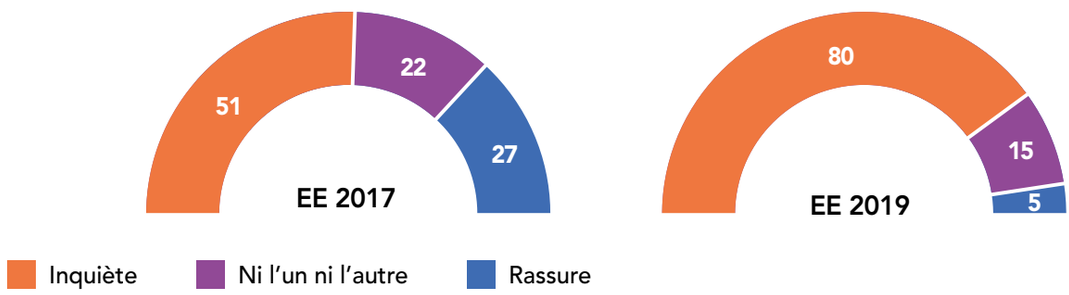
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Les Estoniens sont optimistes quant à leur avenir : les trois quarts d'entre eux pensent que l'avenir du pays sera aussi bon (41 %) ou meilleur (34 %) qu'aujourd'hui. Les citoyens interrogés sont favorables à l'économie de marché et estiment que les entreprises devraient bénéficier de plus de libertés sans intervention de l'État (67 %).

Les Estoniens sont également attachés à la plupart des idéaux démocratiques. Le fait de pouvoir voter pour le candidat de son choix (96 %), de participer à la prise de décision (95 %) et de dire ce que l'on pense (97 %) sont pour eux des droits fondamentaux. En revanche, le droit de manifester et de contester n'est pas considéré comme aussi important (80 %). De plus, une majorité de citoyens (56 %) estiment que l'ordre passe avant les libertés.

Concernant leur propre démocratie, près des deux tiers (65 %) de la population affirment que le processus électoral est transparent. D'après les Estoniens, la démocratie dans le monde n'est pas menacée puisque 30 % d'entre eux pensent qu'elle est en expansion et 41 % qu'elle est stable. Cependant, près de la moitié (48 %) de la population est favorable à une intervention militaire dans d'autres pays pour défendre les valeurs démocratiques.

Dites si l'attitude de la Russie sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Le Parlement européen (55 %), le Parlement national (53 %) et le gouvernement (52 %) sont les institutions politiques les moins soutenues par les Estoniens bien qu'elles recueillent la confiance d'une majorité de citoyens. En outre, la plupart des Estoniens n'ont confiance ni dans les médias (59 %), ni dans les partis politiques (79 %).

Alors que l'égalité des droits entre les hommes et les femmes est soutenue par une vaste majorité de la population (93 %), plus d'un tiers des Estoniens sont dérangés par les personnes ayant une orientation sexuelle (37 %), des opinions politiques (32 %) ou des opinions religieuses différentes des leurs (24 %). En revanche seuls 13 % sont dérangés par les personnes qui n'ont pas la même origine qu'eux. La peine de mort bénéficie du soutien notable de 62 % de la population et l'avortement n'est rejeté que par 14 % des citoyens.

Concernant l'immigration, les Estoniens soutiennent majoritairement l'idée d'un traitement de la question au niveau national (52 %), soulignant l'importance qu'ils accordent à leur souveraineté nationale mais aussi le fait que le pays n'est pas une destination couramment choisie par les immigrés. Enfin, une majorité d'Estoniens déclarent qu'ils ne peuvent pas accueillir plus de réfugiés en raison de la différence de valeurs (66 % contre 53 % pour l'ensemble de l'Union européenne), du risque terroriste (73 % contre 57 % pour l'UE), du risque de délinquance (75 % contre 61 %) et de l'impact négatif sur l'économie du pays (74 % contre 61 %).

Yoko Alender

59 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

76 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

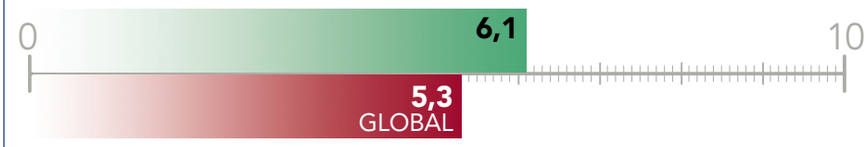
60 % considèrent que voter est utile car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses.

FOCUS

Pour les Estoniens, l'attitude sur la scène internationale de la Russie voisine est source de vives inquiétudes (80 %). Les répondants manifestent d'ailleurs un fort soutien à l'égard de la création d'une armée européenne (67 %) et à l'OTAN (75 %). En comparant ces résultats à notre enquête précédente de 2017, on observe que l'Estonie est le pays où la part de citoyens favorables à la constitution d'une armée commune progresse le plus nettement (25 points supplémentaires).

ÉTATS-UNIS (US)

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

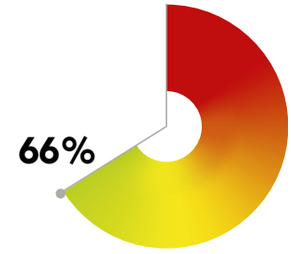


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

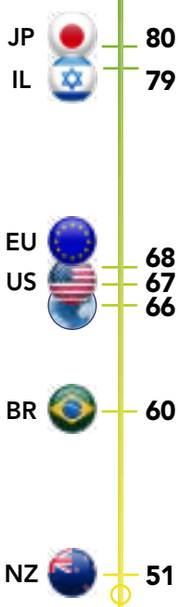
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

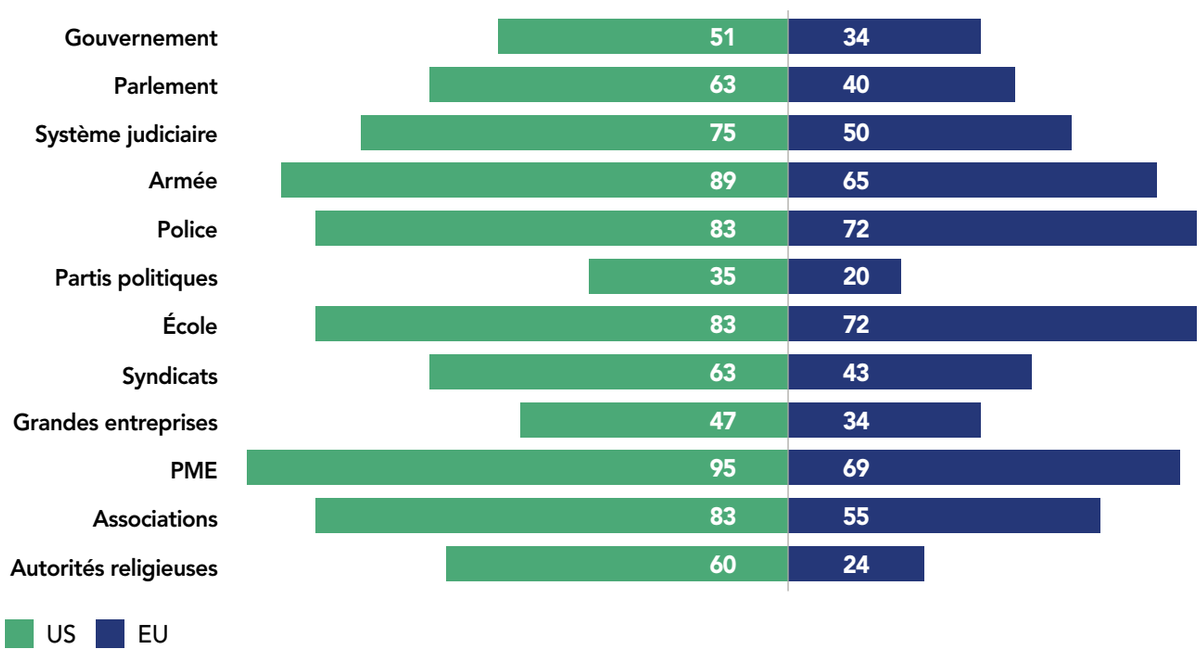


«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



Confiance dans les institutions : les États-Unis et l'Union européenne

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés car… Total des réponses : « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »	Politiquement à gauche	Politiquement à droite
Nous ne partageons **pas les mêmes valeurs** et cela pose des problèmes de cohabitation	10	**50**
Ils augmentent **le risque de la délinquance**	**15**	67
Ils augmentent **le risque terroriste** dans notre pays	17	**77**
Cela poserait un problème pour **la situation économique** du pays	16	**64**

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

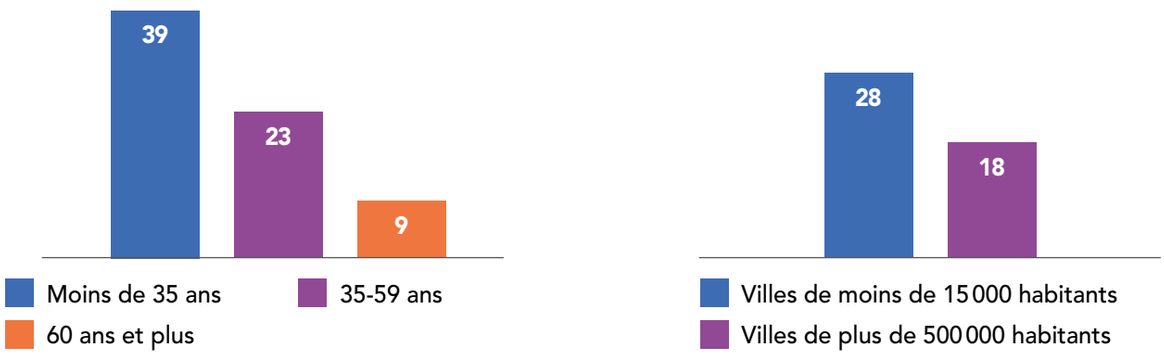
Notre première enquête avait été réalisée lors de la période d'investiture présidentielle de Donald Trump aux États-Unis[1]. Il avait, comme candidat, mobilisé des électorats hostiles à la démocratie représentative et aux partis traditionnels. Cette nouvelle étude permet, après deux ans de présidence Trump, de faire un point d'étape sur la relation de l'opinion publique étatsunienne à sa démocratie.

Le premier constat, déjà dressé en 2017, est celui d'une convergence transatlantique maintenue en faveur de la démocratie. Mais, à y regarder de plus près, les Américains demeurent beaucoup plus optimistes sur le fonctionnement démocratique de leur pays que les ressortissants de l'Union européenne : 66 % des États-Uniens contre seulement 50 % des Européens jugent que leur démocratie fonctionne bien. Et la tentation d'un régime autoritaire sans contrôle parlementaire dirigé par un « homme fort » demeure aux États-Unis inférieure de 10 points (24 %) à la moyenne relevée au sein de l'Union européenne (34 %).

Cette persistance plus nette d'une « foi » démocratique aux États-Unis est confirmée par l'approbation des personnes interrogées pour des interventions militaires extérieures au nom des valeurs démocratiques (55 % des Américains contre 45 % dans l'Union européenne). En effet, le retrait récent annoncé par le président Trump de Syrie et, en partie, d'Afghanistan divise profondément la société américaine qui y voit une remise en cause du postulat wilsonien, vieux d'un siècle, d'une responsabilité démocratique mondiale des États-Unis.

Avoir à la tête du pays un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une bonne ou une mauvaise chose ?

Total des réponses : « très bonne » et « assez bonne »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Mais, comme en 2017, ce constat positif pour la démocratie aux États-Unis doit être nuancé. D'une part, on peut noter le nombre élevé d'Américains pour lesquels le système électoral n'est pas transparent (39 %). C'est sans doute une conséquence directe de l'élection présidentielle de 2016 où Trump a été élu président en dépit d'un retard de 3 millions de voix par rapport à son adversaire. La perte de confiance dans la fiabilité de l'élection résulte aussi des allégations, non prouvées, de fraude électorale à l'encontre du président. En effet, 79% des répondants s'accordent sur l'impact négatif d'Internet et des réseaux sociaux dû au fait que ces derniers facilitent la diffusion de fausses informations, et fournissent beaucoup trop d'informations à des tiers (73%).

D'autre part, 31 % des électeurs qui s'identifient comme étant de droite considèrent qu'avoir à la tête du pays « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » est une bonne façon de gouverner. Ce chiffre atteint 37 % pour les moins diplômés (ceux qui ont arrêté leurs études avant l'âge de 21 ans). On identifie donc un véritable « sous-continent » de l'électorat Trump conservateur, à dominante de non-diplômés, dans lequel la démocratie représentative ne va plus de soi.

Corentin Sellin

32 % sont contre le droit à l'avortement.

43 % s'inquiètent de l'attitude de leur pays sur la scène internationale.

67 % disent s'intéresser à la politique.

FOCUS

Bien que le président américain Donald Trump attaque régulièrement les médias, 44 % des Américains leur font encore confiance, contre seulement un tiers dans l'Union européenne (34 %) et dans l'ensemble des 42 pays étudiés (34 %).

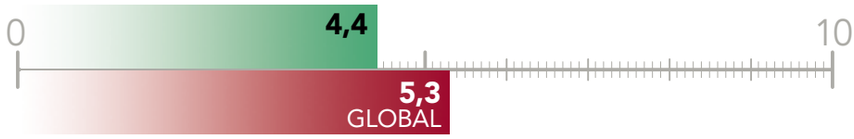
1. Dominique Reynié (dir.), *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique*, Paris, Plon, 2017, 320 pages.

FINLANDE (FI)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

SE 83
NO 80
FI 71
EU 68
67

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

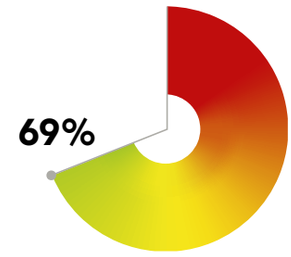


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

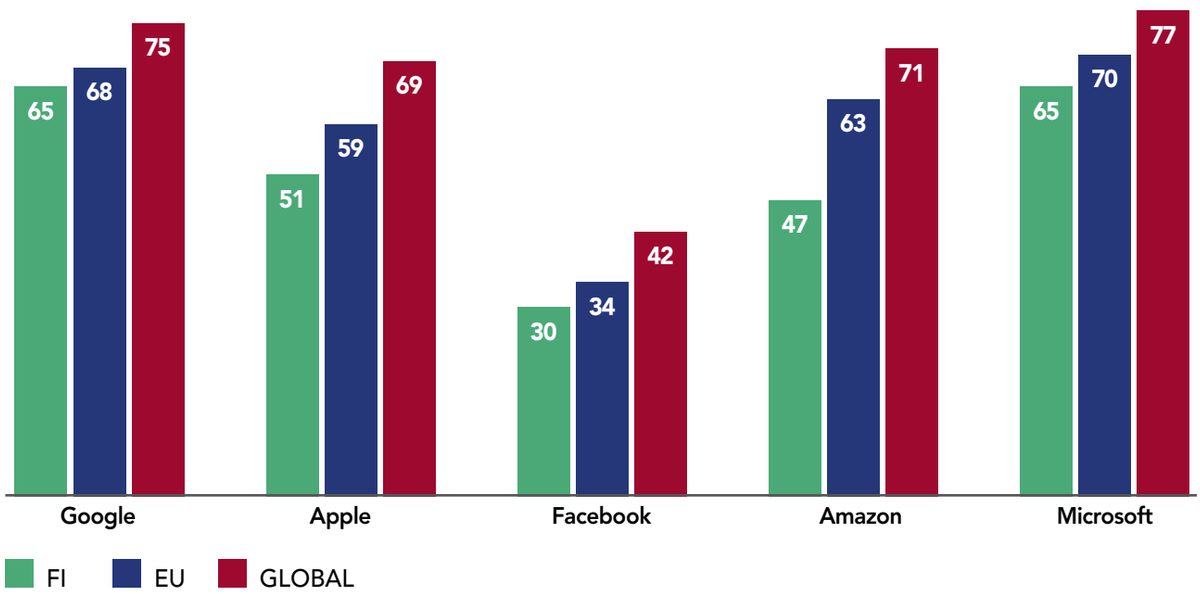
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Confiance dans les GAFAM

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Êtes-vous favorable ou opposé à la peine de mort ? Total des réponses : « tout à fait favorable » et « plutôt favorable »	Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus	Hommes	Femmes
Finlande	**51**	44	29	**48**	34
Danemark	38	44	27	**43**	31
Norvège	34	25	18	28	24
Suède	33	33	20	29	28

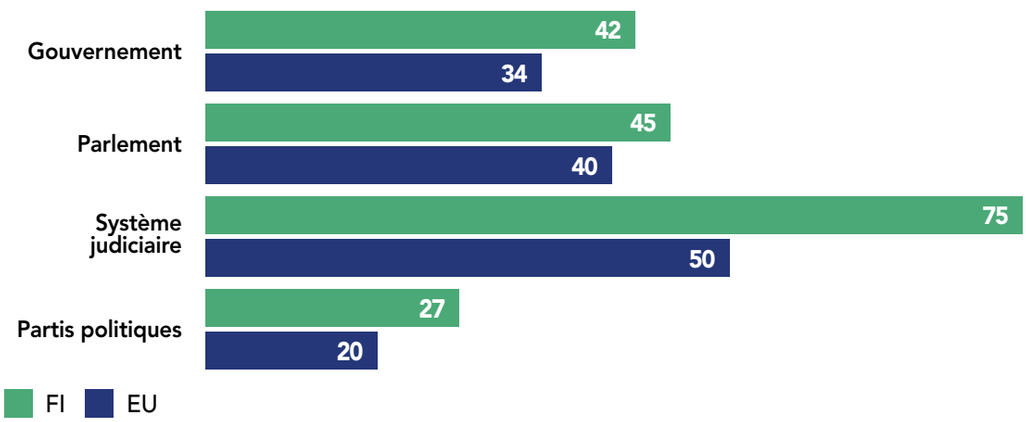
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Seuls 37 % des Finlandais interrogés pensent que leur pays sera moins bien demain qu'aujourd'hui (contre 50 % en moyenne dans l'Union européenne). Une large majorité (69 %) pense, en outre, que son style de vie n'est pas menacé (contre 46 % pour l'Union européenne). Pourtant, l'étude révèle que plus des trois quarts des Finlandais sont inquiets par rapport au chômage (76 %), aux inégalités sociales (78 %) et au financement de la protection sociale (80 %).

L'ambivalence est la même à propos de la démocratie. Si les Finlandais jugent à 69 % que leur démocratie fonctionne bien, 42 % des répondants considèrent comme une bonne chose d'avoir à la tête de l'État « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections ». À titre de comparaison, ce chiffre n'est que de 12 % en Suède et de 23 % au Danemark. Une majorité de Finlandais (59 %) préfèrent également l'ordre à la liberté et 71 % estiment important de pouvoir manifester dans les rues, soit 11 points de moins que la moyenne globale (82 %). L'opinion est enfin largement favorable à une technocratie (70 %), autrement dit que des experts décident à la place du gouvernement, bien que le régime démocratique soit considéré comme le meilleur qui soit (71 %). La Finlande se distingue une nouvelle fois des autres démocraties scandinaves où l'opinion est majoritairement opposée à un gouvernement d'experts (Danemark, 56 % ; Suède, 63 % et Norvège, 61 %).

Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Les Finlandais sont connus pour leur europhilie et leur ouverture. Mais, là encore, les chiffres montrent des tendances paradoxales : 38 % de l'opinion finlandaise pense qu'être membre de l'Union européenne affaiblit la démocratie et 60 % que le problème migratoire doit se résoudre au niveau national. Une faible majorité rejette aussi l'idée d'une armée européenne (51 %). Au sujet des réfugiés, alors que 60 % des Finlandais interrogés reconnaissent le devoir pour leur pays de les accueillir, plus de la moitié estiment que cet accueil n'est plus possible car il pose des problèmes de cohabitation dus à des divergences de valeurs (51 %), augmente le risque terroriste dans le pays (62 %) et impacte l'économie (66 %). De même, s'ils ne sont pas gênés par les personnes ayant des opinions religieuses (69 %) ou des origines ethniques (78 %) différentes, 45 % déclarent avoir une réaction négative lorsqu'ils apprennent qu'une personne est musulmane. Cette opinion est supérieure à la moyenne européenne (31 %) et aux résultats dans les autres pays scandinaves (Danemark, 34 % ; Norvège, 33 % et Suède, 30 %).

Julia Laureau

52 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

66 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

59 % s'inquiètent de l'immigration.

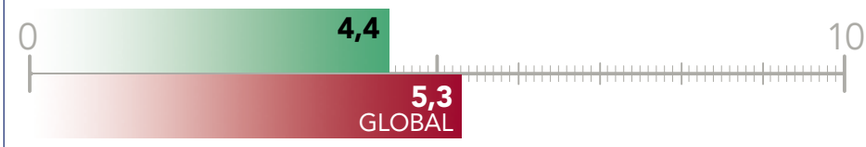
FOCUS

Depuis 2017, la confiance dans la démocratie s'est affaiblie en Finlande. En 2017, 78 % des Finlandais interrogés considéraient la démocratie comme le meilleur régime contre 71 % en 2018. En un an, leur satisfaction vis-à-vis de celle-ci a perdu 5 points (69 % contre 74 %). L'opinion se méfie également davantage des partis politiques (73 % contre 66 %) et la défiance à l'égard du Parlement est devenue majoritaire (55 % contre 33 %)[1].

1. Dominique Reynié (dir.), *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique*, Paris, Plon, 2017, 320 pages.

FRANCE (FR)

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

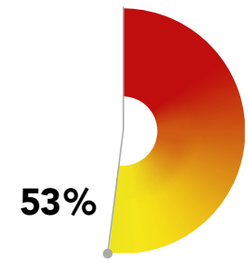


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

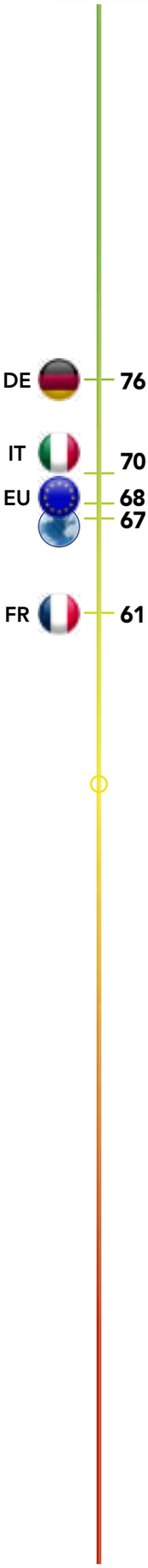
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

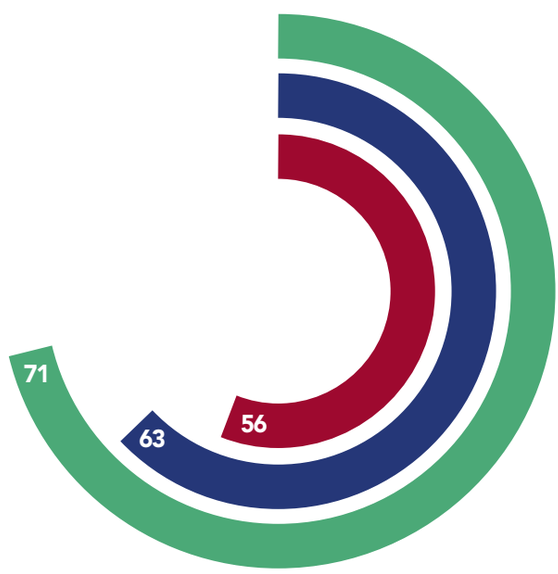


«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



Dites si l'attitude des États-Unis sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre

Réponse : « inquiète »



FR EU GLOBAL

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

L'appartenance de la France à l'Union européenne est…	Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus
Une bonne chose	**53**	**35**	**43**
Ni une bonne ni une mauvaise chose	28	**39**	35
Une mauvaise chose	19	**26**	22

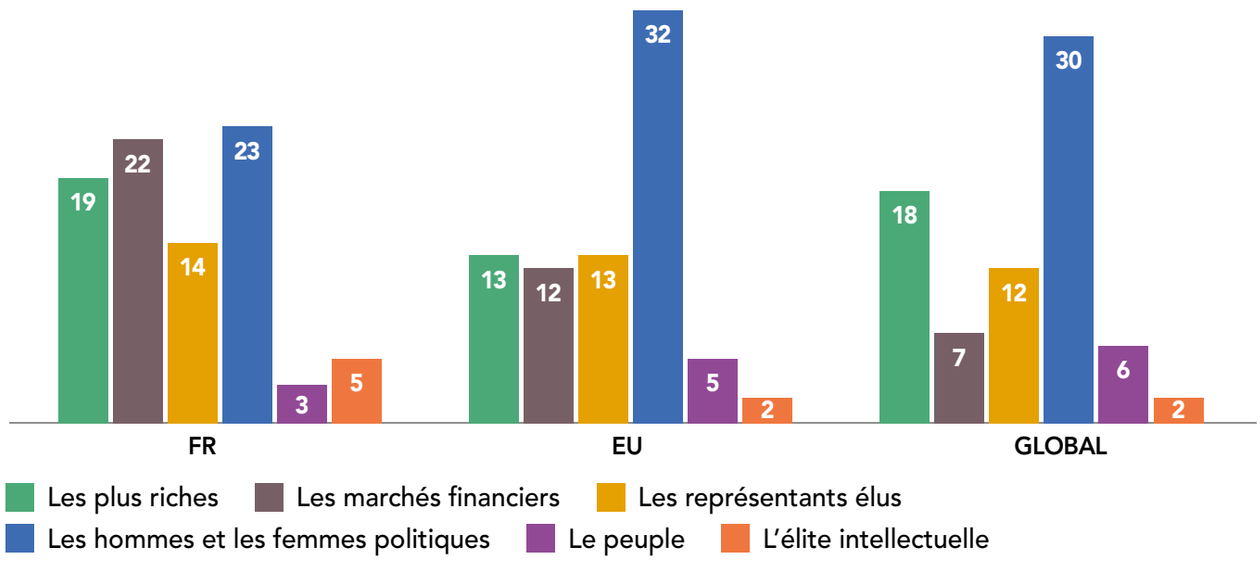
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Consultés pour savoir si « c'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses », 62 % des Français répondent positivement. Cette opinion atteint 66 % au sein de l'Union européenne et 70 % dans l'ensemble des 42 démocraties étudiées. Le ralliement au processus électoral n'est pas venu à bout d'une culture protestataire évidente, qui s'exprime par la croyance en la pertinence de moyens extra-électoraux pour se faire entendre et dans la force des partis contestataires (France insoumise, Rassemblement national). Le poids des partis hors système lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 (48 % des suffrages exprimés) est là pour le prouver.

Cet espace laissé aux forces de protestation est le symptôme d'un malaise dans la démocratie. Presque un Français sur deux (47 %) considère que « la démocratie ne fonctionne pas bien dans son pays ». Cette insatisfaction touche même une majorité absolue des ouvriers peu qualifiés (57 %), des petits entrepreneurs (60 %) ou encore de ceux qui perçoivent la globalisation comme une menace (61 %). La crise sociale et les inquiétudes par rapport à la globalisation alimentent le malaise démocratique.

La démocratie ne semble pas avoir réussi à éviter une confiscation du pouvoir au profit des « puissances d'argent ». Ce dernier thème est beaucoup plus prégnant en France que chez nombre de nos voisins européens. Ce sentiment d'un pouvoir dans les mains des puissants sur le terrain économique est encore plus sensible quand on interroge les Français sur le pouvoir des « marchés financiers ».

Parmi les catégories suivantes, qui détient en premier le pouvoir dans votre pays ?



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie est un bien plus fragile qu'on veut le croire, même dans cette vieille démocratie qu'est la France. C'est dans l'Hexagone que 39 % de nos concitoyens pensent que « d'autres systèmes politiques pourraient être aussi bons que la démocratie ». Ils ne sont que 32 % dans l'Union européenne et 33 % dans l'ensemble des 42 démocraties étudiées. La déception démocratique observée en France nourrit à la fois des demandes de renouvellement de la démocratie participative et de la démocratie directe mais aussi le retour de cette passion triste de la « servitude volontaire ».

Pascal Perrineau

42 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

66 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

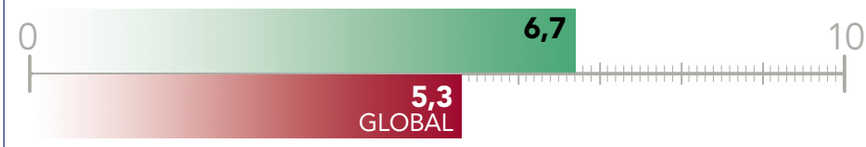
31 % estiment qu'être gouverné par un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections serait une bonne chose.

FOCUS

La France est l'un des pays où la capacité à protester et à manifester est la plus valorisée : 87 % des Français la jugent importante, et ce dans tous les milieux sociaux et toutes les générations. Les résultats sont de 79 % aux États-Unis, 80 % en Grande-Bretagne et 82 % pour l'ensemble des 42 démocraties étudiées. Le soutien d'opinion constant et élevé à la mobilisation des Gilets jaunes qui a duré plusieurs mois est tout à fait symptomatique d'une France qui croit à la « démocratie manifestante » pour combler les déficits de la classique démocratie représentative.

GRÈCE (GR)

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE



Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

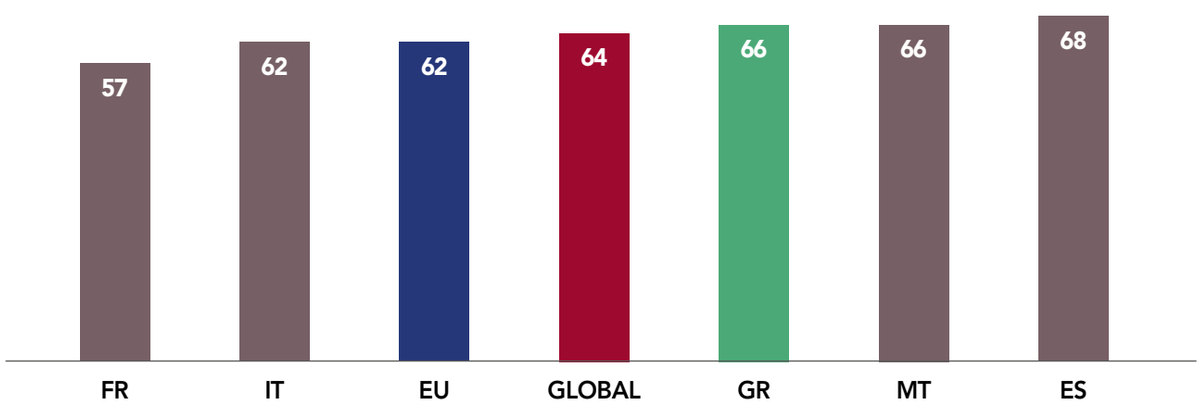
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

C'est notre devoir d'accueillir dans notre pays des réfugiés qui fuient la guerre et la misère

Total des réponses : « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Nous ne pouvons pas accueillir de réfugiés car… Total des réponses : « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »	GR	ES	FR	IT	MT
Nous ne partageons **pas les mêmes valeurs** et cela pose des problèmes de cohabitation	**51**	42	51	49	**58**
Ils augmentent **le risque terroriste** dans notre pays	**58**	**44**	51	52	73
Ils augmentent **le risque de la délinquance** dans notre pays	**68**	50	55	67	**78**
Cela poserait un problème pour **la situation économique** du pays	**75**	**63**	69	69	65

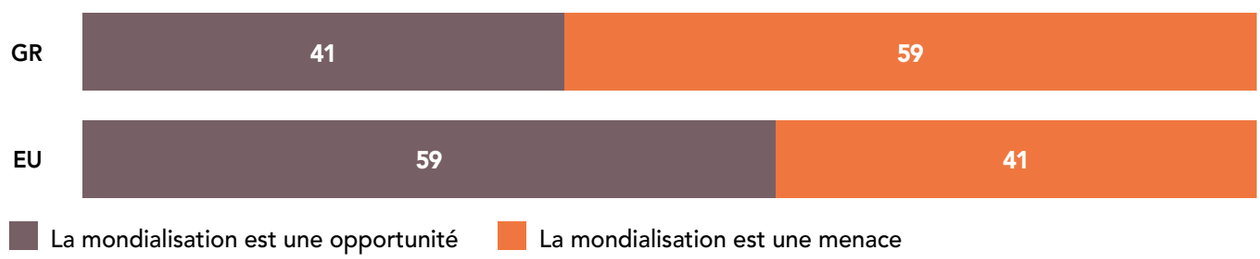
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Après de longues années de profonde récession, la Grèce semble se remettre très lentement en ordre de marche. Depuis le 20 août 2018, soit huit ans après sa première demande d'aide, le pays s'est affranchi de la tutelle des institutions européennes et du Fonds monétaire international (FMI). Pour autant, les Grecs continuent majoritairement à percevoir la globalisation comme une menace (59 %), à l'inverse de l'opinion européenne qui regarde la globalisation comme une opportunité (59 %), jugement plus largement partagé encore au niveau global (66 %).

Les Grecs, seuls citoyens de l'Union européenne à avoir vu leur salaire minimum diminuer depuis 2008, se montrent également très inquiets vis-à-vis de leur niveau de vie : une majorité (59 %) a le sentiment que celui-ci s'est dégradé au cours de ces dernières années, soit le niveau le plus élevé des 27 États membres. Néanmoins, si l'on compare ce résultat à celui de l'enquête de 2017, force est de constater qu'il a baissé de 17 points, au profit des réponses « il est resté le même » (29 %, plus 14 points par rapport à 2017) et « il s'est amélioré » (12 %, plus 3 points par rapport à 2017).

Si le taux de chômage est redescendu sous la barre des 20 % de la population active pour la première fois depuis 2011 et si la croissance est de retour (plus 2 % en 2018), la quasi-totalité des Grecs (96 %) expriment leur inquiétude vis-à-vis du chômage, de la crise économique (96 %), du financement de la protection sociale (95 %), de la perte du pouvoir d'achat (93 %) ou encore des inégalités sociales (91 %). Les Grecs ont conscience de leur niveau d'endettement public (proche de 176 % du PIB en 2017) et la plupart d'entre eux (91 %) disent en redouter les conséquences.

Laquelle des deux propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez ?



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

L'inquiétude de l'opinion grecque par rapport à l'avenir de son patrimoine immatériel (ou style de vie)[1] est tout aussi spectaculaire : la plupart (86 %) jugent que leur style de vie est menacé, soit 32 points au-dessus de la moyenne européenne (54 %). On notera cependant un recul de 9 points de cette inquiétude dans l'opinion grecque par rapport à notre enquête de 2017 (95 %). Comme dans de nombreux pays, des peurs multiples s'expriment : délinquance (93 %), risques terroristes (85 %) ou encore guerre (82 %). Mais c'est sur la question de l'immigration que les citoyens grecs apparaissent comme les plus inquiets (88 %, soit la proportion la plus élevée du monde démocratique étudié). Cependant, un quart des Grecs (23 %) estiment que le pays ira mieux demain qu'aujourd'hui, soit 8 points de plus que la moyenne européenne. C'est aussi l'amélioration la plus forte (plus 11 points) enregistrée au sein des pays de l'Union européenne par rapport à l'enquête 2017.

Victor Delage

44 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

50 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

63 % estiment que le rôle du gouvernement dans l'économie devrait être limité et la liberté des entreprises renforcée.

FOCUS

Au carrefour de nombreux défis géostratégiques européens, plus de deux tiers des Grecs (68 %) soutiennent la création d'une armée européenne, soit 9 points de plus que l'opinion européenne (59 %). Ce résultat tranche par rapport aux réticences qu'ils expriment vis-à-vis de l'appartenance à l'OTAN : ils ne sont que 45 % à trouver que c'est une bonne chose.

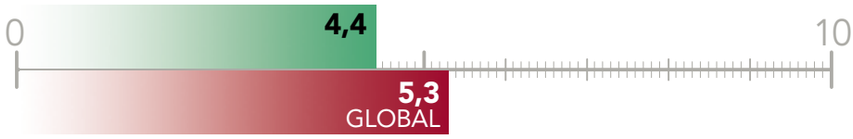
1. Sur cette approche, voir Dominique Reynié, *Les Nouveaux Populismes*, Fayard/Pluriel, nouvelle édition augmentée, 2013.

HONGRIE (HU)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

AT 73
HU 71
EU 68
67
CZ 55
RO 54
HR 43

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

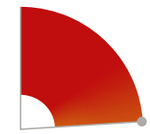


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

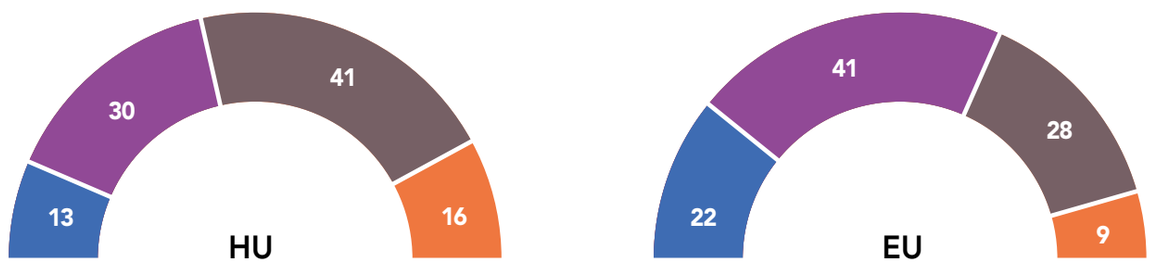
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



24%

De manière générale, dans la société actuelle, avez-vous le sentiment de pouvoir vous exprimer librement ?



Tout à fait | Plutôt | Plutôt pas | Pas du tout

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

	HU	PL	CZ	SK	EU
En matière de politique économique, diriez-vous...					
Qu'il faut **renforcer le rôle de l'État** dans l'économie et limiter la liberté des entreprises	**21**	30	40	41	**48**
Qu'il faut limiter le rôle de l'État dans l'économie et **renforcer la liberté des entreprises**	**78**	70	60	59	**52**
NA (non-réponse)	1	0	0	0	0
Pour chaque institution, veuillez me dire si vous avez confiance ou pas Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »					
Les petites et moyennes entreprises	71	73	83	79	69
Les grandes entreprises	**43**	36	49	29	**34**

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

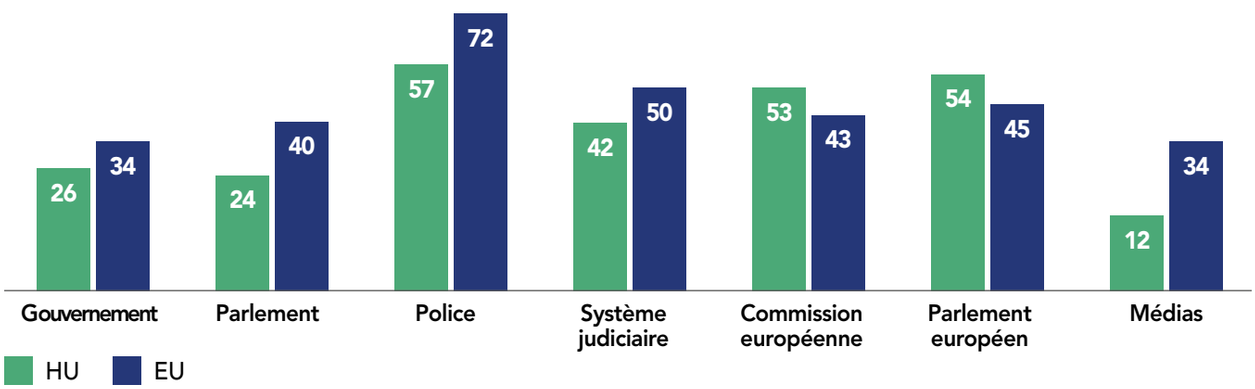
Depuis l'arrivée au pouvoir en 2010 du Fidesz, le parti de Viktor Orbán, la Hongrie est présentée dans les médias d'Europe occidentale comme l'avant-poste de la « démocratie illibérale ». Le Premier ministre hongrois a d'ailleurs lui-même revendiqué le concept dans un discours de juillet 2014 : « Nous devons affirmer que la démocratie n'est pas nécessairement libérale. Ce n'est pas parce que quelque chose n'est pas libéral que ce n'est pas de la démocratie[1]. »

On ne trouve pas dans les données de l'enquête l'accompagnement « populaire » d'une dérive autoritaire du régime : si les trois quarts (75 %) des Hongrois pensent que la démocratie fonctionne mal dans leur pays, seul un tiers d'entre eux (34 %) souhaiteraient être dirigés par un « homme fort » qui n'a pas à se soucier des élections ou du Parlement, et seuls 8 % sont en faveur d'un gouvernement par l'armée. Par ailleurs, les Hongrois ont moins tendance à « préférer plus d'ordre même si cela entraîne moins de liberté » (45 %) que la moyenne des citoyens de l'Union européenne (60 %). De plus, les Hongrois sont également attachés au vote et aux élections comme moyens de faire changer les choses (62 %) et, plus généralement, aux libertés publiques (notamment celle de s'exprimer librement, considérée comme importante pour 99 % de la population). Cependant, une large majorité (85 %) serait en faveur d'un gouvernement d'experts.

Comme ailleurs en Europe centrale, cet attachement aux valeurs de la démocratie n'est pas incompatible avec une défiance envers ses institutions. La défiance envers les médias, plus prononcée, est très probablement liée à l'emprise du pouvoir politique sur cette sphère.

Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

L'étude peut donner un élément d'explication du succès du régime Orbán, notamment quant à l'impact de son discours sur la protection de l'identité nationale menacée par la vague migratoire. En effet, seuls 48 % des Hongrois considèrent qu'il est de leur devoir d'accueillir dans leur pays des réfugiés fuyant la guerre et la misère (contre 62 % en moyenne pour l'Union européenne) et plus des deux tiers de la population se disent inquiets au sujet de l'immigration (66 %) et de l'islam (68 %). Or c'est précisément sur ce thème qu'a été menée la campagne du gouvernement aussi bien lors du référendum de 2016 (qui n'a pas obtenu le quorum de 50 % de participation) qu'au cours de la campagne électorale menant le Fidesz à la victoire en avril 2018.

Jacques Rupnik

57 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

62 % considèrent que leur style de vie est menacé.

62 % estiment que le processus de vote n'est pas transparent.

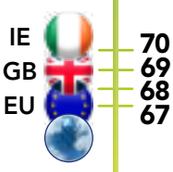
FOCUS

Viktor Orbán a décidé de s'opposer à l'Union européenne et à sa politique de répartition des migrants selon un système de quotas. Pourtant, 64 % des Hongrois seraient favorables à une solution européenne (plutôt que nationale) et 42 % pensent que l'Union européenne contribue à renforcer la démocratie dans le pays. Cet attachement à l'Europe, y compris sur la question de la démocratie, suggère qu'une grande partie des Hongrois considère l'Union européenne, tant décriée par le discours officiel, comme un garde-fou utile face aux dérives « illibérales » du pouvoir.

1. « We needed to state that a democracy is not necessarily liberal. Just because something is not liberal, it still can be a democracy » (« Full text of Viktor Orbán's speech at Băile Tuşnad (Tusnádfürdő) of 26 July 2014 », budapestbeacon.com, 29 juillet 2014, https://budapestbeacon.com/full-text-of-viktor-orbans-speech-at-baile-tusnad-tusnadfurdo-of-26-july-2014/).

IRLANDE (IE)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



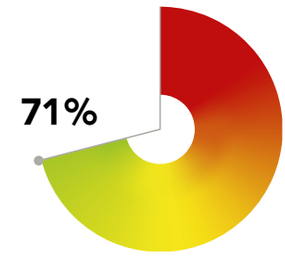
INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

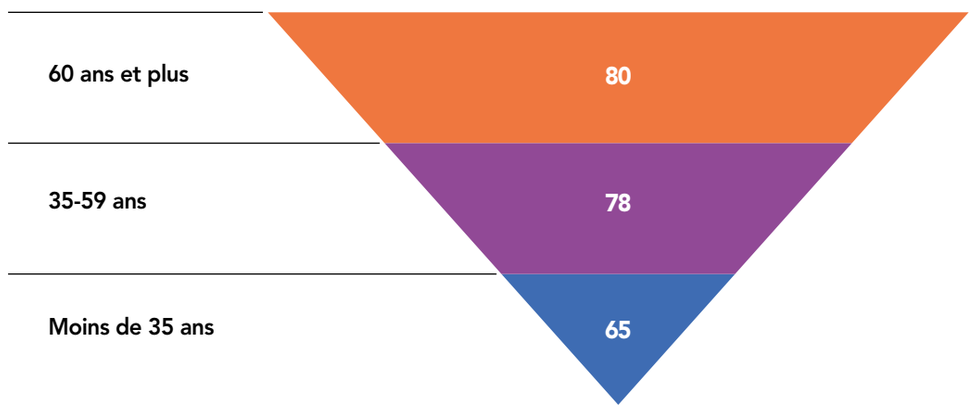
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Faire partie de l'Union européenne est une bonne chose



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Êtes-vous favorable ou opposé…	Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus
À la peine de mort			
Total des réponses : « tout à fait favorable » et « plutôt favorable »	**40**	35	29
Total des réponses : « plutôt opposé » et « tout à fait opposé »	60	65	**71**
Au droit à l'avortement			
Total des réponses : « tout à fait favorable » et « plutôt favorable »	**75**	**75**	62
Total des réponses : « plutôt opposé » et « tout à fait opposé »	25	25	**38**

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

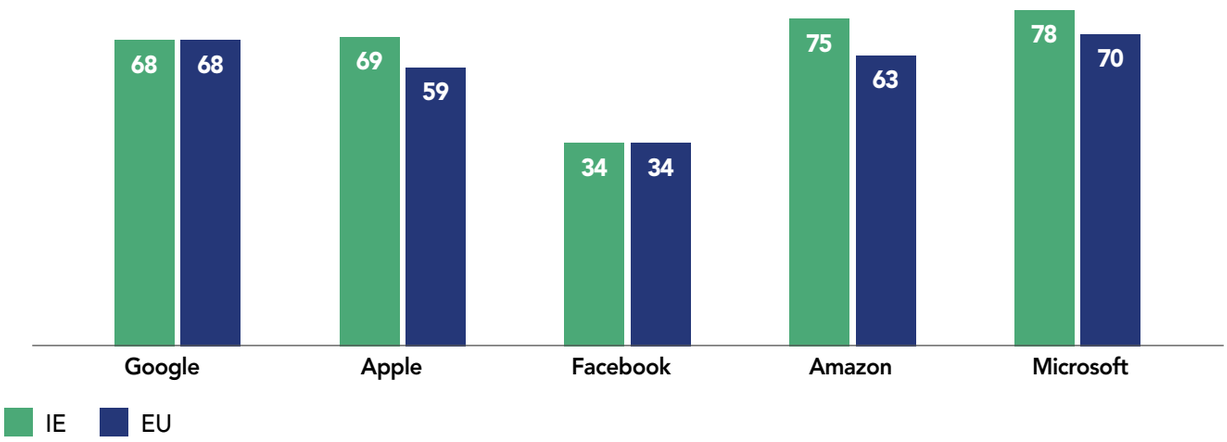
Les Irlandais sont assez optimistes quant à l'avenir de leur démocratie, avec près des trois quarts de la population affirmant que la démocratie fonctionne bien dans leur pays (71 %). Dans l'ensemble, ils pensent pouvoir s'exprimer librement (82 %), que le processus électoral est transparent (81 %), que « c'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses » (78 %) et que leur style de vie n'est pas menacé (62 %), contrairement à la quasi-majorité de citoyens de l'Union européenne qui pensent l'inverse (46 %).

Concernant l'immigration, les Irlandais sont très largement enclins à accepter les réfugiés car « il est de leur devoir d'accepter ceux qui fuient la guerre et la pauvreté » (69 %). Parmi tous les pays ayant participé à cette enquête, l'Irlande est celui qui exprime le moins d'inquiétude à ce sujet (42 %), à égalité avec la Nouvelle-Zélande. Les Irlandais sont l'une des seules populations de l'enquête à avoir majoritairement indiqué ne pas être inquiets par rapport à l'islam (53 %), en dehors des pays ayant une forte population musulmane comme l'Albanie (73 %) et la Bosnie-Herzégovine (67 %).

Dans l'ensemble, les personnes interrogées ne sont pas dérangées par les personnes ayant une opinion politique (73 %) ou religieuse (78 %), une orientation sexuelle (85 %) ou une origine (87 %) différentes des leurs. En mai 2018, lors d'un référendum décisif, deux tiers (66,4 %) des électeurs irlandais ont voté en faveur de l'abrogation du huitième amendement de la Constitution qui interdisait l'avortement. C'est un tournant majeur qui a mis fin à une question qui dominait la politique nationale et la relation entre l'Irlande et l'Église catholique depuis longtemps[1]. Et si le pourcentage d'Irlandais pour le droit à l'avortement est inférieur de 9 points à la moyenne de l'Union européenne (72 % contre 81 %), le chiffre reste cependant élevé.

Confiance dans les GAFAM

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

L'Irlande étant considérée comme un paradis fiscal pour les grandes entreprises américaines de technologie, les Irlandais font davantage confiance à Google, Amazon, Apple et Microsoft que les citoyens des autres pays de l'Union européenne. À l'exception d'Amazon, ces sociétés possèdent leur siège dans le pays, notamment dans les « Silicon Docks » à Dublin, l'équivalent de la Silicon Valley à San Francisco. De plus, en 2018, Amazon a ouvert un nouveau bâtiment dans la capitale et a promis de créer 1 000 nouveaux emplois au cours des deux prochaines années. Selon nos résultats, la moitié (50 %) des Irlandais font confiance aux grandes entreprises, soit 16 points de plus que la moyenne européenne (34 %). Enfin, notons que les répondants Irlandais (67 %) sont plus nombreux que leurs homologues européens (59 %) à déclarer que les découvertes technologiques et scientifiques sont positives pour l'emploi.

Katherine Hamilton

74 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

82 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

76 % affirment que le Royaume-Uni s'en sortira moins bien hors de l'Union européenne.

FOCUS

Si les trois quarts (74 %) des Irlandais pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose, ce fort soutien peut en partie s'expliquer par la position avantageuse qu'ils tirent de leur adhésion à l'UE, notamment en termes d'attractivité fiscale.

1. Voir « Irish abortion referendum: Ireland overturns abortion ban », bbc.com, 26 mai 2018 (www.bbc.com/news/world-europe-44256152).

ISRAËL (IL)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

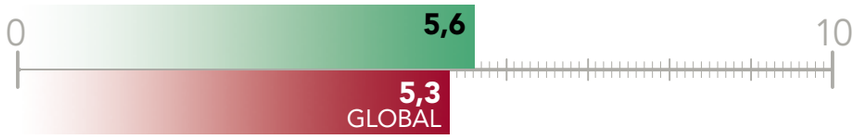
IL 79

EU 68

US 67

66

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

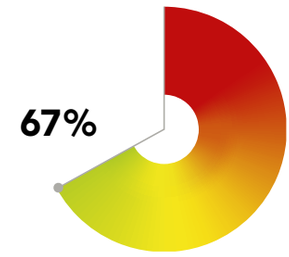


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

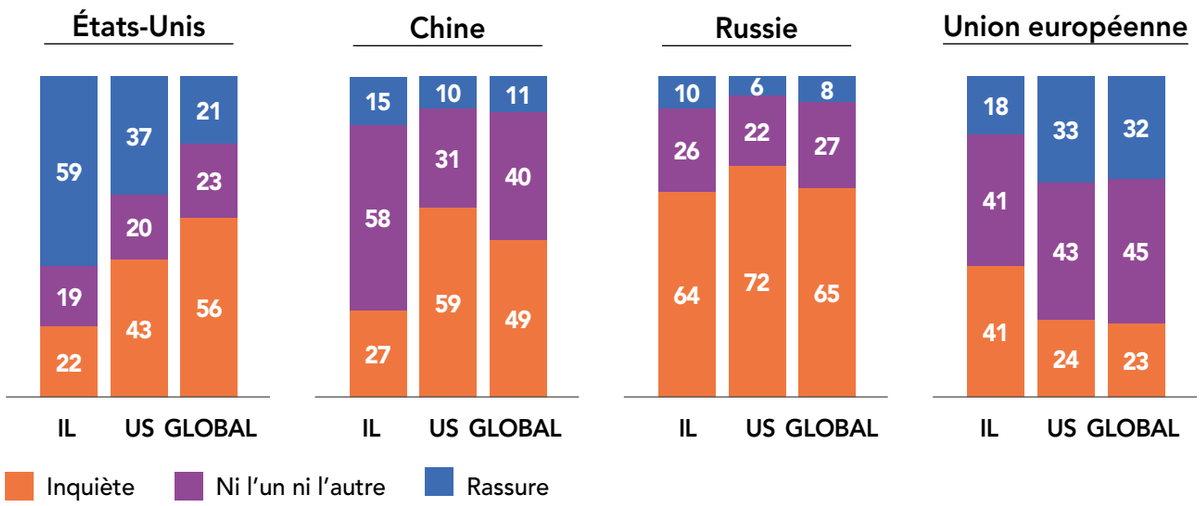
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Pour chacune des puissances suivantes, dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise Total des réponses : « très bonne » et « assez bonne »	IL	US	EU	GLOBAL
Avoir à sa tête **un homme fort** qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections	**52**	**24**	34	31
Que ce soit **des experts** et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	52	49	**62**	57
Que **l'armée** dirige le pays	19	**24**	12	21
D'avoir un système politique démocratique avec **un Parlement élu** qui contrôle le gouvernement	**83**	78	**87**	82
Que ce soit **les citoyens et non un gouvernement** qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	**33**	**76**	64	72
Que **seuls les citoyens qui ont un niveau de connaissance suffisant** puissent voter	**23**	**39**	37	38

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

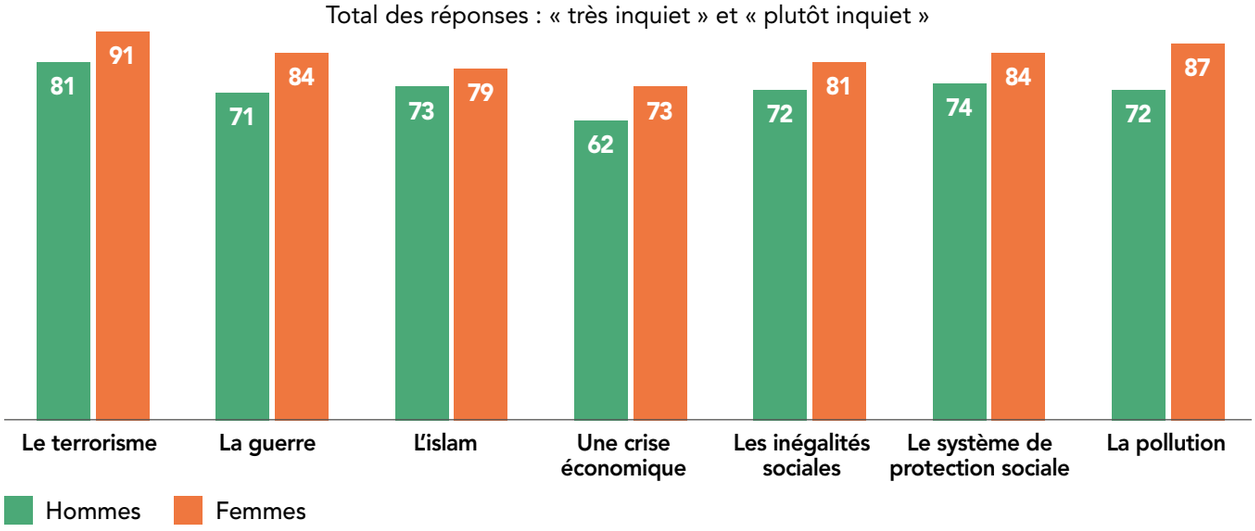
En Israël, le niveau de confiance de l'opinion publique dans la démocratie est très élevé : 67 % des personnes interrogées considèrent que la démocratie fonctionne bien dans leur pays et 83 % soutiennent un système dans lequel le Parlement contrôle le gouvernement.

Le paysage politique israélien est morcelé, tributaire d'un système électoral fondé sur la représentation proportionnelle intégrale. Même majoritaire, un parti ne peut gouverner que s'il réunit une coalition assez large, d'où les multiples et parfois obscures tractations du jour d'après, expliquant sans doute une défiance relative à l'égard du processus électoral qu'un Israélien sur quatre (26 %) regarde comme n'étant pas transparent, tandis que les deux tiers (65 %) disent ne pas faire confiance aux partis politiques.

Malgré cela, le soutien aux institutions est solide. La confiance profonde dans l'armée (90 %) s'explique par l'état de guerre quasi permanent qu'Israël connaît depuis sa création. L'armée tient un rôle sécuritaire majeur mais également social puisque le service militaire, obligatoire et qui concerne les hommes comme les femmes, est devenu le principal creuset de l'intégration. La défiance majoritaire envers les autorités religieuses (66 %), bien qu'elles soient citées parmi les trois acteurs les plus puissants du pays par plus d'un tiers de la population (35 %), reflète aussi une particularité d'Israël : un État laïc, juif et démocratique, où les autorités religieuses ont un poids singulier puisqu'elles sont représentées politiquement et que le Grand Rabbinat gère l'institution du mariage, non sans causer des divisions entre laïcs et religieux. Enfin, si les Israéliens font confiance aux ONG (57 %) – le bénévolat fait partie de la culture israélienne –, la confiance envers les médias est minoritaire (43 %), même si elle demeure supérieure à la moyenne globale (34 %).

À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes inquiet ou pas

Total des réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La société israélienne est particulièrement attachée aux valeurs d'ouverture : près des trois quarts (72 %) des Israéliens se déclarent tolérants à l'égard des orientations sexuelles et des différences ethniques (77 %), la plupart (79 %) se sentent libres de s'exprimer et la quasi-totalité (90 %) soutiennent l'égalité hommes-femmes. En revanche, un tiers des Israéliens interrogés (35 %) disent avoir une réaction négative en apprenant qu'une personne est musulmane, soit 9 points au-dessus de la moyenne globale (26 %) et plus des trois quarts (76 %) considèrent l'islam comme une cause d'inquiétude, très au-dessus de la moyenne (60 %) enregistrée dans les 42 démocraties.

Julie Decroix et Anne-Sophie Sebban-Bécache

56 % considèrent que leur style de vie est menacé.

58 % se prononcent en faveur de la peine de mort.

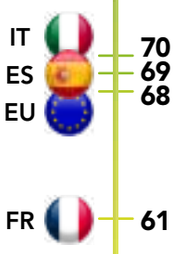
62 % soutiennent l'intervention militaire de pays démocratiques pour défendre les valeurs démocratiques.

FOCUS

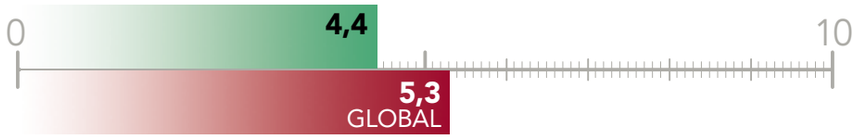
La moitié des Israéliens (52 %) pensent qu'être gouverné par un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections serait une bonne chose. C'est 21 points de plus que la moyenne relevée dans l'étude des 42 démocraties (31 %).

ITALIE (IT)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE



Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

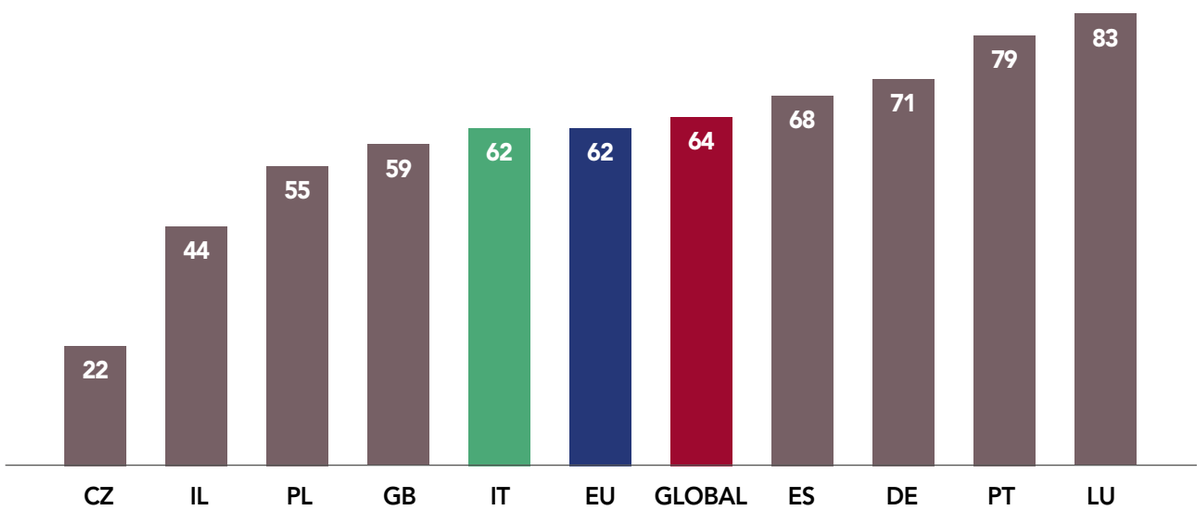
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

33%

C'est notre devoir d'accueillir dans notre pays des réfugiés qui fuient la guerre et la misère

Total des réponses : « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

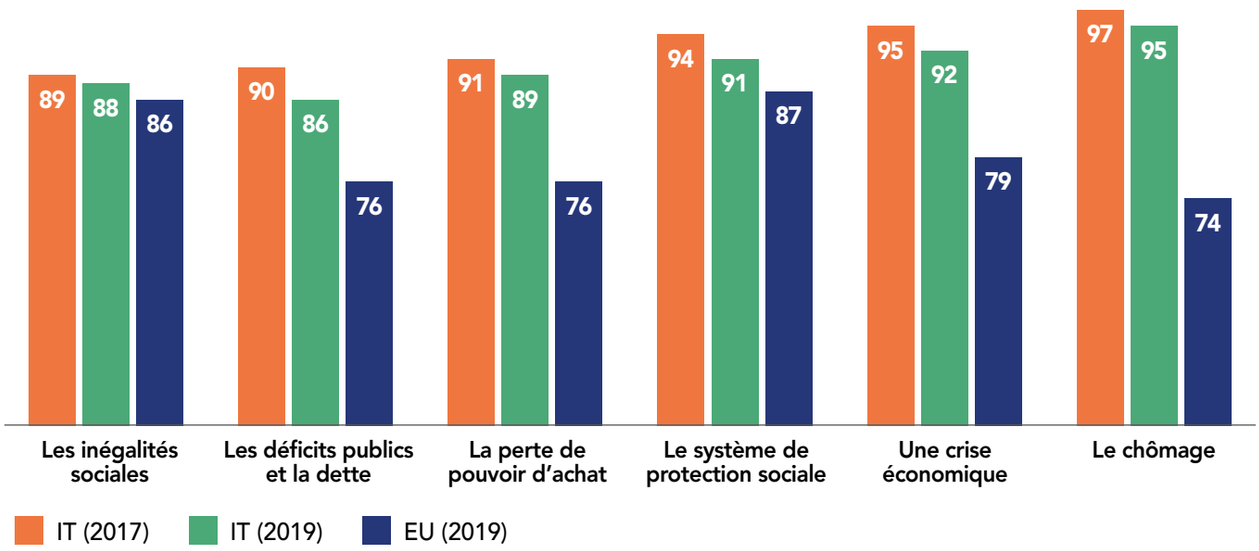
Nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés car… Total des réponses : « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »	IT	EU	GLOBAL
Nous ne partageons **pas les mêmes valeurs** et cela pose des problèmes de cohabitation	49	**53**	42
Ils augmentent **le risque terroriste**	52	**57**	52
Ils augmentent **le risque de la délinquance**	**67**	61	52
Cela poserait un problème pour **la situation économique** du pays	**69**	61	52

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Les élections du 4 mars 2018 ont provoqué un tremblement de terre politique en Italie. Les partis traditionnels de centre gauche et de centre droit ont enregistré une déroute, tandis que deux formations populistes, la Ligue de Matteo Salvini et le Mouvement 5 étoiles de Luigi Di Maio, l'ont emporté puis signé ensemble, malgré leurs profonds désaccords, un contrat de gouvernement qui, le 1er juin 2018, a débouché sur la formation d'un exécutif. Notre enquête sur l'état de la démocratie a été réalisée trois mois après les premiers pas du gouvernement italien. En se référant à la précédente enquête de la Fondation pour l'innovation politique de 2017[1], il est possible de voir si cela a changé la perception des Italiens par rapport à leur situation personnelle, à l'immigration, à la politique nationale ou encore à l'Union européenne.

À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes inquiet ou pas

Total des réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Les préoccupations diminuent légèrement par rapport à 2017 à propos du terrorisme (80 % contre 87 %), de l'islam (65 % contre 67 %) et des comptes publics (86 % contre 90 %).

Si la défiance des Italiens envers la politique reste forte, avec 67 % d'entre eux qui estiment que leur démocratie fonctionne mal, c'est malgré tout 12 points de moins en un an (79 %). De même, 88 % des Italiens ne font pas confiance aux partis, 67 % au Parlement et 66 % au gouvernement, à comparer avec respectivement les 93, 78 et 80 % de 2017. Les Italiens évoluent dans un sens légèrement positif par rapport à l'Union européenne. Ils peuvent approuver le bras de fer engagé par Rome avec Bruxelles mais redoutent une sortie de leur pays de l'Union européenne. Ils sont en effet désormais 54 % à vouloir rester dans l'euro, soit 10 points de plus par rapport à 2017 (45 %).

Tout se passe donc comme si les populistes italiens, critiques des institutions politiques de leur pays et adeptes de la démocratie directe, avaient levé un léger espoir d'une démocratie renouvelée, et si leurs promesses d'agir pour le peuple avaient semé les germes d'un meilleur avenir. Reste à savoir si cet état de grâce perdurera. Si c'est le cas, les populistes pourraient triompher de manière durable. Sinon, ils en paieront le prix fort, à la mesure des espérances suscitées.

Marc Lazar

36 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

54 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

41 % estiment qu'être gouverné par un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections serait une bonne chose.

FOCUS

Le pessimisme des Italiens sur leur patrimoine recule sans pour autant basculer dans l'optimisme : plus de la moitié des Italiens (52 %) pensent que leur niveau de vie est resté stable (contre 36 % en 2017), et seulement un tiers (33 %) qu'il a empiré (47 % en 2017). Deux Italiens sur dix (21 %) pensent même que leur vie sera meilleure à l'avenir (13 % en 2017).

1. Dominique Reynié (dir.), *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique*, Paris, Plon, 2017, 320 pages.

JAPON (JP)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

MT 87

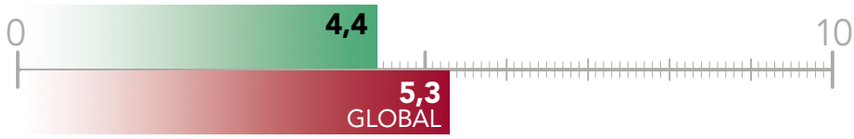
JP 80

EU 68

67

BR 60

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

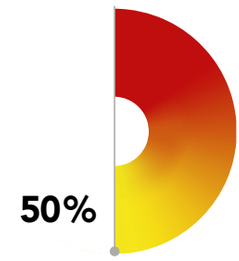


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

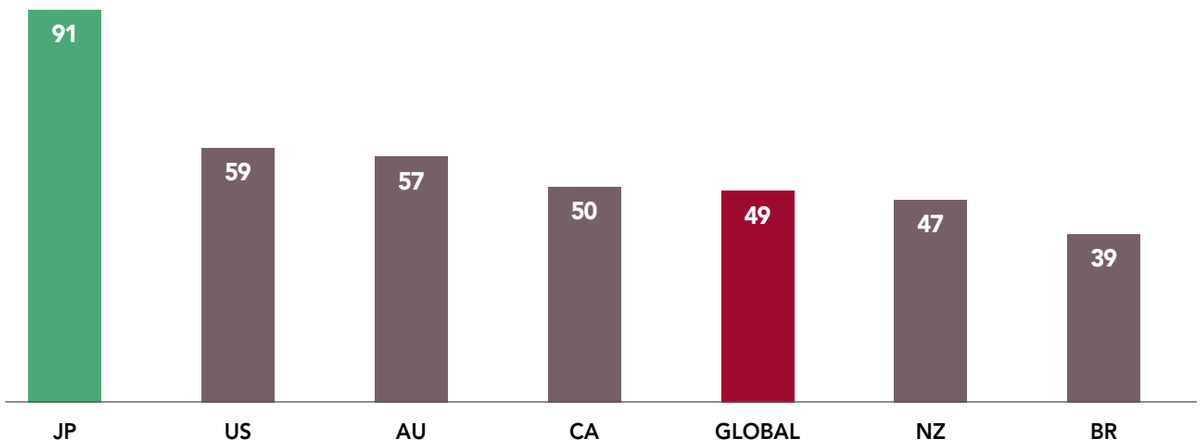
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Dites si l'attitude de la Chine sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre

Réponse : « Inquiète »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise Total des réponses : « très bonne » et « assez bonne »	Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus
Avoir à sa tête **un homme fort** qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections	**24**	17	9
Que ce soit **des experts** et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	**54**	43	34
Que **l'armée** dirige le pays	**12**	7	3
Avoir un système politique démocratique avec **un Parlement élu** qui contrôle le gouvernement	70	67	**73**
Que ce soit **les citoyens et non un gouvernement** qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	77	77	**80**
Que **seuls les citoyens qui ont un niveau de connaissance suffisant** puissent voter	**50**	34	24

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

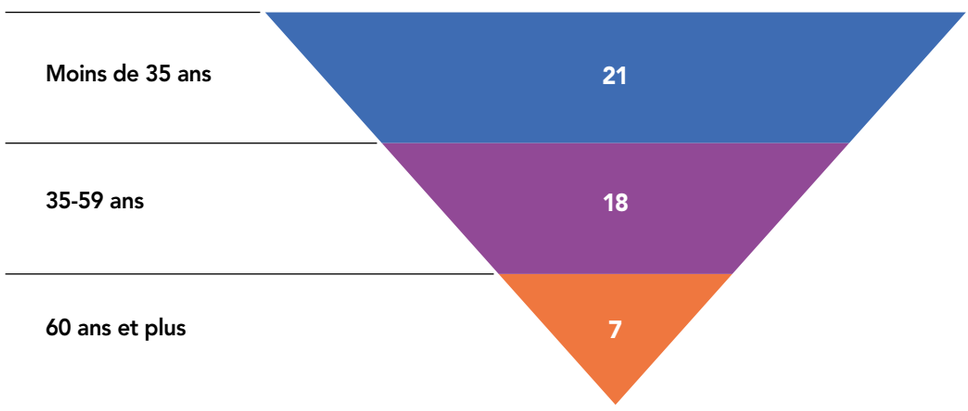
Le Japon est dirigé depuis 2012 par des gouvernements pilotés par Shinzo Abe, président du Parti libéral-démocrate. Connu pour sa position conservatrice, le Premier ministre a mis en place des dispositifs pour renforcer le pouvoir du gouvernement, par exemple le Conseil de sécurité nationale, conçu sur le modèle américain ; la loi de 2013, sur le secret d'État ; et la loi de 2015, sur les Forces japonaises d'autodéfense, qui permet des opérations d'autodéfense collective.

Lorsqu'il s'agit de choisir entre l'ordre et la liberté, 64 % des Japonais favorisent l'ordre au détriment de la liberté (57 % pour l'ensemble des 42 démocraties étudiées). On observe également une divergence entre les réponses des Japonais et celles de l'ensemble des personnes interrogées à propos du droit de manifester : seulement 51 % des Japonais pensent que pouvoir manifester est important pour le bon fonctionnement de la démocratie, contre 82 % pour l'ensemble des répondants. L'attachement à cette liberté demeure très faible alors que les Japonais estiment important de pouvoir voter pour les candidats de leur choix (94 %) et d'avoir le droit d'exprimer son avis (96 %).

Les Japonais se déclarent favorables (78 %) à un système politique où les citoyens, et non un gouvernement, décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays, et défavorables (84 %) à un système politique mené par un homme fort qui n'a pas à se préoccuper d'un Parlement ni des élections. De plus, seulement 70 % des Japonais ont répondu qu'avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose, contre 82 % pour les citoyens de l'ensemble des démocraties étudiées. Ces résultats sont susceptibles de remettre en question le régime parlementaire japonais.

Les hommes et les femmes sont égaux et doivent avoir les mêmes droits

Total des réponses : « pas du tout d'accord » et « plutôt pas d'accord »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Autre particularité de la société japonaise : le regard sur l'égalité hommes-femmes. Le Japon est le seul pays de notre enquête où moins de la moitié des citoyens (44 %) ont répondu « tout à fait d'accord » à l'affirmation « les hommes et les femmes sont égaux et doivent avoir les mêmes droits », soit 24 points en dessous de la moyenne des 42 démocraties (68 %). Ce chiffre est le même chez les femmes (46 %) mais plus élevé pour les personnes se réclamant de gauche (56 %).

Eriko Oshima

37 % pensent que voter ne sert pas à grand-chose car les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple.

51 % estiment que leur pays sera moins bien demain qu'aujourd'hui.

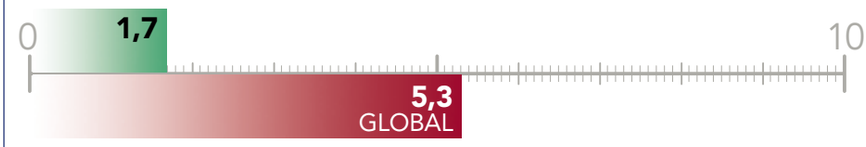
64 % disent ne pas s'intéresser à la politique.

FOCUS

L'attitude de la Chine sur la scène internationale inquiète la quasi-totalité des Japonais (91 %), soit un niveau d'inquiétude très supérieur à celui enregistré dans les 42 pays du panel (49 %). L'inquiétude suscitée par le pays voisin est manifeste, mais la plupart des Japonais considèrent les États-Unis (86 %) et non pas la Chine (9 %) comme le pays le plus influent dans le monde.

LETTONIE (LV)

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

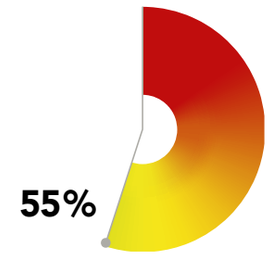


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

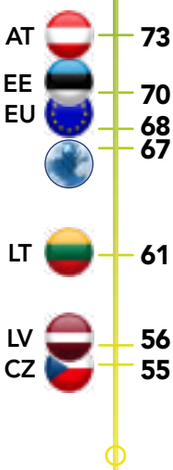
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

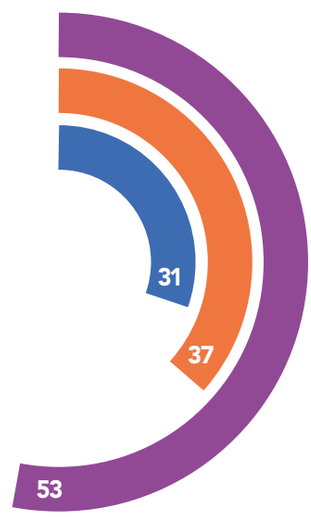
La démocratie fonctionne bien dans mon pays



«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



Voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple



- Ouvriers et employés non qualifiés
- Professions intermédiaires et employés qualifiés
- Cadres dirigeants et professions intellectuelles

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise Total des réponses : « très bonne » et « assez bonne »	Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus
Avoir à sa tête **un homme fort** qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections	45	43	**35**
Que ce soit **des experts** et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	**72**	74	62
Que **l'armée** dirige le pays	**24**	18	9
Avoir un système politique démocratique avec **un Parlement élu** qui contrôle le gouvernement	77	85	**92**
Que ce soit **les citoyens et non un gouvernement** qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	**65**	62	48

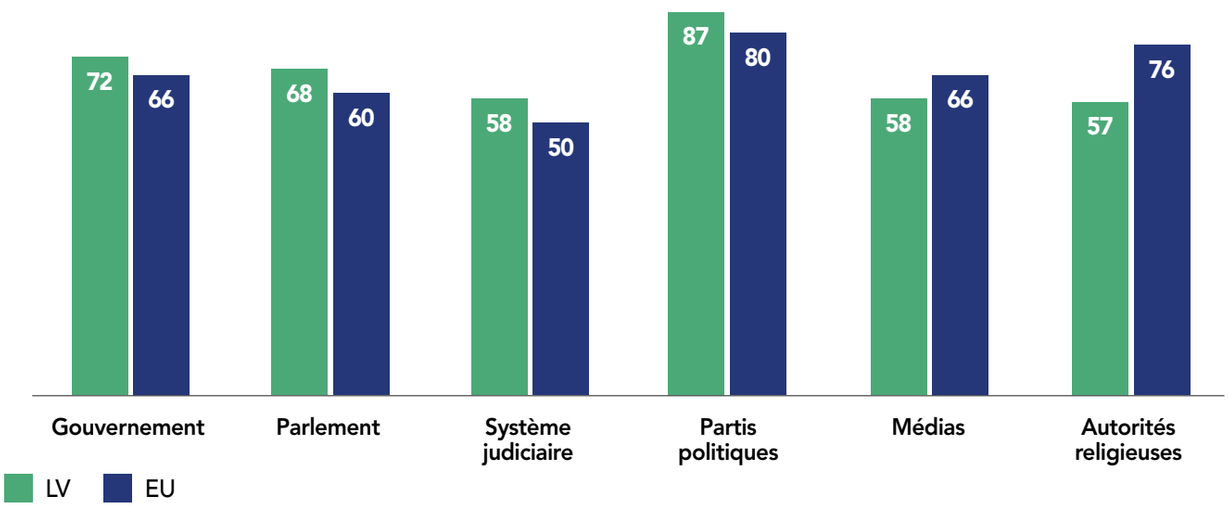
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

En Lettonie, la plupart des questions que notre enquête aborde obtiennent des résultats avoisinant les 50 % : 51 % considèrent que l'appartenance à l'Union européenne est une bonne chose, 55 % que la démocratie fonctionne bien dans le pays, 58 % que voter est utile et 53 % que la mondialisation est une opportunité. Concernant la question du niveau de vie, l'opinion semble partagée en trois groupes distincts : un tiers affirme que le niveau de vie s'est amélioré (34 %), près de la moitié qu'il est resté stable (44 %) et un cinquième qu'il s'est dégradé (22 %).

La moitié des personnes interrogées (49 %) pensent qu'il est de leur devoir d'accueillir les réfugiés fuyant la guerre et la misère, mais les trois quarts des Lettons répondent que leur pays ne peut pas accueillir plus de réfugiés car ils ne partagent pas les mêmes valeurs (73 %), car ils augmenteraient le risque terroriste (74 %) et la délinquance (74 %) ou nuiraient à l'économie (68 %). La tolérance des Lettons vis-à-vis d'une orientation sexuelle (60 %) ou d'une opinion politique (64 %) différente de la leur est plus faible que leur tolérance vis-à-vis des différences d'origine (77 %) ou de religion (73 %). Les répondants sont en majorité pour le droit à l'avortement (70 %) mais sont aussi, de manière plus surprenante, largement en faveur de la peine de mort (56 %).

Défiance envers les institutions

Total des réponses : « pas du tout confiance » et « plutôt pas confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La liberté de manifester (81 %), la possibilité de participer à la prise de décision (96 %), la liberté d'expression (97 %) et la liberté de vote (95 %) recueillent un soutien massif. Pourtant, dans le même temps, les personnes interrogées indiquent préférer l'ordre à la liberté (64 %).

Les Lettons ont, dans l'ensemble, une vision positive de l'Union européenne. Tandis que les États-Unis sont perçus comme le pays le plus influent (66 %), l'Union européenne affiche l'attitude la plus « rassurante » sur la scène internationale (39 %). En outre, plus d'un tiers (37 %) des Lettons estiment que l'Union européenne renforce leur démocratie ; ils soutiennent fermement l'idée d'une armée européenne commune (59 %) et pensent que la question de l'immigration devrait être traitée au niveau européen (63 %). La Commission européenne et le Parlement européen (respectivement 55 % et 56 %) jouissent d'une plus grande confiance que le Parlement et le gouvernement letton (respectivement 32 % et 28 %). Plus globalement, il est particulièrement inquiétant de constater à quel point le degré de confiance dans la classe et les institutions politiques lettones est faible.

Lolita Cigane

51 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

58 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

61 % estiment que leur style de vie n'est pas menacé.

FOCUS

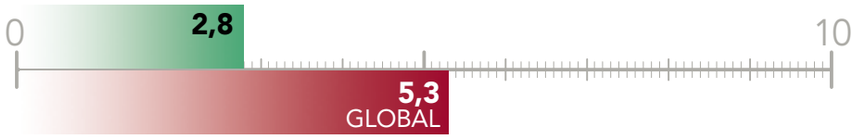
Une part importante de la population (41 %) soutient l'idée d'« un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » à la tête de l'État et la possibilité d'être dirigés par des « experts » est envisagée par près des trois quarts (70 %) de la population. Néanmoins, la proposition d'un système reposant sur un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est celle qui obtient le pourcentage le plus élevé (85 %).

LITUANIE (LT)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

DE 76
EE 70
EU 68
67
LT 61
LV 56
SK 52

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

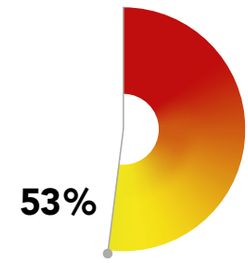


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

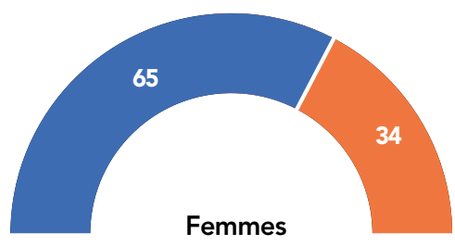
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

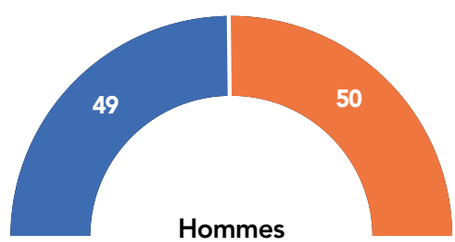
La démocratie fonctionne bien dans mon pays



En matière de politique économique, diriez-vous que...



Femmes
[1 % de non-réponses]



Hommes
[1 % de non-réponses]

- Il faut renforcer le rôle de l'État dans l'économie et limiter la liberté des entreprises
- Il faut limiter le rôle de l'État dans l'économie et renforcer la liberté des entreprises

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

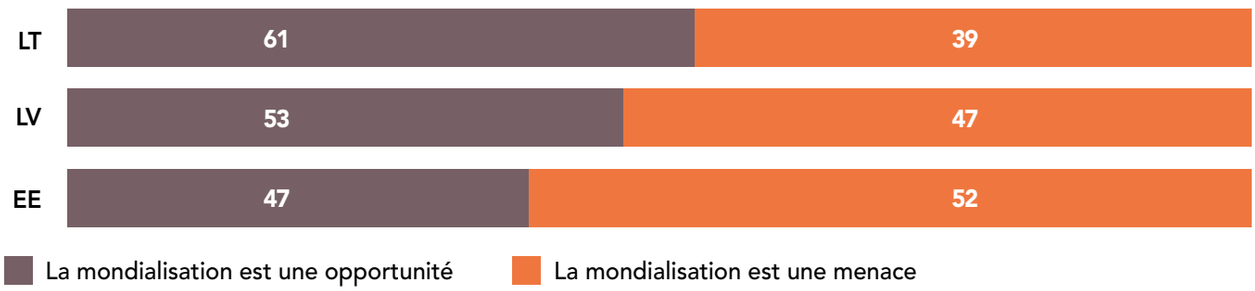
Pour chacune des puissances suivantes, dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre Réponse : « inquiète »	LT	EU	GLOBAL
Russie	**74**	**61**	65
États-Unis	**33**	**63**	56
Chine	**31**	40	**49**
Union européenne	**10**	**25**	23

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Jadis chef de file de la démocratisation de l'Europe de l'Est postsoviétique, la Lituanie semble désormais approuver l'idée d'avoir un dirigeant autoritaire à la tête du pays. Une large partie des Lituaniens (70 %) affirment en effet qu'être dirigés par « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » est une bonne chose. C'est le pourcentage le plus élevé au sein des 42 démocraties de cette enquête, devant la Bosnie-Herzégovine (67 %) et l'Ukraine (64 %) qui la talonnent.

En Lituanie, le deuxième enseignement fondamental de notre enquête concerne l'éternelle question du choix de la liberté (au détriment de l'ordre) ou de l'ordre (au détriment de la liberté). Ici encore, près des trois quarts des Lituaniens (72 %) privilégient l'ordre à la liberté. À cet égard, la Lituanie se rapproche de la Roumanie (71 %) et du Brésil (73 %), la Bulgarie étant en tête de file des pays les plus anti-liberté (81 %). Entre les générations, des divergences sont observables : 48 % des jeunes de moins de 35 ans privilégient la liberté à l'ordre tandis qu'une large majorité (85 %) des 60 ans et plus sont plus favorables à l'ordre qu'à la liberté. Les Lituaniens apparaissent également comme un peuple fort pessimiste : ils sont plus nombreux (31 %) à penser que le pays sera moins bien demain qu'il ne l'est aujourd'hui que l'inverse (28 %).

Laquelle des deux propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez ?



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Le crédit accordé aux institutions politiques du pays est dans la lignée des chiffres précédents : deux tiers (64 %) des Lituaniens déclarent ne pas faire confiance au gouvernement, près des trois quarts (71 %) expriment leur méfiance vis-à-vis du Parlement, plus de la moitié (54 %) à l'égard du système judiciaire et une grande majorité (89 %) n'ont pas non plus confiance dans les partis politiques. Par contre celle-ci s'avère bien plus élevée concernant les institutions européennes puisque 64 % des citoyens accordent leur confiance au Parlement européen et à la Commission européenne.

Les Lituaniens restent attachés aux droits fondamentaux, notamment au droit de manifester (88 %), à la participation à la prise de décision (95 %), à la possibilité de voter pour le candidat de son choix (95 %) et au droit de dire ce que l'on pense (96 %). En outre, une grande majorité (90 %) des Lituaniens pensent qu'avoir un « système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement » est une bonne chose. Cet équilibre fragile sur lequel repose le système politique actuel pourrait facilement évoluer vers une régression démocratique tel l'« orbanisme » en Hongrie.

Les Lituaniens sont des atlantistes convaincus : 71 % soutiennent l'appartenance à l'OTAN (derrière l'Estonie, à 75 %, et l'Albanie, à 86 %). Ils sont plus nombreux à penser que la position des États-Unis sur la scène internationale est plus rassurante (42 %) qu'inquiétante (33 %), chiffre supérieur à celui des Pays baltes voisins et de la Pologne, eux aussi atlantistes.

Mantas Adomėnas

61 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

45 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

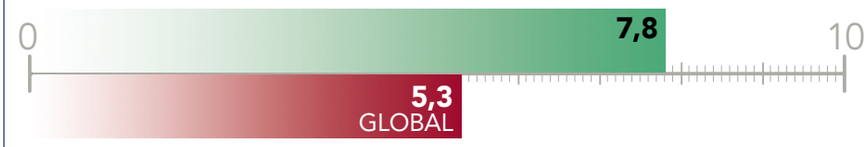
68 % aimeraient que l'Union européenne crée une armée commune.

FOCUS

Les Lituaniens sont particulièrement favorables à Internet et aux réseaux sociaux, comparé à la moyenne de l'Union européenne. Une forte majorité de Lituaniens les considèrent comme une bonne chose car « ils permettent à chacun de s'exprimer plus librement » (88 % contre 70 % pour l'UE), « ils offrent la possibilité de s'informer soi-même » (95 % contre 83 %) et « ils permettent de rencontrer de nouvelles personnes » (90 % contre 75 %).

LUXEMBOURG (LU)

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

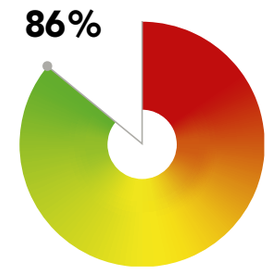


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

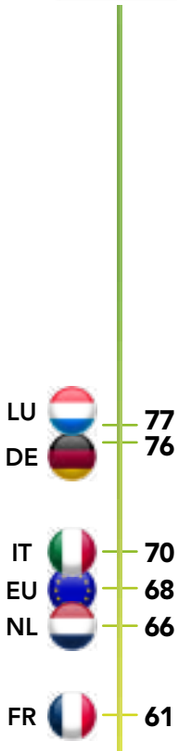
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

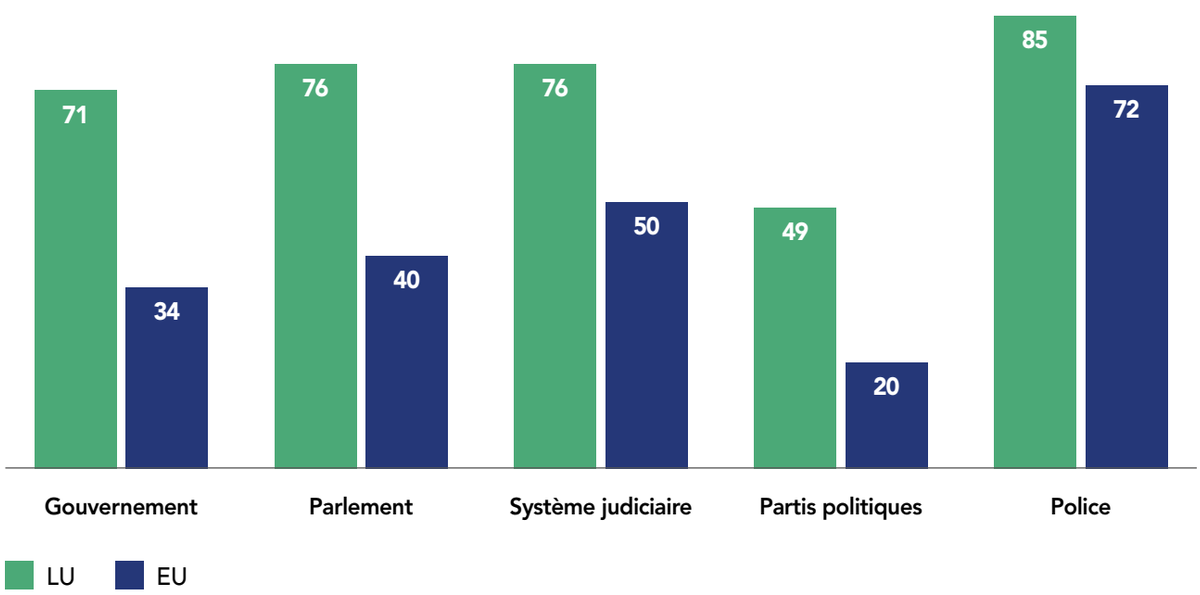


«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



De manière générale, diriez-vous que :	Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus
Luxembourg			
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible	67	76	**92**
D'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie	**33**	24	8
Union européenne			
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible	62	66	**75**
D'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie	**38**	34	25

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

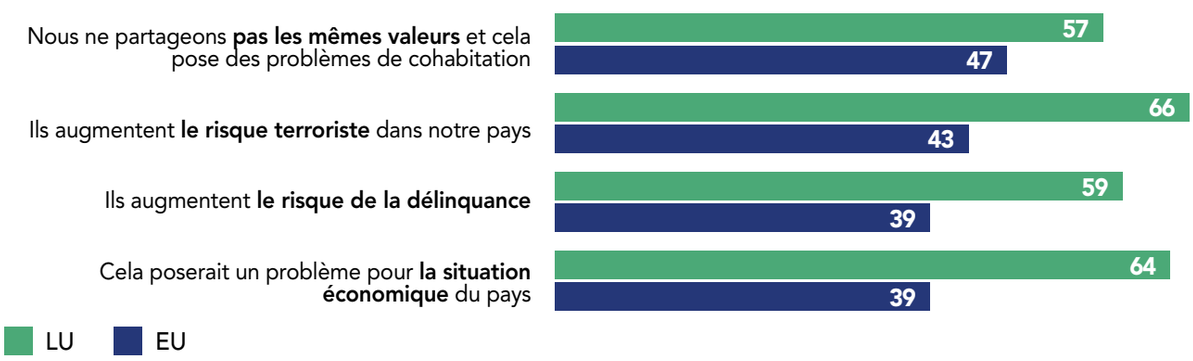
Parmi les citoyens des six pays fondateurs de l'Union européenne, les Luxembourgeois sont les plus satisfaits d'en faire partie : en effet, les trois quarts (77 %) des personnes interrogées estiment que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose, devant les Allemands (52 %), les Hollandais (48 %), les Belges (45 %), les Français (42 %) et les Italiens (36 %). C'est également 28 points de plus que la moyenne européenne (49 %). Cet attachement à l'Union européenne se reflète dans la confiance que les Luxembourgeois portent aux institutions européennes. Une large majorité (65 %) répond faire confiance au Parlement européen (contre 45 % en moyenne dans l'Union européenne) et à la Commission européenne (64 % contre 43 %).

La confiance que les Luxembourgeois placent dans leurs institutions nationales est tout aussi marquée, que ce soit à l'égard de leur gouvernement (71 % contre 34 % au niveau de l'Union européenne), de leur Parlement national (76 % contre 40 %) ou encore de leur système judiciaire (76 % contre 50 %). *A contrario*, une majorité de Luxembourgeois (56 %) expriment leur défiance à l'égard des médias, ce qui reste bien inférieur à la moyenne européenne (66 %). Ces données d'opinion caractérisent un pays particulièrement attaché au système représentatif. Ainsi, la moitié des Luxembourgeois interrogés (49 %) sont opposés à l'idée « que ce soit les citoyens et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays ». En moyenne, dans l'Union européenne, l'opposition à la démocratie directe concerne un tiers (36 %) des Européens.

L'opinion luxembourgeoise se distingue encore vis-à-vis de l'immigration, une majorité (55 %) répondant ne pas s'en inquiéter, à l'inverse de l'opinion européenne qui s'en inquiète largement (69 %). Cette singularité se manifeste également lorsque l'on aborde la question des réfugiés. La majorité des Luxembourgeois (83 %) considèrent qu'il est de leur devoir d'accueillir « des réfugiés qui fuient la guerre et la misère » et refusent l'idée de ne pas le faire pour des raisons économiques, de menace terroriste, de différence de valeurs ou de risque de délinquance. Le taux d'étrangers vivant dans le Grand-Duché qui s'élevait à 47,9 % au 1er janvier 2018 (dont 85 % sont originaires d'un pays européen) peut en partie expliquer le regard plutôt positif que les Luxembourgeois portent sur l'immigration.

Nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés car...

Total des réponses : « pas du tout d'accord » et « plutôt pas d'accord »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Les préférences sur le plan économique peuvent surprendre. En effet, tandis que le pays est considéré comme un pôle économique et financier exceptionnellement dynamique, il n'en demeure pas moins que 59 % des Luxembourgeois se disent en faveur d'un renforcement du rôle de l'État et d'une limitation de la liberté des entreprises (contre 48 % pour l'ensemble de l'Union européenne et 41 % pour la moyenne des 42 démocraties étudiées). Notons enfin que les trois quarts des Luxembourgeois (77 %) disent faire confiance aux petites et moyennes entreprises, soit plus du double de la confiance qu'ils accordent aux grandes entreprises (32 %).

Victor Delage

77 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

84 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

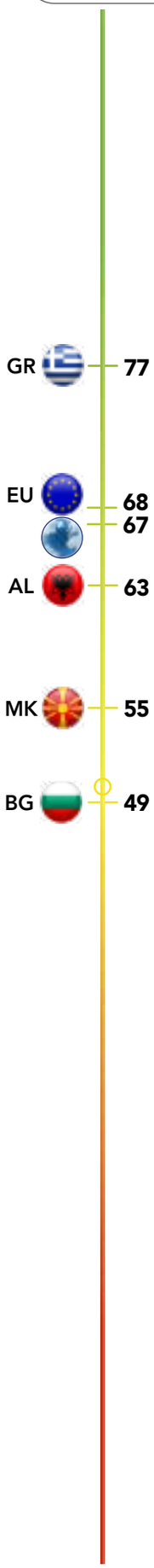
54 % estiment que le nombre de démocraties dans le monde est en régression.

FOCUS

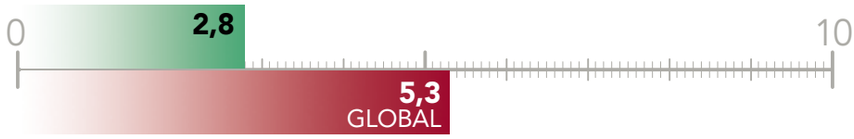
L'entreprise américaine Amazon, dont le siège social européen est établi au Luxembourg, est le géant du Web qui inspire le plus confiance aux Luxembourgeois (68 % lui font confiance contre 61 % pour Microsoft, 56 % pour Apple, 55 % pour Google et 22 % pour Facebook).

MACÉDOINE DU NORD (MK)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE



Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

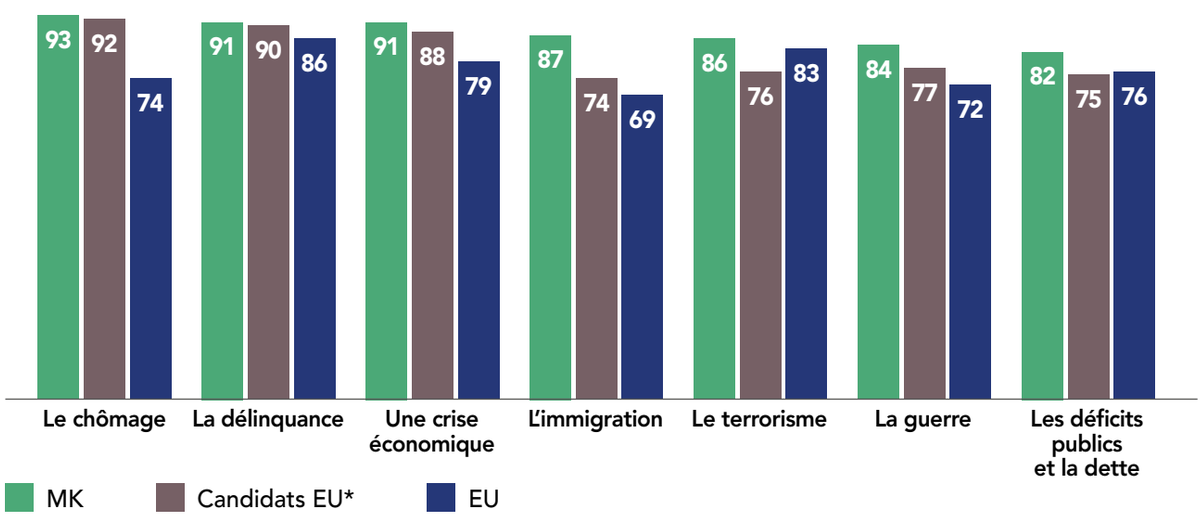
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

37%

À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes inquiet ou pas

Total des réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

	Chrétiens	Musulmans
S'agissant de votre pays, comment pensez-vous qu'il sera demain ?		
Mieux qu'aujourd'hui	32	**61**
Aussi bien qu'aujourd'hui	30	26
Moins bien qu'aujourd'hui	**38**	13
De manière générale, pensez-vous que le fait pour votre pays de faire partie de l'Union européenne serait...		
Une bonne chose	50	**77**
Ni une bonne chose, ni une mauvaise chose	**34**	12
Une mauvaise chose	16	11

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

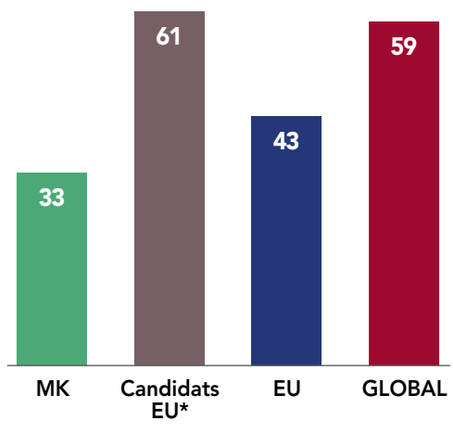
* Sont regroupés sous ce terme les pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord et Serbie.

L'histoire récente de la Macédoine du Nord est empreinte de turbulences. Le pays s'est retrouvé sans gouvernement après les élections législatives de décembre 2016 et la crise a culminé avec l'irruption au Parlement, en avril 2017, d'un groupe de manifestants qui ont violenté des membres de l'Union sociale-démocrate de Macédoine (SDSM) et de l'Union démocratique pour l'intégration (UDI) qui cherchaient à former un nouveau gouvernement. Après la mise en place d'un gouvernement dirigé par le SDSM en mai 2017, le pays a retrouvé une stabilité politique, et une série de réformes législatives a été votée.

D'après l'opinion des personnes interrogées dans notre enquête, le niveau de vie ne semble pas s'être amélioré. Selon la plupart d'entre elles (53 %), il est même resté stable au cours de ces dernières années, alors que 22 % pensent qu'il s'est amélioré et 25 % qu'il s'est dégradé.

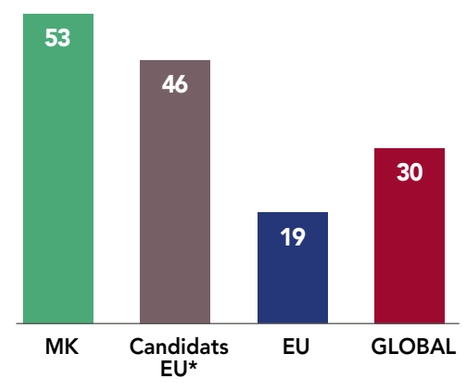
Soutien à la peine de mort

Total des réponses :
« tout à fait favorable » et « plutôt favorable »



Opposition au droit à l'avortement

Total des réponses :
« tout à fait opposé » et « plutôt opposé »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Malgré la perception d'une stagnation du niveau de vie, une part importante (42 %) de la population estime que le pays ira mieux dans l'avenir. Ce chiffre est bien supérieur à la moyenne des démocraties ayant participé à l'enquête (20 %) et à la moyenne des pays candidats à l'Union européenne (32 %).

Les résultats concernant les questions relatives à la démocratie sont très contrastés. Les Macédoniens ont davantage confiance dans les institutions démocratiques comme le gouvernement (44 %) et le Parlement (42 %) que les citoyens des autres pays candidats à l'Union européenne (respectivement 29 % et 27 %). La confiance dans les partis politiques est bien supérieure à la moyenne des pays candidats à l'Union européenne (31 % contre 15 %), mais 46 % affirment que « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple ». La contradiction ne s'arrête pas là : tandis que les Macédoniens sont plus nombreux que les citoyens des pays candidats à l'UE à préférer la liberté à l'ordre (44 % contre 35 %), ils sont aussi plus nombreux à être favorables à ce que l'armée (35 % contre 25 %) ou à ce « qu'un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » (61 % contre 52 %) dirige le pays.

Graham Scott

60 % pensent qu'adhérer à l'Union européenne serait une bonne chose.

37 % estiment que la démocratie fonctionne bien dans le pays.

18 % affirment que les organisations criminelles sont celles qui détiennent le plus de pouvoir dans le pays.

FOCUS

Les Macédoniens ont une vision positive de l'Union européenne sur la scène internationale car son attitude est perçue comme rassurante par la plupart des personnes interrogées (39 %), comparé à la Chine (25 %), à la Russie (28 %) et aux États-Unis (31 %). Ce chiffre est également supérieur à la moyenne des personnes interrogées dans le cadre de cette enquête (32 %) et à la moyenne des pays candidats à l'UE (38 %). En outre, six Macédoniens sur dix (64 %) aimeraient que l'Union européenne dispose d'une armée commune.

* Sont regroupés sous ce terme les pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord et Serbie.

MALTE (MT)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

MT 87
GR 77
CY 72
EU 68
67

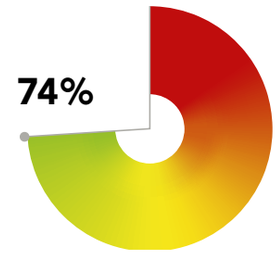
INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

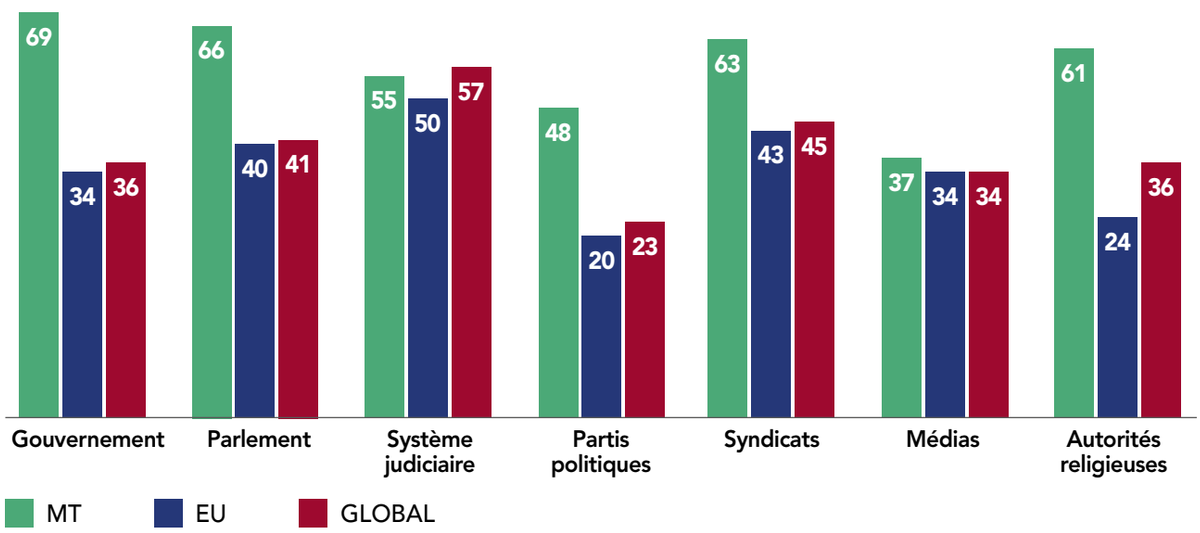
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes inquiet ou pas Total des réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »	MT	EU	GLOBAL
La pollution	95	89	85
La délinquance	93	86	85
Le terrorisme	89	83	80
L'immigration	**87**	**69**	61
L'extrémisme politique	87	82	83
Les inégalités sociales	81	86	80
La guerre	80	72	71
La perte du pouvoir d'achat	76	76	73
Le système de protection sociale	**69**	**87**	87
Une crise économique	**65**	**79**	79
L'islam	64	68	60
Les déficits publics et la dette	**59**	**76**	79
Le chômage	**48**	**74**	71

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Depuis 1964, date à laquelle Malte a obtenu son indépendance des Britanniques, cette île méditerranéenne a connu une croissance économique soutenue qui se vérifie toujours plus de cinquante ans après. Quelque 53 % des Maltais considèrent que leur niveau de vie s'est amélioré au cours de ces dernières années contre seulement 28 % dans l'ensemble des 42 pays de l'enquête. Il faut noter que ce bastion chrétien (90 % de la population) est le seul État membre de l'Union européenne interdisant l'avortement.

Les Maltais sont dans l'ensemble très satisfaits du système démocratique dans lequel ils vivent. Ils pensent qu'il fonctionne bien (74 %), que le processus électoral est transparent (76 %) et qu'il est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses (86 %). Plus d'un quart (27 %) ont même indiqué que le peuple était l'un des trois groupes qui détenait le plus de pouvoir dans la société maltaise. Bien qu'une majorité confortable (68 %) préfère l'ordre à la liberté, il est surprenant de noter que les Maltais rejettent massivement l'idée d'avoir à la tête de l'État « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » (81 %). À titre de comparaison, ce sentiment est partagé par 66 % des citoyens européens. Malgré le meurtre, en octobre 2017, d'une journaliste enquêtant sur des faits de corruption, les Maltais ont le sentiment de pouvoir s'exprimer librement (66 %), au même niveau que la moyenne européenne (63 %).

De manière générale, dans la société actuelle, avez-vous le sentiment de pouvoir vous exprimer librement ?

Total des réponses : « pas du tout » et « plutôt pas »

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Dans le plus petit des États membres, l'Union européenne jouit d'une opinion plutôt positive que ce soit sur le plan politique ou le plan économique. En effet, près des deux tiers (61 %) de la population considèrent que l'appartenance du pays à l'Union européenne est une bonne chose, chiffre bien supérieur à la moyenne de l'Union européenne (49 %). Une forte majorité souhaite conserver l'euro comme monnaie nationale (80 %, contre 62 % dans la zone euro) et près de la moitié (47 %) de la population pense que le Royaume-Uni s'en sortira moins bien hors de l'Union européenne. En outre, plus de citoyens que dans tout autre pays européen estiment que l'appartenance à l'Union européenne renforce la démocratie dans le pays (57 %, contre 36 % en moyenne dans l'Union européenne).

La position méridionale de Malte par rapport à l'Europe constituait par le passé un avantage commercial indéniable, mais cette position stratégique place aujourd'hui le pays comme une porte d'entrée pour les réfugiés. Bien que deux tiers (66 %) des personnes interrogées considèrent qu'il est de leur devoir d'accueillir les réfugiés (contre 57 % en France et 62 % en Italie), les chiffres révèlent que l'île est en proie à des difficultés majeures pour gérer le flux croissant de migrants. La délinquance étant la deuxième source d'inquiétude des Maltais (93 %) après la pollution (95 %), une vaste majorité de répondants (78 %) affirme que leur pays ne peut pas accueillir plus de réfugiés car ceux-ci augmentent le risque de la délinquance. La criminalité inquiète plus les Maltais que les citoyens européens d'autres pays ayant un taux de criminalité plus élevé, comme la Suède (78 %), l'Allemagne (80 %) ou la France (84 %).

Maude Paillard-Coyette

61 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

80 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

88 % sont contre le droit à l'avortement.

FOCUS

En dépit des difficultés liées au nombre croissant de réfugiés atteignant quotidiennement le rivage de leur île, les Maltais se révèlent plutôt tolérants. Quelque 74 % affirment être indifférents lorsqu'ils apprennent qu'une personne est musulmane, contrairement à 45 % de Finlandais, à 49 % de Belges et à 54 % de Suisses. De plus, 68 % des Maltais n'ont pas le sentiment que leur style de vie est menacé (contre 46 % dans l'Union européenne), alors qu'en France, 69 % des citoyens pensent le contraire.

NORVÈGE (NO)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

DK 83
SE
NO 80

FI 71

67

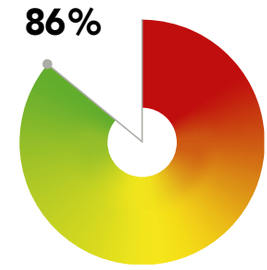
INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

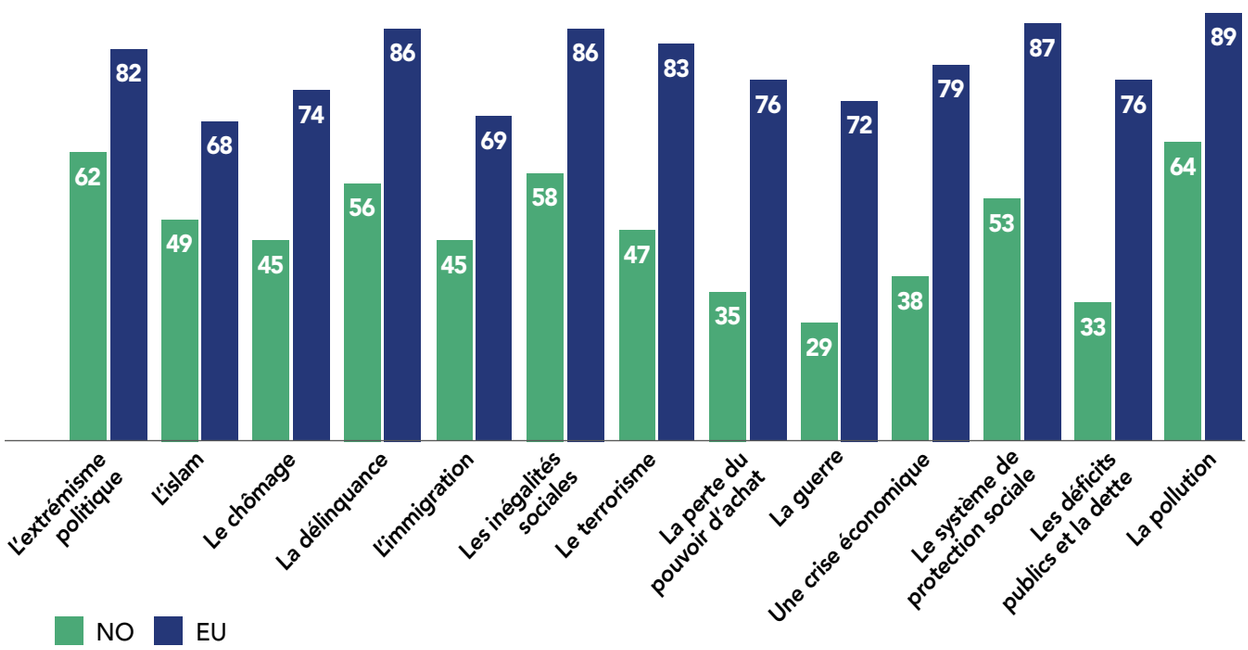
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes inquiet ou pas

Total des réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

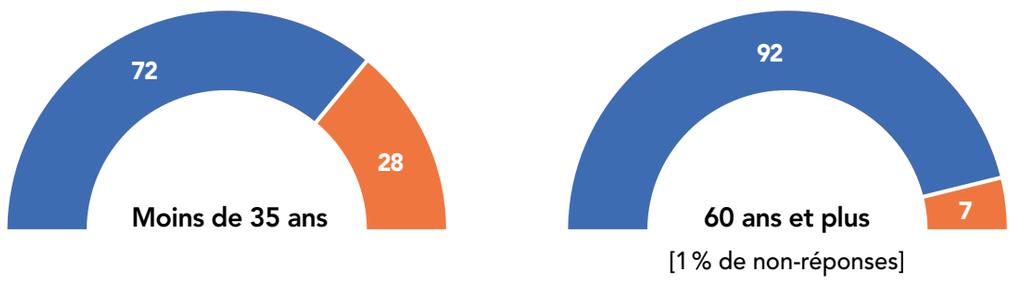
Je vais vous donner une liste de différences, et vous demander si elles vous dérangent Total des réponses : « oui, tout à fait » et « oui, plutôt »	NO	DK	FI	SE
Orientations sexuelles différentes des vôtres	**10**	18	**21**	14
Opinions religieuses différentes des vôtres	**26**	35	31	**40**
Opinions politiques différentes des vôtres	**16**	26	32	**36**
Les gens qui n'ont **pas la même origine ethnique** que vous	**14**	**26**	22	20

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Les Norvégiens sont presque unanimement satisfaits du fonctionnement de leur démocratie (86 %). On ne relève de tels niveaux que chez les Suisses (88 %) et les Luxembourgeois (86 %). Ce résultat se retrouve dans la confiance que les Norvégiens placent envers leurs institutions démocratiques, aussi bien leur Parlement (73 % contre 40 % des répondants au sein de l'Union européenne) que leur gouvernement (63 % contre 34 %). De même, la plupart des Norvégiens (82 %) disent faire confiance à leur système judiciaire. Ce résultat est le plus élevé de tous les pays démocratiques concernés par notre enquête.

Néanmoins, on note que les jeunes semblent moins attachés que leurs aînés aux principes de la démocratie : 28 % des moins de 35 ans et, dans une moindre mesure, 21 % des 35-59 ans estiment que d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie, contre seulement 7 % des 60 ans et plus. Plus d'un tiers des jeunes (34 %) et 22 % des 35-59 ans jugent que ce pourrait être une bonne chose d'être dirigé par « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections », chiffres là encore plus élevés que chez les aînés (16 %).

De manière générale, diriez-vous que :



Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible

D'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Désignés comme les habitants parmi les plus riches de la planète par un rapport de la Banque mondiale en 2018[1], seulement 12 % des Norvégiens considèrent que leur niveau de vie s'est dégradé ces dernières années. Ce chiffre est le plus bas des 42 démocraties de notre enquête. Confortée par une rente pétrolière généreuse, la Norvège est un pays économiquement vertueux, mais cela n'empêche pas une majorité de Norvégiens (53 %) de se dire préoccupés par le financement futur de leur système de protection sociale. On notera que cette préoccupation est largement plus répandue parmi les citoyens de l'Union européenne (87 %).

L'un des sujets de préoccupation le plus répandu concerne l'attitude de la Russie sur la scène internationale. Les trois quarts des Norvégiens interrogés (74 %) expriment leur inquiétude à ce sujet. Inhérente à la position géographique du pays et à son rôle au cœur de l'enjeu stratégique des hydrocarbures, cette inquiétude se traduit par un fort soutien à l'OTAN (68 %), dont le pays est l'un des membres fondateurs. La peur d'une guerre, qu'exprime moins d'un tiers (29 %) des Norvégiens, est bien moins répandue dans ce pays que dans l'ensemble de l'Union européenne (72 %).

Raphaël Grelon

50 % ne font pas confiance aux médias.

74 % sont opposés à la peine de mort.

81 % considèrent que leur style de vie n'est pas menacé.

FOCUS

La crise migratoire qui frappe l'Europe n'épargne pas la Norvège. Bien qu'une large majorité de sa population (71 %) estime qu'il est de son devoir d'accueillir « des réfugiés fuyant la guerre et la misère » dans leur pays, 45 % des Norvégiens se disent inquiets face à l'immigration (contre 55 % des Suédois, 59 % des Finlandais, 64 % des Danois et 69 % des Européens en moyenne). Nombreux sont les Norvégiens qui pensent que cet accueil n'est plus possible car il pose des problèmes de cohabitation dus à des divergences de valeurs (40 %), augmente le risque terroriste (40 %), impacte l'économie (48 %) et favorise la délinquance dans le pays (51 %).

1. Voir Glenn-Marie Lange, Quentin Wodon et Kevin Carey (dir.), *The Changing Wealth of Nations 2018. Building a Sustainable Future*, World Bank, 2018 (https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29001/9781464810466.pdf).

NOUVELLE-ZÉLANDE (NZ)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

JP 80

CA 67 66

AU 61

NZ 51

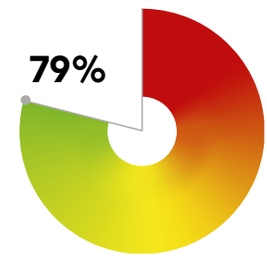
INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

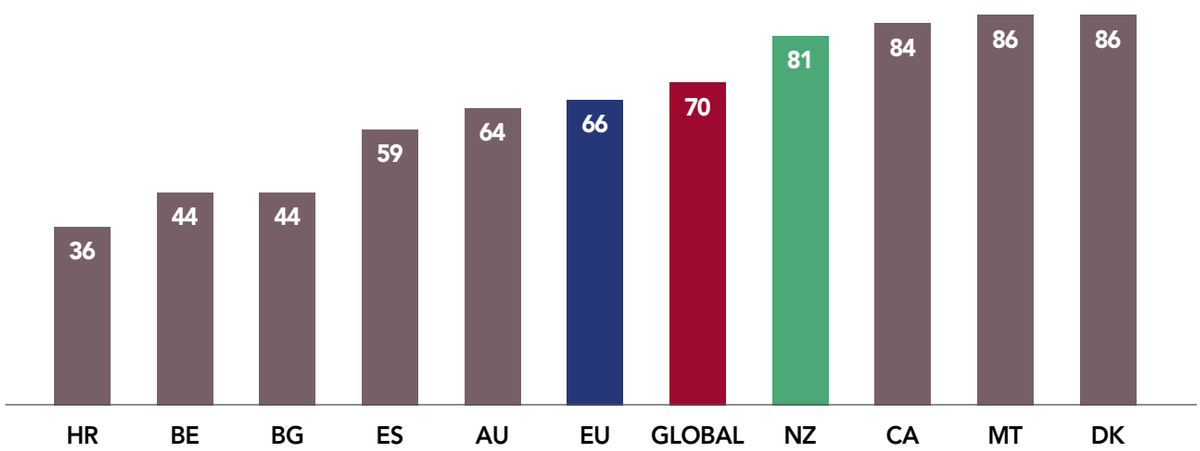
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

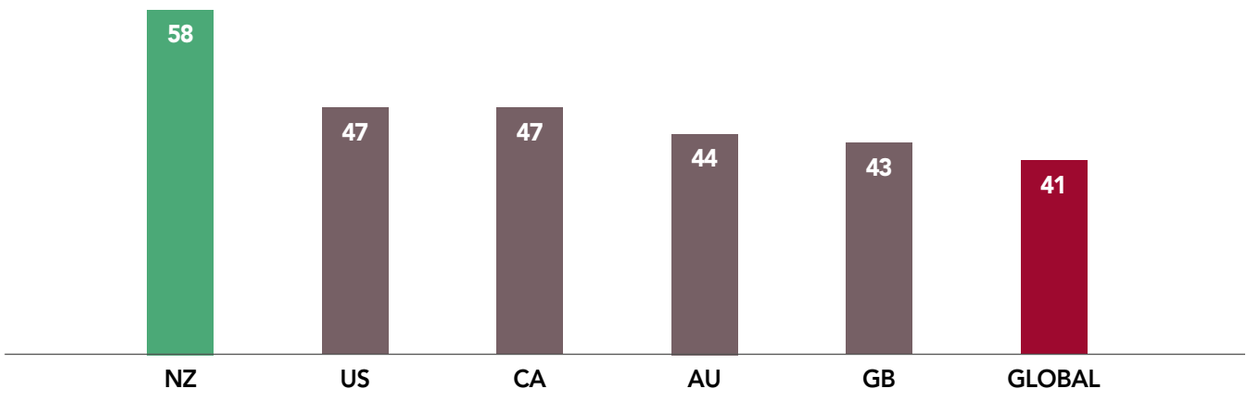
Veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise Total des réponses : « très bonne » et « assez bonne »	Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus
Avoir à sa tête **un homme fort** qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections	**34**	21	**7**
Que ce soit **des experts** et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	**67**	**60**	**27**
Que **l'armée** dirige le pays	**36**	15	**4**
Avoir un système politique démocratique avec **un Parlement élu** qui contrôle le gouvernement	**74**	87	**94**
Que ce soit **les citoyens et non un gouvernement** qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	**72**	61	**59**
Que **seuls les citoyens qui ont un niveau de connaissance suffisant** puissent voter	**48**	**41**	**17**

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Indépendante depuis 1947 et membre du Commonwealth, la Nouvelle-Zélande[1] est une monarchie parlementaire qui dispose d'un des meilleurs indices de démocratie au monde[2]. Et, en effet, une large majorité des citoyens (79 %) estime que la démocratie fonctionne bien dans leur pays. Les Néo-Zélandais (72 %) font confiance à leur gouvernement, soit le double de la moyenne des 42 pays (36 %), et à leur Parlement (70 %), soit 29 points au-dessus de la moyenne des 42 pays (41 %). Témoignage d'une culture parlementariste solidement ancrée, la plupart des Néo-Zélandais (85 %) jugent comme une bonne chose d'avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement.

Confiance dans les grandes entreprises

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Bien que la Nouvelle-Zélande soit connue pour être le premier État autonome au monde à avoir accordé aux femmes le droit de vote, et que le pays soit dirigé depuis le 26 octobre 2017 par Jacinda Ardern (37 ans), la plus jeune femme au monde à accéder au poste de Première ministre, seule une femme sur dix (10 %) déclare être « très intéressée » par la politique (contre 22 % d'hommes).

Sur la question de l'immigration, 58 % des Néo-Zélandais disent ne pas s'en inquiéter, pourcentage plus élevé qu'un pays comme le Canada (53 %), pourtant considéré comme une terre d'accueil, ou que l'Australie (40 %). Ils adhèrent également significativement au principe de l'accueil des réfugiés, puisque 64 % d'entre eux répondent qu'il est de leur devoir d'accueillir des réfugiés qui fuient la guerre et la misère. Contrairement à l'opinion enregistrée dans la plupart des pays étudiés, les Néo-Zélandais rejettent majoritairement les raisons données de ne pas accueillir les réfugiés, qu'il s'agisse des problèmes de valeurs (67 % des Néo-Zélandais n'adhèrent pas à l'opinion « nous ne partageons pas les mêmes valeurs et cela pose des problèmes de cohabitation »), de criminalité (62 % d'entre eux ne retiennent pas l'opinion « ils augmentent le risque de la délinquance »), de concurrence économique (60 % des interviewés récusent l'opinion selon laquelle « cela poserait un problème pour la situation économique du pays ») ou du risque terroriste (59 % de Néo-Zélandais ne pensent pas que les réfugiés « augmentent le risque terroriste »).

Julie Noyer

84 % s'inquiètent de la pollution.

68 % considèrent que la mondialisation est une opportunité.

52 % sont favorables à la peine de mort.

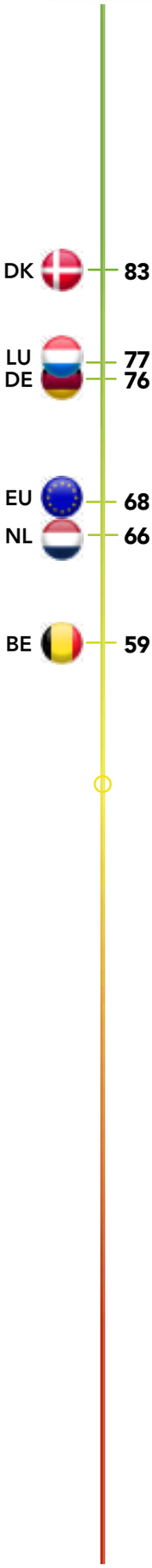
FOCUS

Les Néo-Zélandais sont deux fois plus nombreux (27 %) que la moyenne des 42 pays de l'échantillon (13 %) à identifier la Chine comme le pays le plus influent du monde, devant la Russie, les États-Unis et l'Union européenne. L'attitude de la Chine sur la scène internationale est perçue comme inquiétante pour 47 % des répondants, soit 10 points de moins que l'Australie (57 %) mais quasiment autant que la moyenne des 42 pays (49 %).

1. Le questionnaire de cette étude a été administré en Nouvelle-Zélande avant l'attentat dans les deux mosquées de Christchurch le 15 mars 2019.
2. Voir The Economist Intelligence Unit (The EIU), *Democracy Index 2018: Me Too ? Political participation, protest and democracy*, 2019, p. 23-24 et p. 36.

PAYS-BAS (NL)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



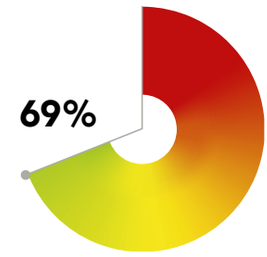
INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

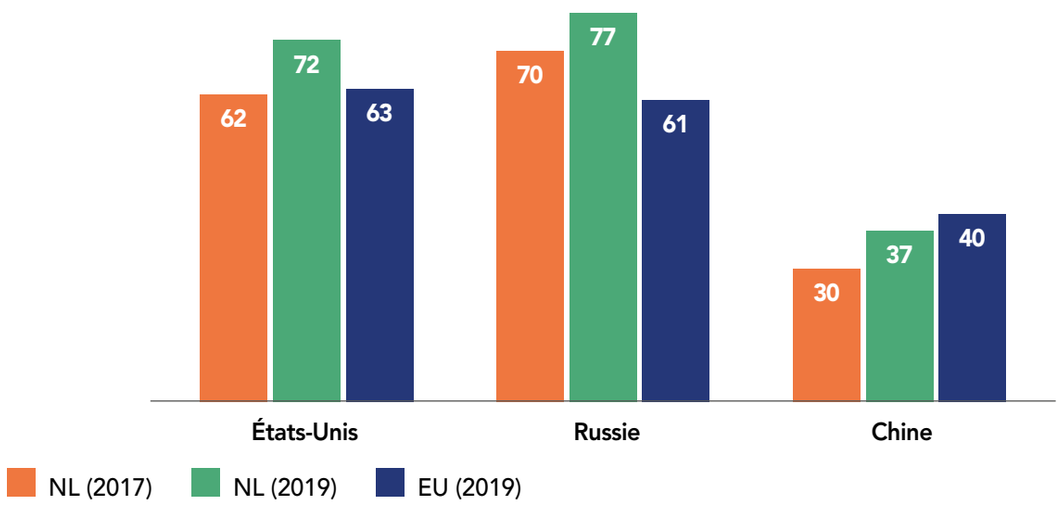
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Pour chacun des pays suivants, dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre

Réponse : « inquiète »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés car… Total des réponses : « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »	Cadres dirigeants et professions intellectuelles	Professions intermédiaires et employés qualifiés	Ouvriers et employés non qualifiés
Nous ne partageons **pas les mêmes valeurs** et cela pose des problèmes de cohabitation	50	62	**72**
Ils augmentent **le risque terroriste** dans notre pays	**47**	56	**72**
Ils augmentent **le risque de la délinquance**	44	57	**72**
Cela poserait un problème pour **la situation économique** du pays	**43**	56	**70**

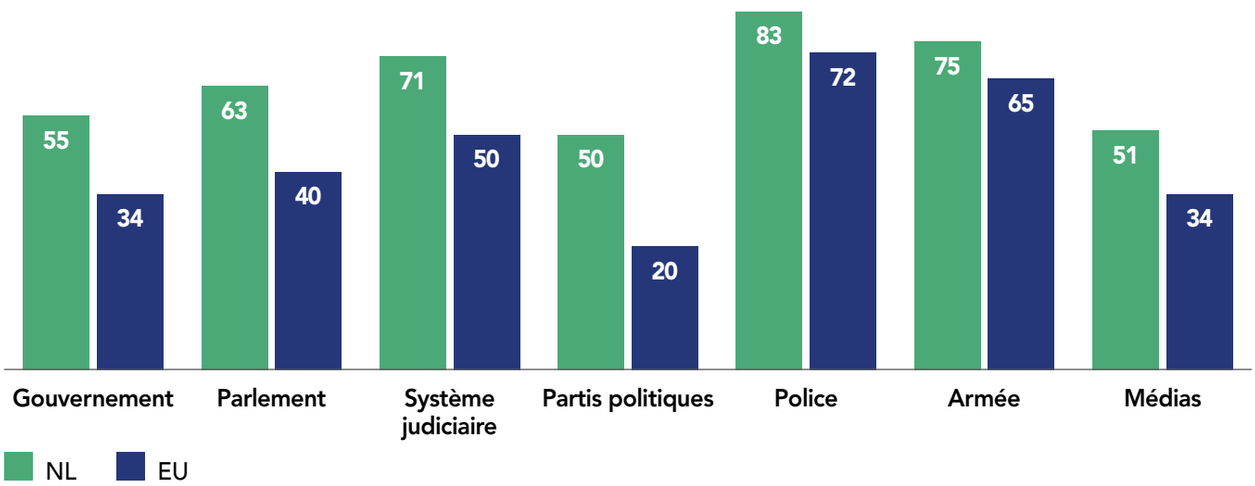
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La prospérité retrouvée des Pays-Bas (plus 2,5 % de croissance et 3,5 % de chômage en 2018) explique que, sur tous les sujets économiques et sociaux, les inquiétudes sont ici inférieures de 20 points, voire davantage, à la moyenne européenne. Toutefois, elles restent encore majoritaires sur bien des enjeux : chômage (54 %), dette et déficit publics (54 %) conjoncture économique (62 %), pouvoir d'achat (67 %), inégalités sociales (79 %) et financement des programmes sociaux (84 %).

Cette ambivalence caractérise davantage encore l'état de la démocratie néerlandaise. D'un côté, le sentiment que « la démocratie fonctionne bien » (69 %) et la confiance affirmée dans toutes les institutions (sauf les autorités religieuses) sont entre 10 et 30 points supérieurs au reste de l'Union européenne (50 % en moyenne pensent que la démocratie fonctionne bien). Même les partis politiques, plongés ailleurs dans une défiance abyssale, ont retrouvé la confiance de la moitié exacte de la population (50 %). Il faut sans doute y voir l'effet du retour à la stabilité politique du pays, sous la direction du libéral Mark Rutte depuis 2010. Malgré les résultats très éclatés des élections de 2017, une coalition quadripartite de centre droit a pu être mise sur pied.

Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Les inquiétudes sociétales n'en restent pas moins fortes. La crainte du terrorisme, en dépit d'une baisse de 7 points, reste très majoritaire (76 %). En 2018, deux touristes américains ont d'ailleurs été attaqués au couteau fin août à la gare d'Amsterdam et un projet d'attentat de grande ampleur a été déjoué en septembre dans le sud du pays. Mais l'inquiétude envers l'islam (67 %) renvoie d'abord à la question des valeurs et du vivre ensemble : l'interdiction de la burqa a ainsi été votée en 2018 par le Parlement néerlandais.

C'est encore une impression partagée qui se dégage quant au rapport du pays à l'Europe et au monde. L'image de l'Union européenne et de ses institutions s'améliore (49 % font confiance au Parlement européen et à la Commission européenne), de même que l'attachement à l'euro (62 %). Mais, rappel du non au référendum de 2005, 34 % des Néerlandais considèrent encore que l'Europe a une influence plutôt négative sur le fonctionnement démocratique de leur pays (contre 30 % qui pensent que l'Union européenne renforce leur démocratie). Signe des temps, l'idée d'une armée européenne, longtemps rejetée, progresse dans l'opinion (51 % de réponses favorables) malgré un attachement toujours très fort mais en baisse à l'OTAN (64 %).

Christophe de Voogd

48 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

62 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

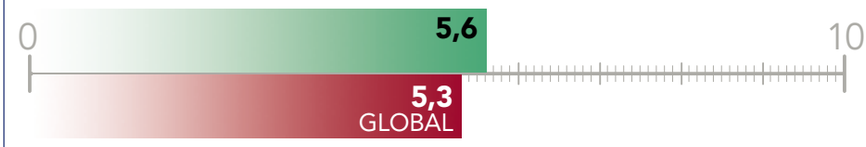
58 % préfèrent plus d'ordre même si cela entraîne moins de liberté.

FOCUS

À propos de l'immigration dans le contexte de la crise des réfugiés, l'ambivalence est manifeste entre une solidarité de principe pour accueillir les réfugiés fuyant la guerre et la pauvreté (77 %), traduisant la forte tradition humanitaire nationale, et un rejet majoritaire des nouveaux arrivants pour des raisons économiques (56 %) et, surtout, 61 % des Néerlandais s'opposent à l'accueil d'un plus grand nombre de réfugiés en raison des problèmes de cohabitation posés par leur présence.

POLOGNE (PL)

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE



Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

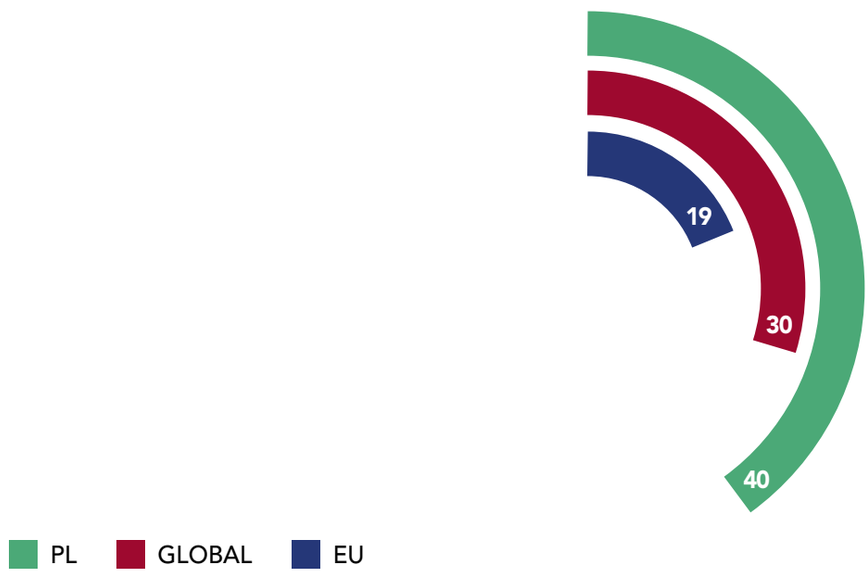
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

Êtes-vous favorable ou opposé au droit à l'avortement ?

Total des réponses : « tout à fait opposé » et « plutôt opposé »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Nous ne pouvons pas accueillir de réfugiés car… Total des réponses : « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »	Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus
Nous ne partageons **pas les mêmes valeurs** et cela pose des problèmes de cohabitation	**67**	57	50
Ils augmentent **le risque terroriste** dans notre pays	**80**	70	62
Ils augmentent **le risque de la délinquance**	**77**	67	62
Cela poserait un problème pour **la situation économique** du pays	**72**	63	53

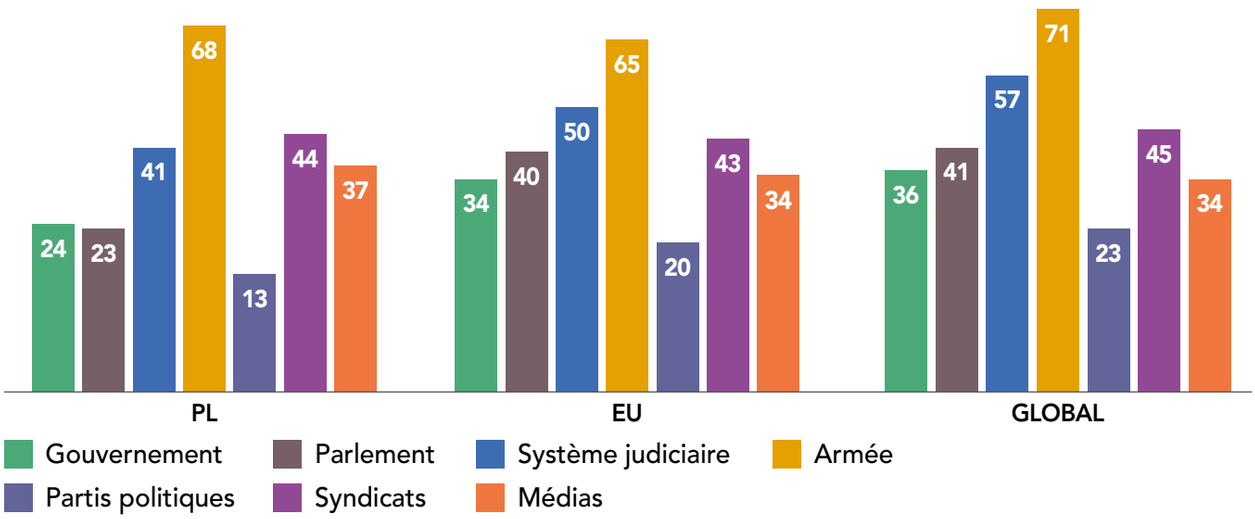
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Depuis sa victoire aux élections de 2015 ayant donné au président du parti Droit et Justice (PiS) de Jarosław Kaczyński une majorité absolue de sièges au Sejm (la chambre basse du Parlement polonais), le gouvernement a été accusé par ses adversaires politiques de malmener le droit au nom d'une certaine idée de la justice et de la démocratie souverainiste. Une procédure relevant de l'article 7 du traité de Lisbonne a été déclenchée à l'encontre de la Pologne. Par cet acte, les instances européennes ont voulu exprimer leur crainte quant à une dérive menaçant l'État de droit et la démocratie. C'est dans ce contexte d'une Pologne extrêmement polarisée à la veille de nouvelles élections qu'il est intéressant de souligner quelques traits saillants qui ressortent de notre enquête.

En dépit des débats sur la régression autoritaire du pays, les Polonais sont attachés au vote comme moyen de faire évoluer les choses (80 %) et à la participation du peuple aux prises de décisions (98 %). De même, seulement 23 % des Polonais estiment comme étant une bonne chose le fait d'avoir, à la tête du pays, « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections » (contre 34 % des Européens en moyenne) et seuls 15 % se prononcent en faveur d'un gouvernement militaire (contre une moyenne globale de 21 %). L'enquête révèle cependant que la majorité des Polonais interrogés (57 %) pensent que la démocratie fonctionne mal ou assez mal dans leur pays. Cette insatisfaction sur le fonctionnement démocratique s'accompagne d'une faible confiance des Polonais envers leurs institutions.

Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

L'un des résultats les plus intéressants de l'enquête est la confirmation du sentiment proeuropéen qui prévaut encore à un moment où un bras de fer est engagé entre Bruxelles et Varsovie. La plupart des Polonais (54 %) font confiance au Parlement européen (contre 45 % en moyenne dans l'Union européenne) et à la Commission européenne (contre 43 % en moyenne). De même, près de la moitié des Polonais interrogés (48 %) pensent que l'Union européenne contribue à renforcer la démocratie. Par ailleurs, les plus âgés (60 ans et plus) sont plus enclins à voir l'appartenance à l'Union européenne comme une bonne chose par rapport aux moins de 35 ans (75 % contre 52 %).

Jacques Rupnik

63 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

78 % sont inquiets au sujet de l'islam.

52 % préfèrent plus de liberté même si cela entraine moins d'ordre.

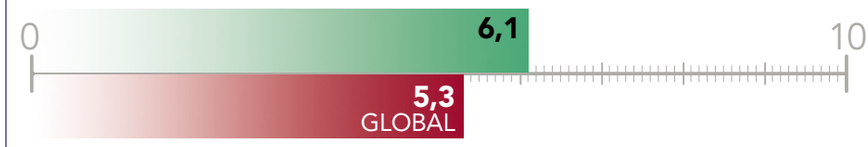
FOCUS

En matière de politique étrangère et de sécurité, les Polonais sont plus inquiets de la position internationale de la Russie par rapport à ses voisins (77 % contre 63 % dans les pays de l'ancien bloc communiste aujourd'hui membres de l'UE*) mais deux fois moins inquiets du rôle des États-Unis que la moyenne des Européens (32 % contre 63 %). De plus, 63 % des Polonais considèrent que l'appartenance à l'OTAN est une bonne chose, avec une différence marquée selon le sexe puisque 72 % des hommes pensent ainsi, contre 55 % des femmes.

* Sont regroupés sous ce terme les pays suivants : Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

PORTUGAL (PT)

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

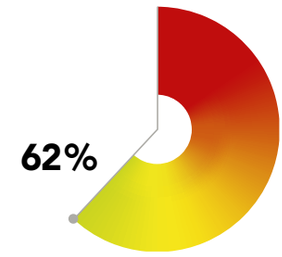


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

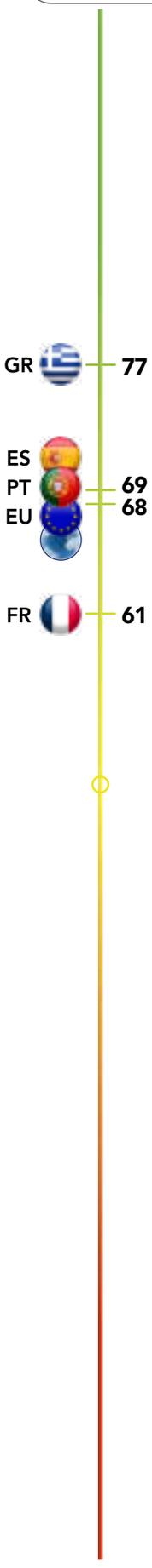
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

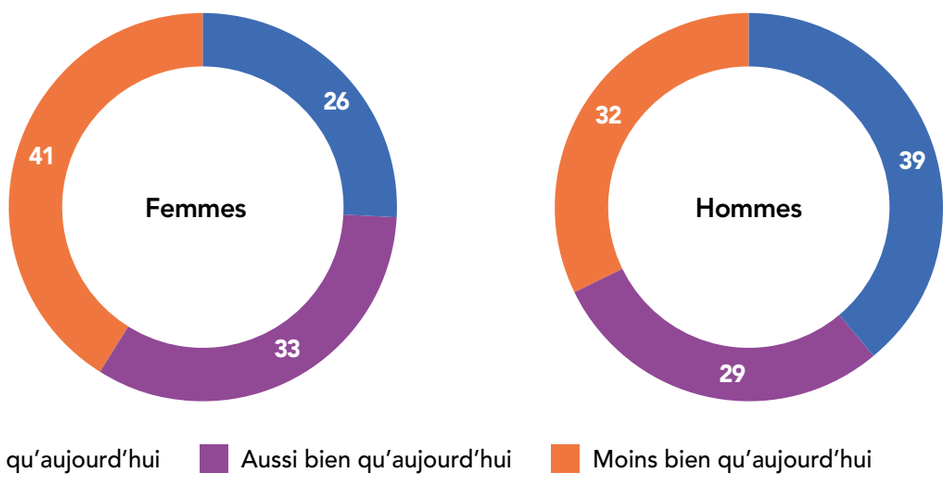
La démocratie fonctionne bien dans mon pays



«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



S'agissant de votre pays, comment pensez-vous qu'il sera demain…



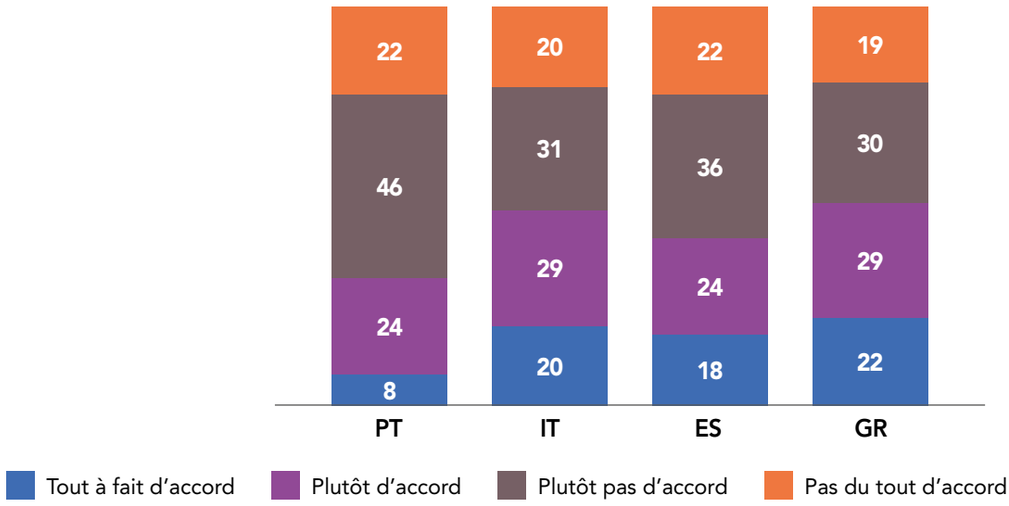
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Adhésion à l'Union européenne et attachement à l'euro	« Beaucoup » et « assez » intéressé par la politique	« Peu » et « pas du tout » intéressé par la politique
Pensez-vous que le fait pour votre pays de faire partie de l'Union européenne est une bonne chose, une mauvaise chose ou ni l'un ni l'autre ? Réponse : « une bonne chose »	**81**	66
Pensez-vous qu'appartenir à l'Union européenne renforce, affaiblit ou n'a pas d'effet sur la démocratie dans votre pays ? Réponse : « renforce plutôt la démocratie dans mon pays »	**57**	49
Notre pays doit conserver l'euro comme monnaie	**79**	65

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Au vu de cette étude, 62 % des Portugais jugent que la démocratie fonctionne bien dans leur pays, soit 12 points de plus que la moyenne des pays de l'Union européenne. Les Portugais apparaissent même comme l'un des peuples de l'Union européenne parmi les plus attachés aux valeurs démocratiques d'ouverture : égalité entre hommes et femmes (97 %), sentiment de liberté d'expression (81 %) et utilité du vote (80 %).

Nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés car nous ne partageons pas les mêmes valeurs et cela pose des problèmes de cohabitation



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Cette étude montre également que trois Portugais sur dix (31 %) ressentent une amélioration de leur niveau de vie, soit un niveau supérieur à celui de leurs voisins espagnols (16 %) ou français (13 %). Au plus bas lors de la crise de la dette de la zone euro en 2011, contraint de recourir à un plan de sauvetage de 78 milliards d'euros, le Portugal connaît aujourd'hui l'une des meilleures croissances de la zone euro (+ 2,7 % en 2017). Le taux de chômage est également retombé sous la barre des 7 % en 2018, loin du pic des 17 % atteint en 2013.

Cependant, un tiers seulement des Portugais déclarent faire confiance à leur gouvernement (33 %) et à leur Parlement (36 %), tandis qu'ils sont nettement plus nombreux à déclarer faire confiance au Parlement européen (50 %) et à la Commission européenne (51 %). Les Portugais sont parmi les plus favorables à l'intégration européenne. Une large majorité estime ainsi que l'appartenance à l'Union européenne est une bonne chose (72 %) ; une majorité, moins massive, estime que l'appartenance renforce la démocratie portugaise (52 %). L'attachement à l'euro est très fort (70 %), encore plus si on le compare à d'autres États ayant aussi bénéficié d'un plan d'aide européen lors de la crise, tels que l'Italie (54 %) ou la Grèce (50 %).

Le pays a encore beaucoup à faire pour panser les cicatrices laissées par la crise. La résurgence d'une crise économique (91 %) ou encore les questions propres au déficit et à la dette du pays (84 %) sont au centre des préoccupations des Portugais. Ceux-ci se montrent également plus inquiets que le reste des Européens concernant les inégalités sociales (91 % contre 86 %), la diminution de leur pouvoir d'achat (88 % contre 76 %) et le chômage (88 % contre 74 %). Enfin, la situation des retraités reste préoccupante, puisque 35 % estiment que leur niveau de vie s'est dégradé (contre 29 % en Espagne et en Italie).

Raphaël Grelon

72 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

70 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

78 % considèrent que la mondialisation est une opportunité.

FOCUS

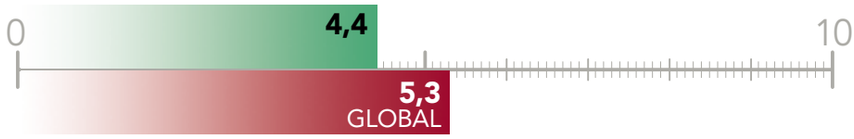
L'optimisme affiché par les Portugais est bien supérieur à la moyenne des autres habitants de l'Union européenne : plus des deux tiers des Portugais (68 %) considèrent que leur style de vie ou la manière dont ils vivent dans leur pays ne sont pas menacés (moyenne Union européenne à 46 %) et presque un tiers (32 %) pensent que leur pays ira mieux dans le futur (moyenne Union européenne à 15 %).

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (CZ)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

DE 76
AT 73
PL
EU 68
67
CZ 55
SK 52

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

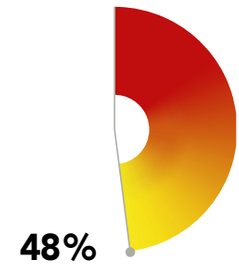


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Pensez-vous qu'appartenir à l'Union européenne...

- Renforce plutôt la démocratie dans votre pays
- N'a pas d'effet sur la démocratie dans votre pays
- Affaiblit plutôt la démocratie dans votre pays

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

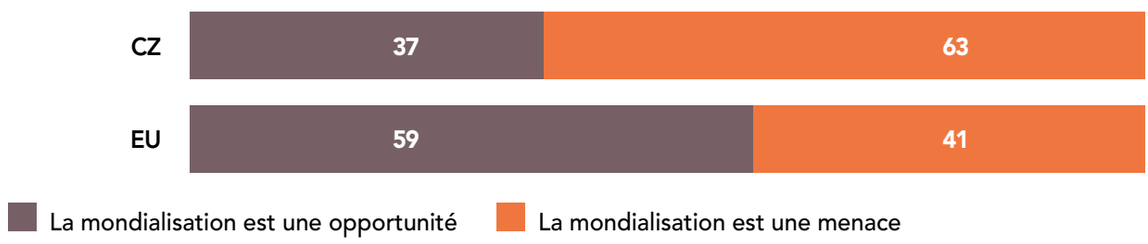
Est-ce que vous vous intéressez à la politique ? Total des réponses : « beaucoup » et « assez »	Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus	Hommes	Femmes
République tchèque	**38**	**45**	**61**	**61**	**35**
Allemagne	53	61	**79**	76	55
Autriche	50	66	75	**78**	52
Pologne	60	67	76	**78**	**57**
Slovaquie	**38**	**41**	61	57	34

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Au regard de notre enquête, la République tchèque semble pratiquer une démocratie de la méfiance, voire de la défiance : à peine plus d'un tiers (36 %) des Tchèques font confiance au gouvernement, 30 % au Parlement et un quart (25 %) seulement aux médias. Les partis politiques n'inspirent confiance qu'à 19 % des personnes interrogées, mais ce n'est pas une spécialité tchèque puisque ce pourcentage s'élève à 23 % dans l'ensemble des 42 pays étudiés.

En revanche, les Tchèques font confiance à des institutions comme l'armée (73 %) et la police (72 %), sans pour autant souhaiter qu'elles investissent la scène politique (87 % des citoyens interrogés considèrent qu'un gouvernement par les forces armées serait une mauvaise idée). Par ailleurs, six répondants sur dix (60 %) sont prêts à privilégier l'ordre sur la liberté, ce qui correspond à la moyenne dans l'Union européenne (60 %). Un gouvernement par « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » est rejeté par une majorité, mais dans une moindre mesure que la moyenne européenne (54 % contre 66 %).

Laquelle des deux propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez ?



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Le mode de conduite des affaires publiques plébiscité dans cette étude est le gouvernement par des experts (86 %). Ce n'est pas une nouveauté puisque les deux gouvernements qui, au cours du dernier quart de siècle, ont été les plus favorablement reçus par l'opinion publique tchèque étaient des gouvernements « apolitiques » d'experts. De plus, l'un des attraits auprès d'une partie de l'électorat de l'actuel Premier ministre tchèque Andrej Babiš tient à son image d'entrepreneur efficace, inclassable sur l'éventail politique et qui aime fustiger le Parlement comme une chambre de « bavardage ».

L'étude témoigne cependant d'un attachement certain envers la démocratie représentative. Le vote est largement perçu comme un processus utile car capable de produire du changement (65 %) et comme transparent (78 % contre 63 % pour la moyenne européenne). De plus, une majorité (76 %) estime que la prise de décisions doit incomber aux citoyens plutôt qu'au gouvernement. Le parti tchèque d'extrême droite Svoboda a přímá demokracie (« Liberté et démocratie directe ») de Tomio Okamura préconise d'ailleurs le référendum – à commencer par celui sur l'appartenance à l'Union européenne – comme mode de gouvernement.

La question de l'immigration est perçue comme devant être traitée au niveau national (63 %). S'agissant des réfugiés, il est intéressant de noter que seuls 22 % des Tchèques considèrent qu'il est de leur devoir d'accueillir des réfugiés fuyant la guerre et la misère dans leur pays, soit 40 points de moins que la moyenne européenne (62 %).

Jacques Rupnik

34 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

52 % estiment que la démocratie fonctionne mal dans leur pays.

86 % sont inquiets au sujet de l'islam.

FOCUS

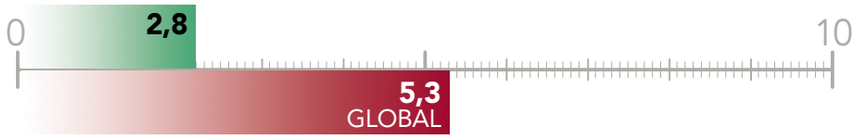
Dans un pays qui se porte plutôt bien économiquement, les Tchèques sont en proportion moins nombreux que la moyenne européenne à estimer que leur niveau de vie se dégrade (18 % contre 29 %) et à exprimer une inquiétude face au chômage (58 % contre 74 %).

ROUMANIE (RO)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

HU 71
EU 68
UA 67
RO 54
BG 49
RS 46

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

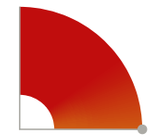


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

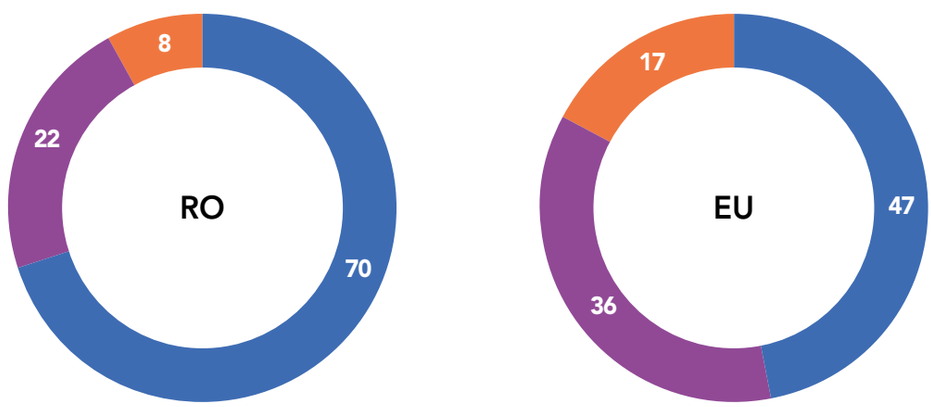
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



25%

De manière générale, pensez-vous que le fait pour votre pays de faire partie d'une alliance militaire avec les États-Unis (OTAN) est...



Une bonne chose — Ni une bonne chose, ni une mauvaise chose — Une mauvaise chose

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Dites si l'attitude de la Russie sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre	Inquiète	Ni l'un, ni l'autre	Rassure
Réponses selon l'âge			
Moins de 35 ans	65	26	9
35-59 ans	64	**31**	5
60 ans et plus	**76**	23	1
Réponses selon l'intérêt pour la politique			
« Beaucoup » et « assez » intéressé	**74**	22	4
« Peu » et « pas du tout » intéressé	61	32	7

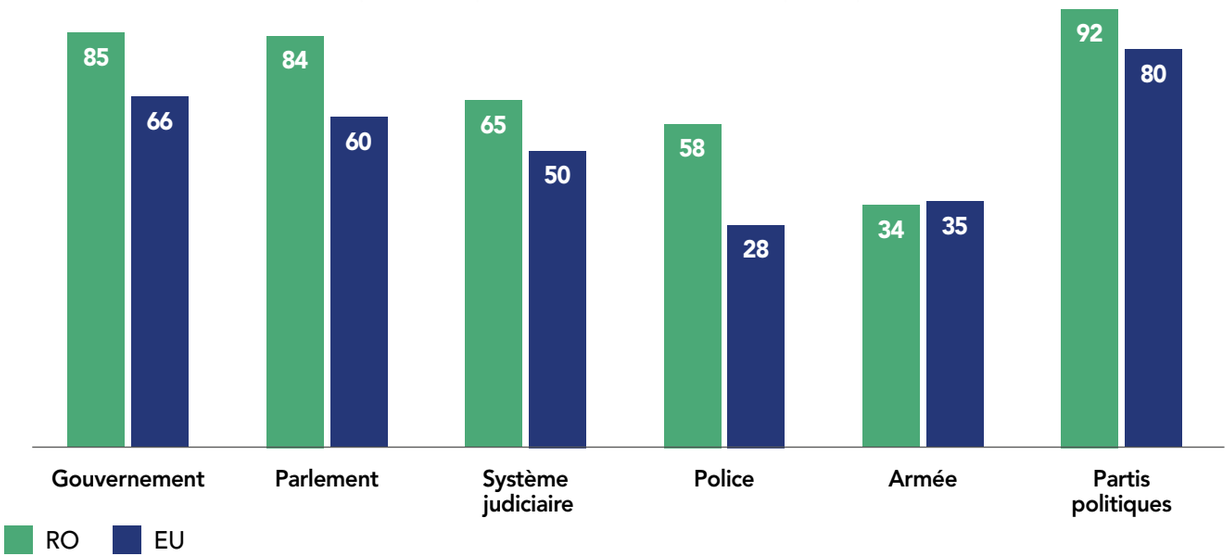
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La Roumanie a récemment connu des manifestations antigouvernementales d'une ampleur inédite depuis la chute du communisme. La principale raison est l'adoption, dans une très grande opacité, d'un décret d'urgence permettant de placer les responsables politiques à l'abri de certaines poursuites. On retrouve dans notre enquête un niveau important de méfiance à l'égard du gouvernement : un quart (25 %) seulement des Roumains pensent que la démocratie fonctionne bien dans le pays, contre 50 % pour l'ensemble des pays de l'Union européenne. En outre, une très large majorité (85 %) des répondants ne font pas confiance au gouvernement.

Le vote est perçu par près de la moitié (45 %) de la population comme étant inutile car « les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple ». Dans le même temps, nombre de Roumains (42 %) sont convaincus que c'est la classe politique, et non les représentants élus (14 %) ou l'élite intellectuelle (2 %), qui détient le plus de pouvoir dans leur pays. Comme l'illustre le graphique ci-dessous, le degré de défiance vis-à-vis des institutions politiques est très élevé.

Défiance envers les institutions

Total des réponses : « pas du tout confiance » et « plutôt pas confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Les Roumains sont ouverts à des modes de gouvernance alternatifs : plus de la moitié (57 %) des citoyens sont favorables à ce que le pays soit dirigé par « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » et 80 % considèrent qu'un gouvernement d'experts est une bonne chose. Les résultats de l'enquête indiquent néanmoins que les Roumains croient toujours dans le rôle d'un Parlement élu pour contrôler le gouvernement (83 %). Si les répondants interrogés préfèrent l'ordre à la liberté (71 %), la plupart (87 %) estiment important de pouvoir « manifester, aller dans la rue, contester ».

L'appartenance à l'Union européenne (58 %) est perçue de manière positive par les Roumains. En outre, près de la moitié (49 %) des répondants considèrent que l'appartenance à l'Union européenne renforce la démocratie dans le pays (contre 36 % dans l'ensemble de l'Union européenne). Une forte majorité (69 %) de Roumains soutiennent la création d'une armée européenne et 70 % trouvent que l'appartenance à l'OTAN est une bonne chose.

Violeta Alexandru

58 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

59 % considèrent qu'il faudrait limiter le rôle de l'État dans l'économie et renforcer la liberté des entreprises.

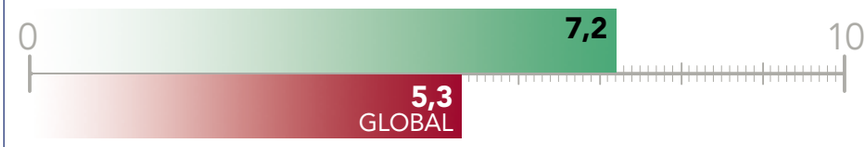
68 % estiment que l'attitude de la Russie sur la scène internationale est inquiétante.

FOCUS

Selon les résultats de notre enquête, les Roumains affichent un fort pessimisme quant à leur avenir. Près des deux tiers (61 %) affirment que la situation de leur pays ne sera pas aussi bonne dans l'avenir qu'aujourd'hui, soit 11 points de plus que la moyenne européenne (50 %).

ROYAUME-UNI (GB)

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

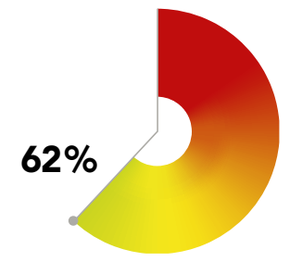


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

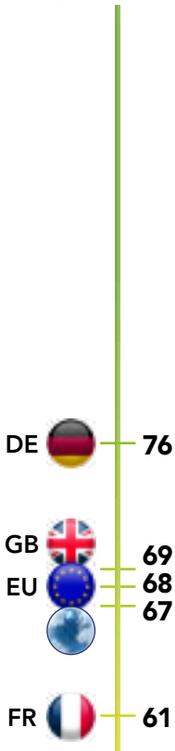
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

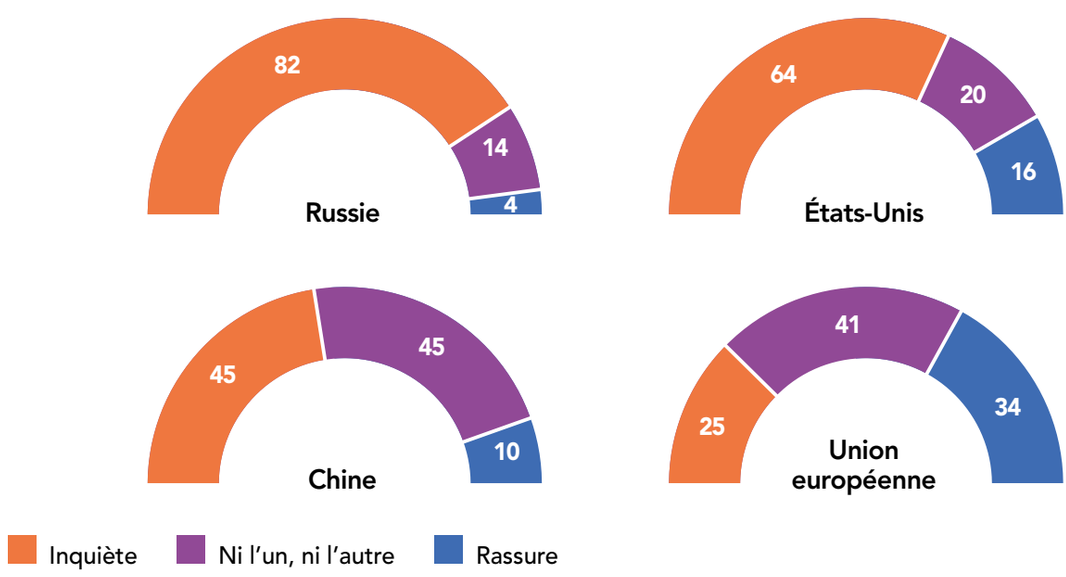
La démocratie fonctionne bien dans mon pays



«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)



Pour chacune des puissances suivantes, dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

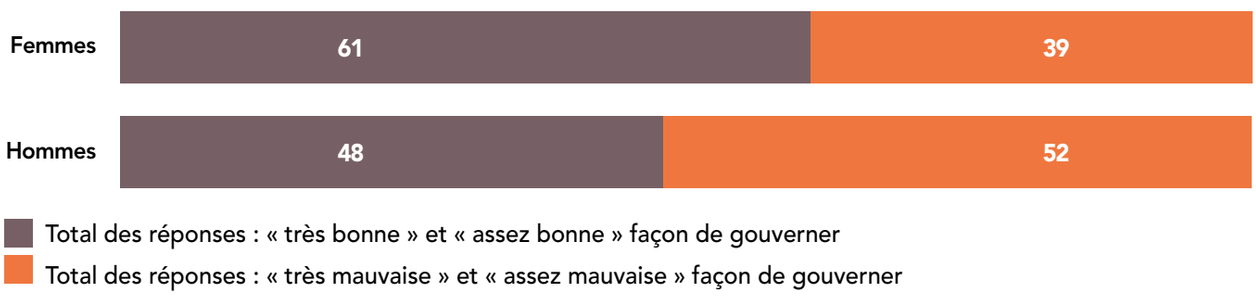
Selon vous, le Royaume-Uni…	GB	EU
S'en sortira mieux hors de l'Union européenne	**37**	22
S'en sortira moins bien hors de l'Union européenne	**45**	49
S'en sortira de la même manière avec ou sans l'Union européenne	18	29

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

En dépit du chaos politique dans lequel est actuellement plongé le pays et des énormes pressions que le vote du Brexit opère sur la fonction publique et la cohésion sociale, le fonctionnement des institutions et de la démocratie en Grande-Bretagne repose sur des bases solides. Une nette majorité (62 %) de citoyens ont le sentiment que la démocratie fonctionne bien dans leur pays. La plupart pensent notamment que le processus électoral est transparent (75 %), pouvoir s'exprimer librement (77 %) et que « c'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses » (78 %). Il existe également un réel consensus national autour de l'importance de protéger d'autres piliers démocratiques, tels que le droit de manifester (80 %) et le droit de voter pour les candidats de son choix (98 %). La confiance du pays dans le système judiciaire est nettement plus élevée que la moyenne de l'Union européenne (76 % contre 50 %).

Cependant, tandis que 72 % des Britanniques repoussent la tentation d'un « homme fort », qui pourrait contourner le Parlement et les élections, le désenchantement qu'ont suscité les dysfonctionnements récents commence à se faire sentir. Par exemple, il est inquiétant de constater qu'une majorité de citoyens affirment être prêts à accepter moins de liberté pour instaurer plus d'ordre (56 %). De plus, moins de la moitié (46 %) des Britanniques expriment leur confiance dans le gouvernement et seul un tiers (35 %) ont confiance dans les médias pugnaces du Royaume-Uni.

Que ce soit des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays, serait une…



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Sur le plan politique, les questions les plus clivantes parmi les citoyens britanniques concernent les structures du pouvoir. Lorsqu'il s'agit d'évaluer quelles sont les catégories qui ont le plus de pouvoir dans leur pays, les partisans de gauche sont deux fois plus nombreux à désigner « les plus riches » (59 % contre 31 %), tandis que les partisans de droite sont deux fois plus susceptibles de répondre « l'élite intellectuelle » (17 % contre 8 %). À titre de comparaison, si seuls 10 % des Britanniques pensent que leur pays se portera mieux demain qu'aujourd'hui, ce chiffre atteint 15 % en moyenne dans l'ensemble de l'Union européenne, contre 20 % en moyenne dans les 42 démocraties ayant fait l'objet de l'enquête.

En raison de son contexte culturel unique, alliant le conservatisme modéré, l'attachement à la liberté individuelle, l'absence de la religion en politique ou encore un État-providence fort, le Royaume-Uni peut parfois souscrire à la psychologie des autres pays anglo-saxons mais aussi se rapprocher des instincts européens. Ainsi, 61 % des Britanniques privilégient un rôle limité de l'État dans l'économie, vision proche de celle des Américains (68 %) mais plus éloignée de la moyenne européenne (52 %). Or, en matière de libéralisme social, les Britanniques sont bien plus en phase avec leurs voisins européens, affichant des niveaux de tolérance élevés pour les personnes dont les origines (83 %), les orientations sexuelles (82 %) et les opinions religieuses (74 %) diffèrent des leurs.

Sophia Gaston

10 % pensent que leur pays sera mieux demain qu'aujourd'hui.

44 % de ceux qui ne s'intéressent pas à la politique estiment que d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie.

68 % des répondants de droite considèrent que le Royaume-Uni ne peut pas accueillir plus de réfugiés car cela poserait un problème pour la situation économique du pays.

FOCUS

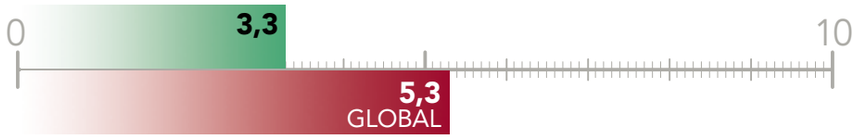
L'enquête révèle la polarisation durable de l'opinion publique concernant le vote du Brexit : 37 % des Britanniques estiment que leur pays s'en sortira mieux hors de l'Union européenne, tandis que 45 % pensent que ce sera pire. Moins d'un cinquième de la population estime que quitter l'Union européenne ne changera rien (18 %).

SERBIE (RS)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

EU 68
67
RO 54
BA 50
BG 49
RS 46
HR 43

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

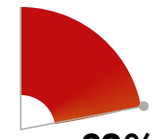


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

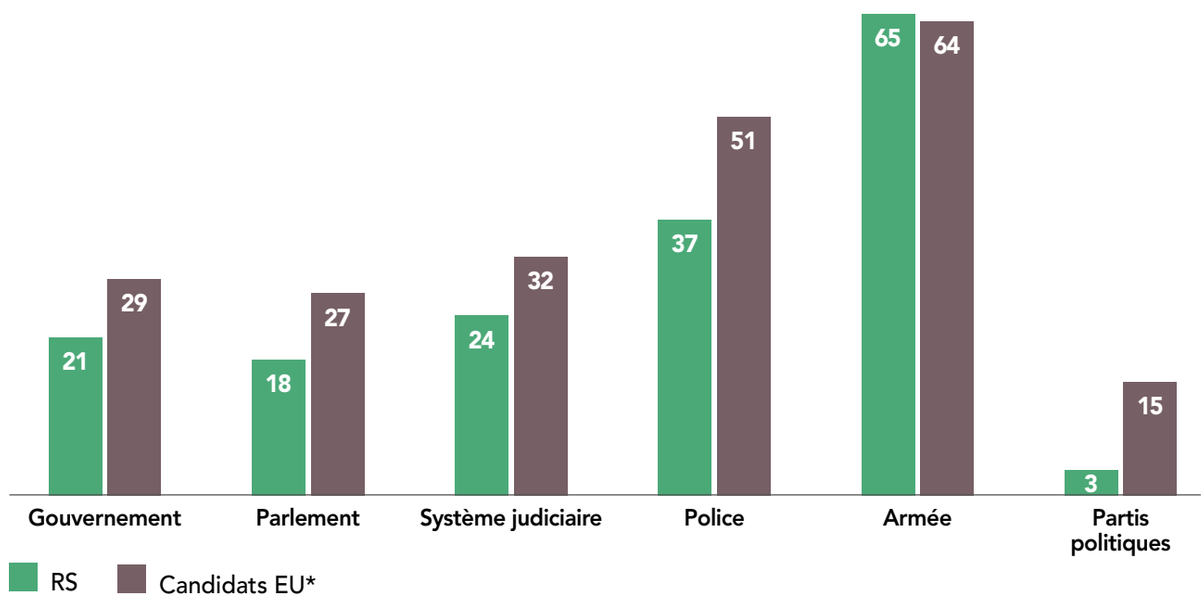
La démocratie fonctionne bien dans mon pays



23%

Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Dites si l'attitude de la Russie sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre	RS	Candidats EU*	EU
Inquiète	12	26	**61**
Ni l'un ni l'autre	32	31	29
Rassure	**56**	43	10

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

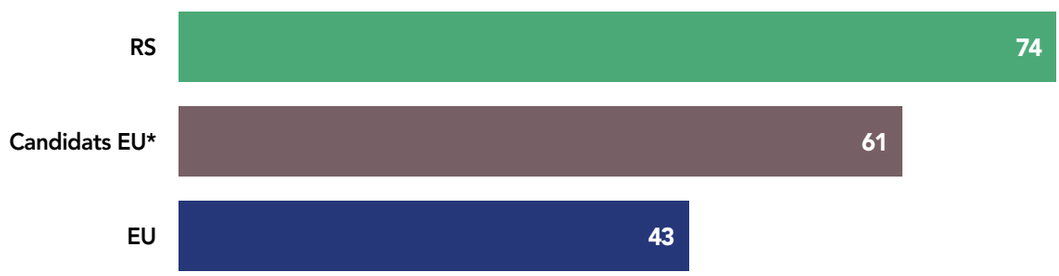
* Sont regroupés sous ce terme les pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord et Serbie.

Les Serbes semblent relativement attachés aux idéaux démocratiques. Ils considèrent, en grande majorité, la possibilité de manifester et de contester (86 %), de participer à la prise de décision (96 %), de voter (97 %) et le droit à la liberté d'expression (98 %) comme essentiels à la démocratie. Ils sont tout à fait favorables à un système parlementaire (89 %) par rapport à d'autres options, comme avoir à leur tête « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » (60 % sont contre, comparé à 48 % en moyenne dans les États candidats à l'Union européenne) ou vivre sous un régime militaire (81 % contre 75 %).

Cependant, les Serbes accordent peu de confiance à leur système démocratique, puisque plus des trois quarts (77 %) d'entre eux affirment que la démocratie fonctionne mal dans leur pays. La plupart (57 %) ne considèrent pas le processus électoral de leur pays comme étant transparent, plus de la moitié affirment que « voter est inutile, les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple » (54 %) et le même pourcentage estime que « d'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie » (54 %).

Êtes-vous favorable ou opposé à la peine de mort ?

Total des réponses : « tout à fait favorable » et « plutôt favorable »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Pourquoi les Serbes ont-ils si peu confiance dans la démocratie ? Soit parce que le système démocratique en vigueur n'a pas apporté de résultats concrets à la population, soit parce que les électeurs attendent des orientations ou des choix politiques spécifiques dont les responsables politiques ne tiennent pas compte. Or, selon notre étude, plus de la moitié (51 %) des Serbes ont le sentiment que leur niveau de vie s'est dégradé au cours des dernières années, près des deux tiers (61 %) estiment que leur style de vie est menacé et 52 % pensent que leur pays sera à l'avenir « moins bien qu'aujourd'hui ».

Par ailleurs, 45 % des Serbes pensent que faire partie de l'Union européenne ne serait ni une bonne chose, ni une mauvaise chose, et 22 % y sont opposés. À la question de savoir qui détient le plus de pouvoir dans leur pays, ils répondent en grande majorité les hommes et femmes politiques (46 %), puis les organisations criminelles (15 %), les plus riches (14 %) et les représentants élus (9 %). Dans cette liste, seuls les représentants élus sont démocratiquement responsables. Seulement 1 % des personnes interrogées affirme que « le peuple » détient le pouvoir. Les résultats de l'enquête suggèrent que si les Serbes sont *a priori* favorables à la démocratie, ils rejettent l'idée d'un gouvernement démocratique en raison des échecs de la gouvernance et de la représentation.

Paul Prososki

33 % pensent qu'adhérer à l'Union européenne serait une bonne chose.

70 % ne souhaitent pas que l'Union européenne se dote d'une armée commune à tous les États membres, en complément de celle de chaque pays.

69 % disent ne pas s'intéresser à la politique.

FOCUS

Les Serbes affirment globalement leur esprit de tolérance. Une très large majorité pense que les hommes et les femmes sont égaux (87 %), bien que ce chiffre soit de 6 points inférieur à l'ensemble des 42 démocraties étudiées (93 %). De plus, neuf personnes sur dix (93 %) disent ne pas être gênées par des personnes d'origines différentes (contre 84 % pour l'ensemble du monde démocratique), et 90 % ne pas se préoccuper des opinions religieuses différentes des leurs (90 %), soit 12 points au-dessus de la moyenne générale (78 %). Ce sont les « orientations sexuelles différentes » qui les dérangent le plus (67 %). Par comparaison, en moyenne pour les 42 démocraties interrogées, 77 % des répondants déclarent ne pas être dérangés par les personnes ayant des « orientations sexuelles différentes »

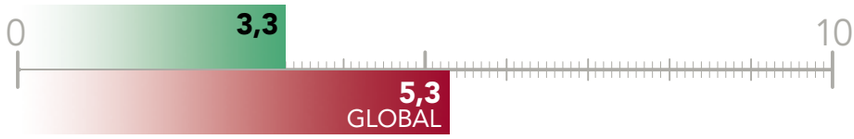
* Sont regroupés sous ce terme les pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord et Serbie.

SLOVAQUIE (SK)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

HU 71
EU 68
UA 67
CZ 55
SK 52

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE



Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

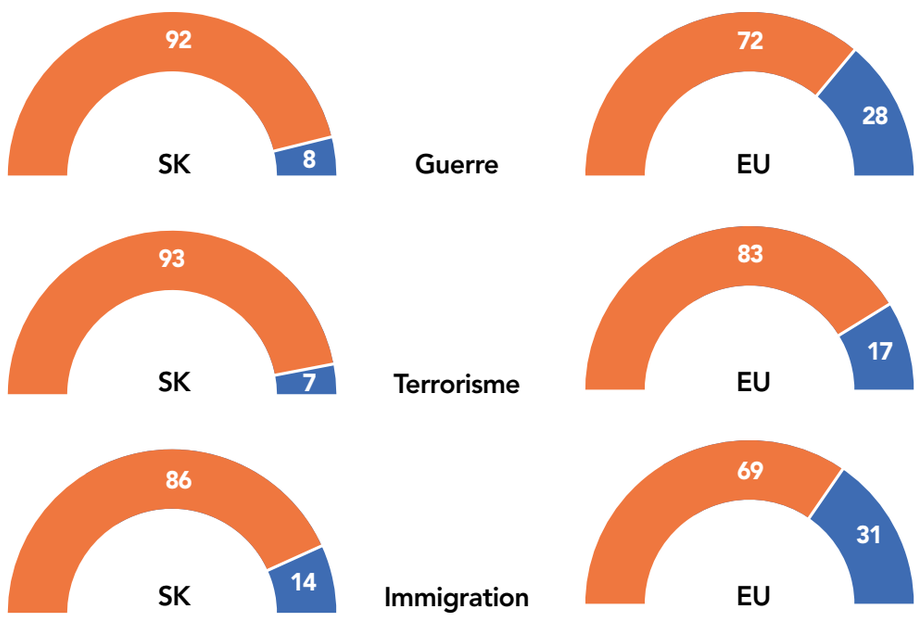
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

32%

À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes inquiet ou pas



Total des réponses : « très inquiet » et « plutôt inquiet »
Total des réponses : « pas du tout inquiet » et « plutôt pas inquiet »

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

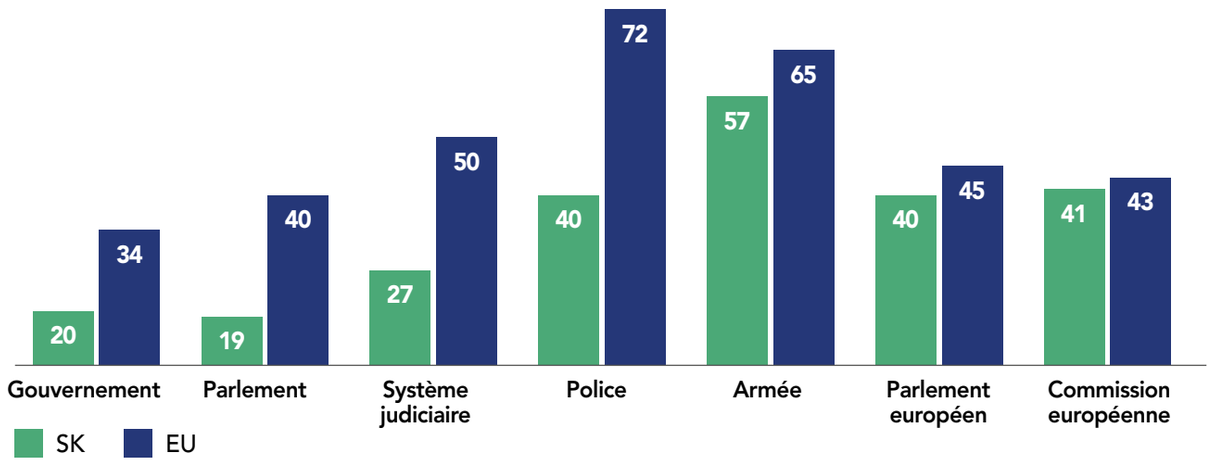
Par rapport à l'euro, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?	Hommes	Femmes
Vous souhaitez que votre pays **conserve l'euro comme monnaie**	**70**	54
Vous souhaitez que votre pays **revienne à sa monnaie nationale mais vous pensez que cela n'est pas possible**	21	**36**
Vous souhaitez que votre pays **revienne à sa monnaie nationale et vous pensez que cela est possible**	9	**10**

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Pour appréhender les résultats de notre enquête relatifs à la Slovaquie, il est important de comprendre le contexte. Au cours de l'année 2018, le pays a connu une crise politique majeure suite à l'assassinat d'un journaliste d'investigation, Ján Kuciak, qui enquêtait avec trop de zèle sur le détournement de fonds européens par les responsables d'une Région avec, semble-t-il, l'implication de la mafia italienne[1]. Des manifestations pacifiques dans la capitale Bratislava ont contraint à la démission le ministre de l'Intérieur puis le Premier ministre et leader populiste du parti SMER Robert Fico. La police et la justice jugées inefficaces ou corrompues figuraient parmi les cibles des critiques des manifestants, d'où la défiance qu'elles suscitent.

Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La Slovaquie partage avec les autres pays d'Europe centrale nombre de traits concernant la crise de confiance dans certaines institutions de la démocratie représentative ou la réticence envers l'accueil de migrants. En effet, plus de deux tiers (68 %) des Slovaques pensent que la démocratie fonctionne mal, donnée qui trouve son corollaire dans la très faible confiance accordée à des institutions essentielles à ce régime politique. Les Slovaques sont ouverts à des modes de gouvernance alternatifs : la moitié ne serait pas hostile au pouvoir d'un « homme fort » (51 %) et 86 % pensent qu'un gouvernement d'experts serait la bonne solution au mauvais fonctionnement de la démocratie.

C'est sur les questions liées aux réfugiés que l'on trouve de fortes singularités, 64 % des Slovaques récusant le « devoir d'accueillir » des réfugiés, soit une proportion inverse à la moyenne relevée au sein de l'Union européenne (38 %). Dans le prolongement de cette question, ils sont 80 % à penser que le problème d'une éventuelle cohabitation avec les nouveaux arrivés est lié au fait qu'ils « ne partagent pas les mêmes valeurs », contre 53 % pour la moyenne de l'Union européenne. De même, le pluralisme sociétal et la tolérance s'arrêtent dès qu'il s'agit de l'islam. Cette religion suscite l'inquiétude de 84 % des personnes interrogées, soit 16 points au-dessus de la moyenne de l'Union européenne, déjà très élevée (68 %).

Dans leur perception de la scène internationale, les Slovaques se distinguent clairement de leurs voisins du groupe de Visegrád par une plus forte inquiétude en ce qui concerne le rôle des États-Unis : la première puissance du monde inquiète 70 % des Slovaques, contre 49 % des Tchèques, 44 % des Hongrois, et 32 % des Polonais. Un tiers (36 %) seulement se disent inquiets de l'influence de la Russie, contre 77 % des Polonais, 56 % des Hongrois et 51 % des Tchèques.

Jacques Rupnik

43 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

62 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

31 % estiment qu'être membre de l'Union européenne renforce la démocratie dans leur pays.

FOCUS

Le jugement des Slovaques vis-à-vis des institutions européennes apparaît comme plus positif que celui qu'ils portent sur leurs institutions nationales : 41 % font confiance à la Commission européenne et 40 % au Parlement européen, contre 20 % pour leur gouvernement et 19 % pour leur Parlement.

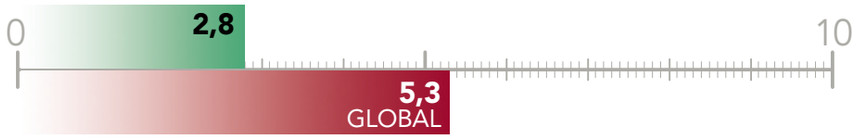
1. Voir « Ján Kuciak's last story: Italian mafia's tentacles reach into Slovak politics », politico.eu, 28 février 2018 (www.politico.eu/article/jan-kuciak-last-story-italian-mafias-tentacles-reach-into-slovak-politics/).

SLOVÉNIE (SI)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

HU 71
EU 68
67
SK 52
SI 41

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE



Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

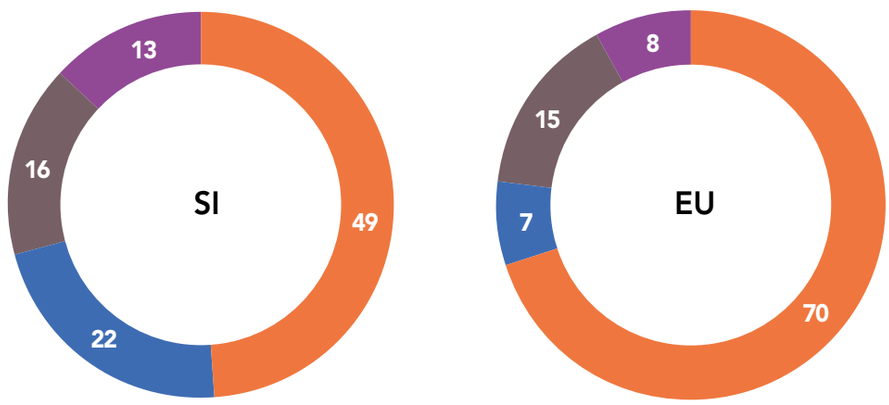
Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays

23%

Parmi les puissances suivantes, laquelle est selon vous la plus influente dans le monde ?



États-Unis · Union européenne · Chine · Russie

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Est-ce que vous vous intéressez à la politique ? Total des réponses : « beaucoup » et « assez »	Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus	Hommes	Femmes	Total
Slovénie	**28**	**27**	**43**	**41**	**24**	**32**
Pays de l'ancien bloc communiste membres de l'Union européenne*	46	51	64	63	**44**	53
EU	51	56	**70**	**68**	50	59
GLOBAL	52	56	**69**	**68**	49	58

* Sont regroupés sous ce terme les pays suivants : Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

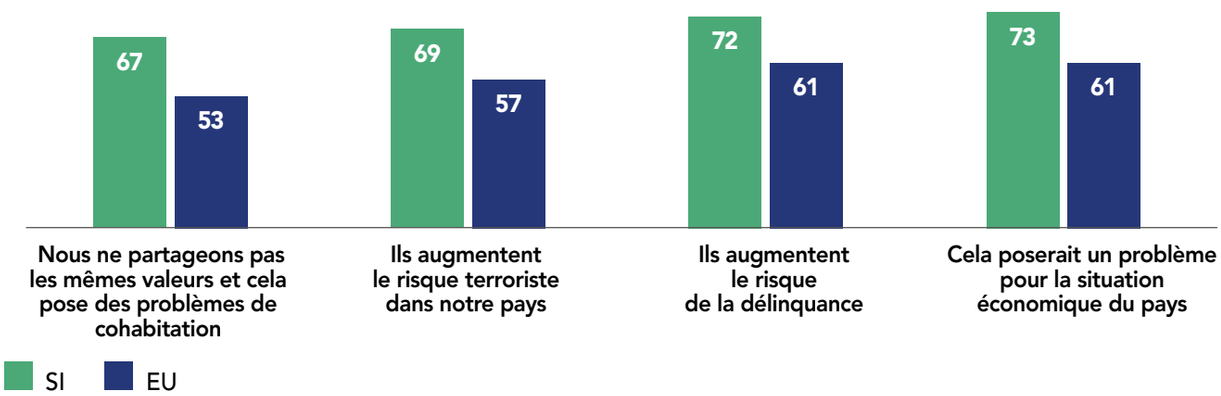
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

À l'heure de la montée du populisme et des démocraties « illibérales », la Slovénie, réputée politiquement modérée, ne fait plus figure d'exception. Après avoir axé sa campagne sur un nationalisme anti-migrants, le Parti démocrate slovène (SDS) est même arrivé en tête des élections législatives lors du scrutin de 2018.

Avec 77 % de ses citoyens qui pensent que la démocratie fonctionne mal dans leur pays, la Slovénie se place en deuxième position, à égalité avec le Brésil et la Serbie, et derrière la Croatie (81 %), parmi les 42 démocraties interrogées sur l'insatisfaction de la population par rapport à leur système démocratique. Autre indicateur inquiétant, jusqu'à 58 % des Slovènes estiment que « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et les femmes politiques ne tenant pas compte de la volonté du peuple », juste derrière la Croatie avec 64 % (34 % dans l'ensemble de l'Union européenne et 35 % dans les anciens pays communistes désormais membres de l'Union européenne). Même si 86 % des Slovènes continuent de penser qu'« avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement » est une bonne chose, une majorité (54 %) estiment qu'avoir à la tête du pays « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » est une bonne façon de gouverner (contre 34 % dans l'UE et 40 % dans les anciens pays communistes devenus membres de l'UE).

Nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés car…

Total des réponses : « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

En Slovénie, la déception générale vis-à-vis de la démocratie se mesure à l'aune de la volatilité des électeurs qui, au cours des trois derniers scrutins, ont préféré soutenir des figures populaires n'ayant fondé leur parti que quelques mois, voire quelques semaines, avant les élections. En témoigne notamment le niveau de confiance très bas dans les partis politiques (9 %) et les institutions nationales en général, comparé à la moyenne des pays de l'Union européenne : plus de trois quarts des Slovènes se méfient de leur gouvernement (78 % contre 66 %), de leur Parlement (79 % contre 60 %), des autorités religieuses (87 % contre 76 %), et 71 % se méfient du système judiciaire (contre 50 % dans l'UE). Parmi les institutions politiques, seules la police (65 %) et les forces armées (54 %) inspirent une relative confiance.

La confiance envers les institutions européennes s'est aussi dégradée. Plus d'un tiers (38 %) des Slovènes pensent qu'être membre de l'Union européenne affaiblit la démocratie dans leur pays et 31 % pensent que le Royaume-Uni s'en sortira mieux hors de l'Union européenne. Parallèlement, 70 % n'ont pas confiance dans le Parlement européen et la Commission européenne. En outre, seuls 34 % des Slovènes ont le sentiment que faire partie de l'OTAN est « une bonne chose », soit le plus faible pourcentage parmi les membres de l'OTAN.

Ožbej Peterle

36 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

63 % souhaitent conserver l'euro comme monnaie.

55 % estiment que le nombre de pays démocratiques dans le monde est en régression.

FOCUS

La méfiance des Slovènes vis-à-vis d'Amazon est de 20 points supérieure à la moyenne de l'Union européenne (58 % contre 37 %). La Slovénie est l'un des rares pays où les entreprises ne peuvent pas utiliser la plate-forme en ligne pour vendre leurs produits car les activités d'Amazon ne respectent toujours pas la législation nationale relative à la prévention du blanchiment d'argent et au financement du terrorisme.

SUÈDE (SE)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

DK 83
SE
NO 80

FI 71
EU 68
67

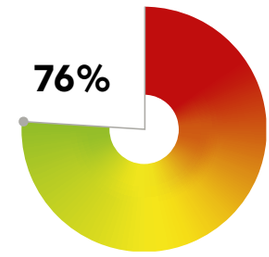
INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

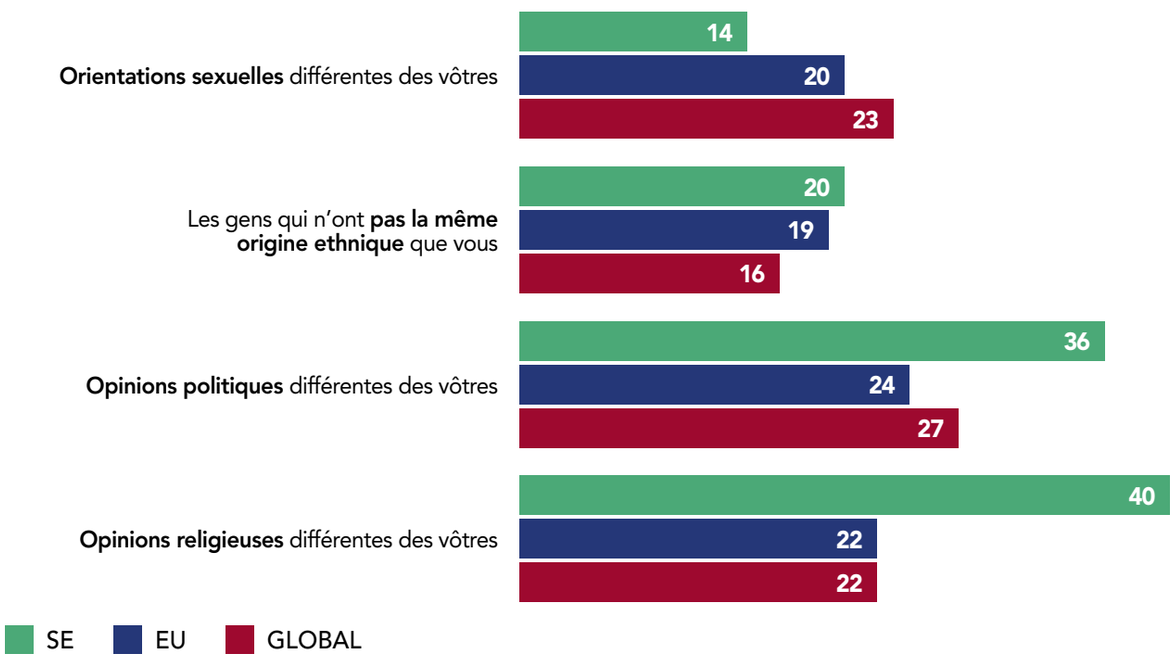
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Je vais vous donner une liste de différences, et vous demander si elles vous dérangent

Total des réponses : « oui, tout à fait » et « oui, plutôt »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Concernant le phénomène de l'immigration, diriez-vous que...	Cadres dirigeants et professions intellectuelles	Professions intermédiaires et employés qualifiés	Ouvriers et employés non qualifiés
Il faut que l'immigration soit traitée à l'échelle nationale	35	45	**53**
Il faut que l'immigration soit traitée à l'échelle européenne	**65**	**55**	47

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Les élections législatives suédoises de septembre 2018 ont fait ressortir encore davantage la polarisation du système politique suédois. Après la poussée des Démocrates de Suède, parti controversé et anti-immigration, qui a su réunir 17,5 % des voix, il s'est avéré plus difficile que jamais de trouver un Premier ministre et un gouvernement acceptés par la majorité parlementaire. Les deux partis aux extrêmes sur l'échiquier politique, à savoir les Démocrates de Suède et le Parti de gauche, représentent désormais plus de 25 % de l'électorat et occupent un quart des sièges au Parlement en raison d'un scrutin à la proportionnelle.

Menée quelques semaines après l'élection mais avant que surgissent ces obstacles à la formation du nouveau gouvernement, l'enquête révèle qu'une imposante majorité (76 %) de Suédois continuent de penser que la démocratie fonctionne bien dans leur pays. Ce chiffre est bien supérieur à la moyenne des pays de l'Union européenne (50 %) et sans écart important entre les hommes et les femmes ou les tranches d'âge. Cependant, les ouvriers et les employés non qualifiés affichent des degrés de satisfaction moindres vis-à-vis de la démocratie (67 %) par rapport aux professions intermédiaires et employés qualifiés (74 %) et aux cadres dirigeants et professions intellectuelles (82 %). En outre, 84 % des personnes interrogées pensent que « voter est utile car c'est par les élections qu'on peut faire évoluer les choses » et 82 % que le processus électoral est transparent.

En ce qui concerne les types de gouvernance, les Suédois expriment une forte préférence pour la démocratie parlementaire (87 %). Ils rejettent en masse les formes plus autoritaires de gouvernement. Ainsi, 88 % affirment qu'être dirigé par « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » serait une mauvaise chose et 63 % réfutent l'idée d'avoir des « experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le mieux pour le pays ».

Souhaiteriez-vous que l'Union européenne se dote d'une armée commune à tous les États membres, en complément de celle de chaque pays ?

Total des réponses : « oui tout à fait » et « oui plutôt »

Total des réponses : « non pas du tout » et « non plutôt pas »

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La confiance dans les institutions politiques telles que le gouvernement et le Parlement (Riksdag) est également assez élevée puisqu'elle atteint respectivement 55 % et 65 %, contre 34 % et 40 % pour la moyenne de l'Union européenne. En outre, les institutions politiques semblent être celles qui jouissent du plus fort soutien parmi la population suédoise. Pour les autres, telles que la police (76 %) ou les médias (39 %), le degré de confiance est proche de la moyenne européenne (respectivement 72 % et 34 %).

Johan Martinsson

53 % pensent que faire partie de l'Union européenne est une bonne chose.

30 % estiment que l'appartenance à l'Union européenne affaiblit la démocratie dans leur pays.

71 % sont opposés à la peine de mort.

FOCUS

Par rapport à la moyenne de l'Union européenne et malgré le succès des Démocrates de Suède aux élections, les Suédois sont plus nombreux à soutenir l'idée de devoir accueillir les réfugiés fuyant la guerre et la misère (72 % contre 62 %) et moins nombreux à être inquiets au sujet de l'immigration (55 % contre 69 %). Cependant, parmi ceux affirmant que leur niveau de vie s'est dégradé au cours des dernières années, sept sur dix sont préoccupés par l'immigration (70 %).

SUISSE (CH)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

MT 87

CH 76

DE

EU 68

67

FR 61

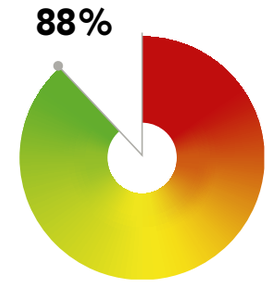
INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

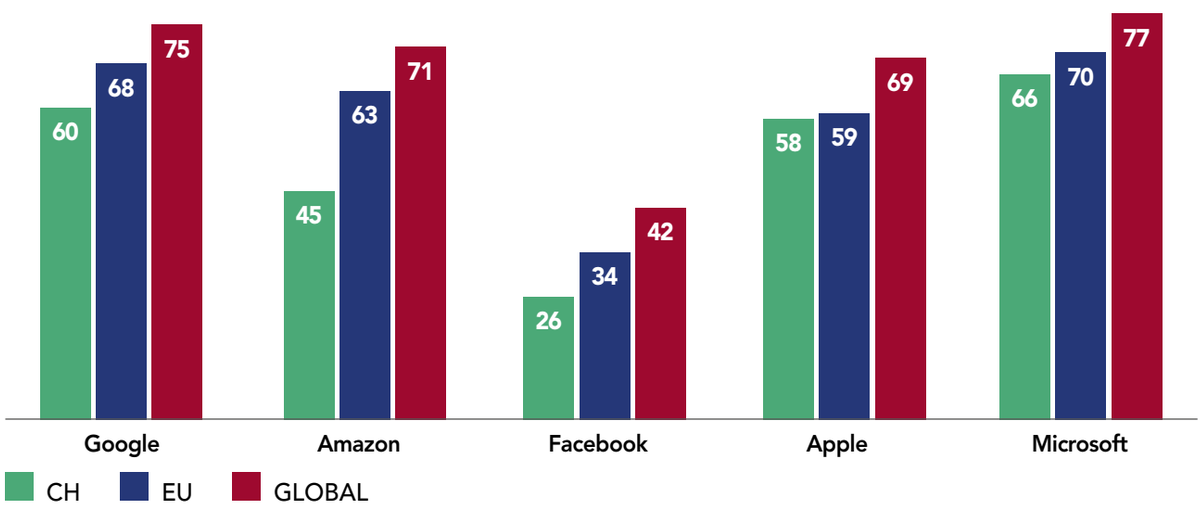
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



Confiance dans les GAFAM

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays est/ serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise Total des réponses : « très bonne » et « assez bonne »	CH	EU	GLOBAL
Avoir à sa tête **un homme fort** qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections	**24**	34	31
Que ce soit **des experts** et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	**42**	62	57
Que **l'armée** dirige le pays	10	12	21
Avoir un système politique démocratique avec **un Parlement élu** qui contrôle le gouvernement	**87**	**87**	82
Que ce soit **les citoyens et non un gouvernement** qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays	67	64	72
Que seuls **les citoyens qui ont un niveau de connaissance suffisant** puissent voter	**31**	37	**38**

© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

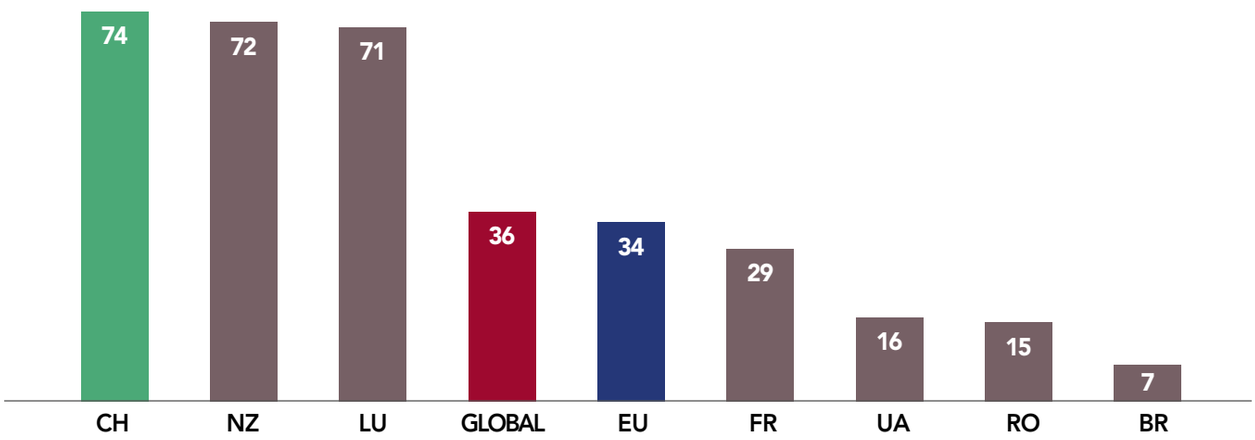
La politique suisse est marquée par une double particularité : la démocratie directe et une culture du consensus. Cette formule semble bien lui réussir puisque la population helvète témoigne d'un certain « enthousiasme démocratique ». Alors qu'en moyenne 51 % des citoyens des 42 pays de l'étude se déclarent satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays, ce pourcentage s'élève à 88 % en Suisse.

De même, une grande majorité des répondants (87 %) ont le sentiment de pouvoir s'exprimer librement. Ce résultat contraste avec le niveau moyen des pays de l'Union européenne (63 %). Dans cette enquête, la part de Suisses déclarant être « tout à fait » en mesure de s'exprimer librement a augmenté de 9 points (45 %) par rapport à 2017[1] (36 %). Quand on leur demande qui détient le plus de pouvoir dans leur pays, 25 % des Suisses citent « le peuple » en premier (contre 6 % sur l'ensemble des 42 démocraties interrogées).

Autre spécificité de la Suisse, la fonction politique s'inscrit, comme l'armée, dans une tradition de « milice » : les députés exercent généralement une activité rémunératrice parallèlement à leur mandat, ce qui a pour but avoué de limiter la professionnalisation de la fonction politique. Plus de la moitié des répondants (58 %) s'opposent à un gouvernement « technocratique » par des experts et se distinguent nettement en cela de leurs voisins européens (38 %), ce qui pourrait s'interpréter comme un soutien à ce principe de milice. Les citoyens interrogés semblent également soutenir le principe de neutralité perpétuelle de la Suisse, puisque 63 % des répondants s'opposent à l'intervention militaire de pays démocratiques pour défendre les valeurs démocratiques (contre 53 % en moyenne pour les 42 pays).

Confiance dans le gouvernement

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Les Suisses témoignent d'une moindre tolérance par rapport à la religion : 29 % des personnes interrogées déclarent être gênées par les personnes ayant une croyance religieuse différente de la leur (contre 22 % dans l'Union européenne). Cette intolérance se manifeste particulièrement à l'égard de certaines religions : par rapport à la moyenne des 42 pays de l'échantillon, plus de Suisses déclarent avoir une réaction négative lorsqu'ils apprennent qu'une personne est orthodoxe (12 % contre 6 %), juive (13 % contre 7 %) ou musulmane (37 % contre 26 %).

Madeleine Hamel

49 % considèrent que la mondialisation est une menace.

52 % pensent que le nombre de pays démocratiques dans le monde est en régression.

85 % estiment que le processus électoral est transparent.

FOCUS

La Suisse est réputée pour être à l'avant-garde technoscientifique, notamment dans les secteurs pharmaceutique et médical. D'ailleurs, 85 % des personnes interrogées pensent que les découvertes techniques et scientifiques ont un impact positif sur la santé, soit 5 points en moyenne de plus que leurs voisins européens (80 %).

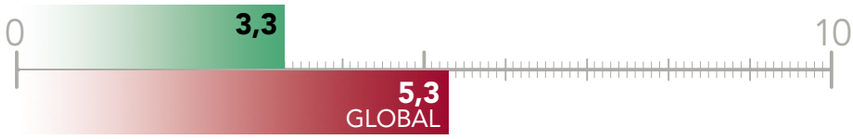
1. Dominique Reynié (dir.), *Où va la démocratie ? Une enquête internationale de la Fondation pour l'innovation politique*, Paris, Plon, 2017, 320 pages.

UKRAINE (UA)

«Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible» (%)

HU 71
PL 68
UA 67
RO 54
BG 49

INDICE DE CULTURE DÉMOCRATIQUE

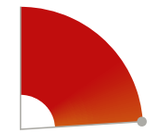


Plus l'indice tend vers 10, plus la culture démocratique est forte

Synthèse des réponses aux questions suivantes :
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible / Confiance dans le Parlement / Confiance dans les partis politiques / C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses / Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections est une mauvaise chose / Que l'armée dirige le pays est une mauvaise chose / Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement est une bonne chose / Importance accordée aux grandes libertés publiques (liberté de vote, d'opinion ; droit de manifester, de participer à la décision) / Tolérance face aux opinions politiques différentes des vôtres.

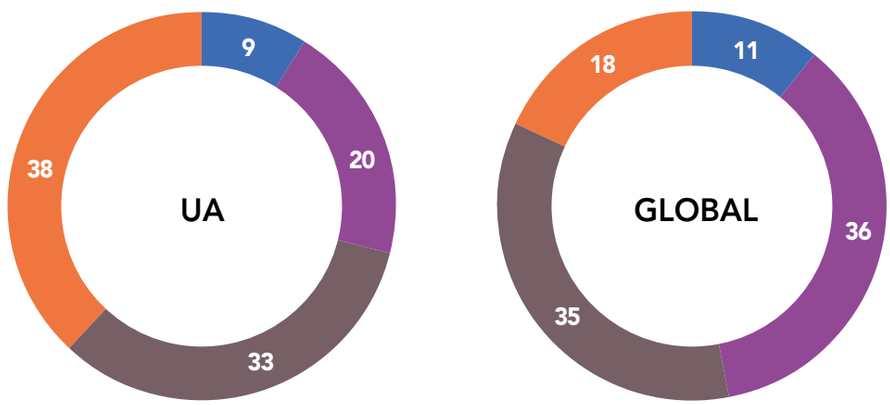
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

La démocratie fonctionne bien dans mon pays



24%

Êtes-vous favorable ou opposé à l'intervention militaire de pays démocratiques dans d'autres pays pour y défendre les valeurs de la démocratie ?



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

S'agissant de votre pays, comment pensez-vous qu'il sera demain ?	UA	Pays de l'ancien bloc communiste membres de l'Union européenne*	EU	GLOBAL
Mieux qu'aujourd'hui	**41**	22	15	**20**
Aussi bien qu'aujourd'hui	**13**	**30**	35	37
Moins bien qu'aujourd'hui	46	48	**50**	43

* Sont regroupés sous ce terme les pays suivants : Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

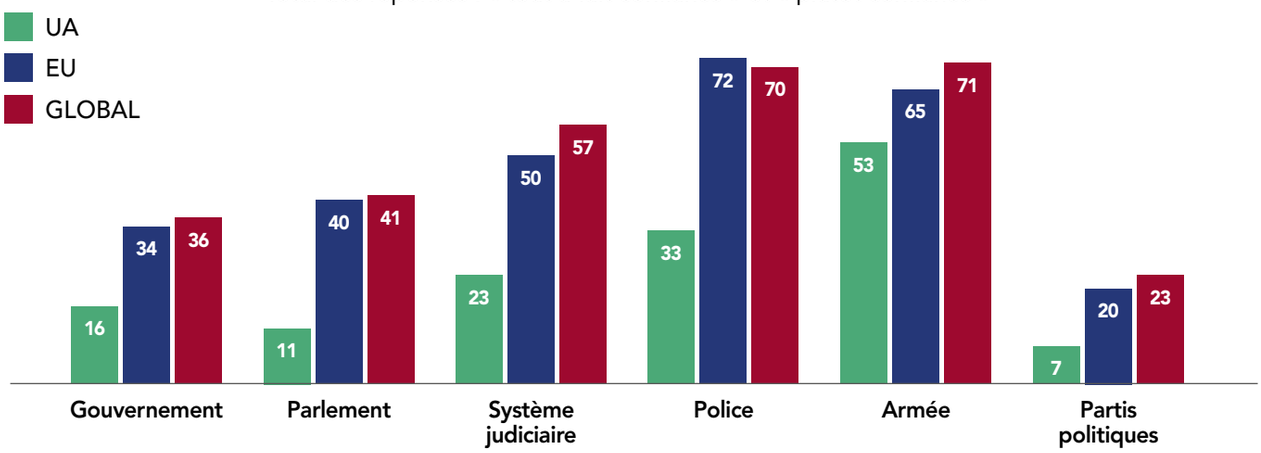
© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Notre enquête fait apparaître la vive inquiétude des Ukrainiens sur un certain nombre de sujets principalement liés à la sécurité et à l'économie. Concernant la sécurité, la quasi-totalité des Ukrainiens interrogés se disent « plutôt inquiets » ou « très inquiets » à propos de la guerre (98 % contre 72 % dans l'Union européenne), de la délinquance (98 % contre 86 %) et du terrorisme (91 % contre 83 %). L'inquiétude est aussi importante concernant les perspectives économiques du pays, notamment par rapport à une crise économique (96 %), à la perte du pouvoir d'achat (95 %), au système de protection sociale (95 %) et au chômage (92 %).

Les Ukrainiens semblent soutenir les principes démocratiques puisque 88 % d'entre eux pensent qu'« avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement » est une bonne chose. Mais le niveau de confiance dans les institutions responsables de répondre à leurs préoccupations est faible. La victoire aux dernières présidentielles de l'humoriste Volodymyr Zelensky, dénué de la moindre expérience politique, illustre cette rupture entre le peuple ukrainien et une classe politique décrédibilisée par des années de prévarication. Élu avec environ 73 % des voix, jamais président ukrainien n'avait obtenu un soutien aussi massif.

Confiance dans les institutions

Total des réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance »



© Fondation pour l'innovation politique/International Republican Institute – 2019

Enfin, l'enquête révèle un écart important dans la façon dont les Ukrainiens perçoivent la Chine, la Russie, les États-Unis et l'Union européenne. Ils sont 35 % à juger la position de l'Union européenne sur la scène internationale rassurante, ce qui est plus que chacune des autres puissances étrangères. La totalité des Ukrainiens (99 %) considèrent que les États-Unis sont le pays le plus influent mais sont divisés quant à savoir si leur attitude est inquiétante (36 %), rassurante (30 %) ou ni l'une ni l'autre (34 %). Alors que le leadership américain est incontestablement reconnu, la position des États-Unis est perçue comme moins inquiétante que dans l'ensemble de l'Union européenne (63 %). En revanche, les trois quarts des Ukrainiens (75 %) jugent l'attitude de la Russie inquiétante sur la scène internationale, vraisemblablement en raison du conflit militaire entre les deux pays. Près de cinq années se sont écoulées depuis que la Russie a annexé la péninsule de Crimée et le début du conflit dans l'est de l'Ukraine mais les combats perdurent dans le Donbass. C'est d'ailleurs la seule guerre active en Europe. Le problème n'est plus au cœur de l'actualité dans les pays occidentaux mais, comme les chiffres l'indiquent, il continue d'être un enjeu majeur en Ukraine qui structure l'opinion.

Joshua Solomon et Alex Tarascio

70 % pensent que leur style de vie est menacé.

70 % estiment que le processus électoral n'est pas transparent.

76 % considèrent que la démocratie fonctionne mal dans leur pays.

FOCUS

Lorsqu'on demande aux Ukrainiens qui détient le plus de pouvoir dans leur pays, plus d'un sur deux (56 %) répond en premier « les plus riches », bien plus du double de la moyenne des 42 démocraties interrogées (18 %).

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

Le débat public a besoin de la Fondation et la Fondation a besoin de vous !

☐ **Je soutiens la Fondation pour l'innovation politique**
voici ma contribution de :

☐ 100 € ☐ 500 € ☐ 1 000 € ☐ 5 000 €
☐ 10 000 € ☐ 50 000 € ☐ Autre Montant .....€

Je choisis de faire un don :

☐ À titre personnel
☐ Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

_____

N° _____ Rue _____

_____

_____

Code postal _____ Ville _____

☐ Par chèque, à l'ordre de la **Fondation pour l'innovation politique**

☐ Par virement bancaire daté du : .....
au profit du compte Fondation pour l'innovation politique à la Caisse des dépôts et consignations : IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16
BIC : CDCGFRPPXXX

Régime fiscal des dons versés par des personnes physiques ou morales fiscalement domiciliées en France

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et legs des particuliers et des entreprises.

Au titre des versements effectués :

- **Les contribuables** bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable (art 200-1 du CGI) et/ou au titre de l'IFI, d'une réduction de 75% de leur montant dans la limite de 50 000 euros.
- **Les entreprises** assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60% pris dans la limite de 10.000 euros ou de 0.5% du chiffre d'affaires HT lorsque ce dernier est plus élevé (art 238bis du CGI), avec report possible sur les cinq années suivantes de la déduction en cas de dépassement du seuil.

Bulletin de soutien

À renvoyer à :

Fondation pour l'innovation politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert
Responsable administratif et financier
01 47 53 67 09

anne.flambert@fondapol.org

LE QUESTIONNAIRE DE L'ENQUÊTE

RENSEIGNEMENTS SIGNALÉTIQUES :

- Âge
- Sexe
- Région de résidence
- Profession
- Statut familial (marié, etc.)
- Religion
- Nombre d'enfants
- Taille de la commune de résidence
- Autopositionnement politique sur échelle gauche-droite
- Opinion sur la mondialisation
  - La mondialisation est une opportunité
  - La mondialisation est une menace
- Est-ce que vous vous intéressez à la politique ?
  - Beaucoup
  - Assez
  - Peu
  - Pas du tout
- Âge de fin d'études

QUESTIONS :

1. Au cours de ces dernières années, d'une manière générale, avez-vous le sentiment que votre niveau de vie s'est amélioré ou dégradé ?

- Il s'est amélioré
- Il est resté stable
- Il s'est dégradé

2. À propos de votre style de vie ou de la manière dont vous vivez dans votre pays, diriez-vous qu'il est aujourd'hui menacé ?

- Tout à fait menacé
- Plutôt menacé
- Plutôt pas menacé
- Pas du tout menacé

3. S'agissant de votre pays, comment pensez-vous qu'il sera demain ?

- Mieux qu'aujourd'hui
- Aussi bien qu'aujourd'hui
- Moins bien qu'aujourd'hui

4. De manière générale, pensez-vous que le fait pour votre pays de faire partie de l'Union européenne est/serait…

Aux pays de l'Union européenne et aux pays candidats à l'Union européenne

- Une bonne chose
- Une mauvaise chose
- Ni une bonne chose, ni une mauvaise chose

5. Selon vous, le Royaume-Uni :

Au Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, États-Unis et aux pays de l'Union européenne

- S'en sortira mieux hors de l'Union européenne
- S'en sortira moins bien hors de l'Union européenne
- S'en sortira de la même manière avec ou sans l'Union européenne

6. Pensez-vous qu'appartenir à l'Union européenne :

Aux pays de l'Union européenne et aux pays candidats à l'Union européenne

- Renforce plutôt la démocratie dans votre pays
- Affaiblit plutôt la démocratie dans votre pays
- N'a pas d'effet sur la démocratie dans votre pays

7. Par rapport à l'euro, de laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

Aux pays de la zone euro uniquement

- Vous souhaitez que votre pays conserve l'euro comme monnaie
- Vous souhaitez que votre pays revienne à sa monnaie nationale mais vous pensez que cela n'est pas possible
- Vous souhaitez que votre pays revienne à sa monnaie nationale et vous pensez que cela est possible

8. Concernant le phénomène de l'immigration :

Aux pays de l'Union européenne uniquement

- Il faut que l'immigration soit traitée à l'échelle nationale
- Il faut que l'immigration soit traitée à l'échelle européenne

9. Souhaiteriez-vous que l'Union européenne se dote d'une armée commune à tous les États membres, en complément de celle de chaque pays ?

Aux pays de l'Union européenne, aux Balkans, États-Unis, Israël, Norvège, Royaume-Uni, Suisse

- Oui tout à fait
- Oui plutôt
- Non plutôt pas
- Non pas du tout

10. De manière générale, pensez-vous que le fait pour votre pays de faire partie d'une alliance militaire avec les États-Unis (OTAN) est :

Aux États membres de l'OTAN sauf les États-Unis

- Une bonne chose
- Une mauvaise chose
- Ni une bonne chose, ni une mauvaise chose

11. Dans votre pays, diriez-vous que la démocratie fonctionne :

- Très bien
- Assez bien
- Assez mal
- Très mal

12. De manière générale, dans la société actuelle, avez-vous le sentiment de pouvoir vous exprimer librement ?

- Tout à fait
- Plutôt
- Plutôt pas
- Pas du tout

13. Des deux opinions suivantes, de laquelle vous sentez-vous le plus proche :

- Je préfère plus de liberté même si cela entraîne moins d'ordre
- Je préfère plus d'ordre même si cela entraîne moins de liberté

14. Pour chacune des choses suivantes, indiquez si elle est importante ou pas pour le bon fonctionnement de la démocratie ?

	Tout à fait important	Plutôt important	Plutôt pas important	Pas du tout important
Pouvoir manifester, aller dans la rue, contester				
Pouvoir participer soi-même à la prise de décision				
Pouvoir voter pour les candidats de son choix				
Avoir le droit de dire ce que l'on pense				

15. De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

- C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses
- Voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple

16. Diriez-vous que le processus électoral de votre pays est transparent ?

- Oui tout à fait
- Oui plutôt
- Non plutôt pas
- Non pas du tout

17. Je vais vous décrire différents types de systèmes politiques et vous demander ce que vous en pensez pour gouverner ce pays. Pour chacun, veuillez me dire si cette façon de gouverner le pays est/serait très bonne, assez bonne, assez mauvaise ou très mauvaise :

	Très bonne	Assez bonne	Assez mauvaise	Très mauvaise
Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections				
Que ce soit des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays				
Que l'armée dirige le pays				
Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui contrôle le gouvernement				
Que ce soit les citoyens et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays				
Que seuls les citoyens qui ont un niveau de connaissance suffisant puissent voter				

18. Parmi les catégories suivantes, qui détient le pouvoir dans votre pays ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?

- Une élite intellectuelle
- Les médias
- Les marchés financiers
- Les grandes entreprises
- Les représentants élus
- Les hommes et les femmes politiques
- Les autorités religieuses
- Le peuple
- Les organisations criminelles (mafia)
- Les institutions internationales
- Les plus riches
- La famille royale

19. De manière générale, diriez-vous que :

- Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible
- D'autres systèmes politiques peuvent être aussi bons que la démocratie

20. Je vais vous donner une liste d'institutions, et vous demander dans quelle mesure vous leur faites confiance. Pour chaque institution, veuillez me dire si vous avez tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout :

	Tout à fait confiance	Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	Pas du tout confiance	Je ne connais pas cette institution (pour les institutions européennes)
Le gouvernement*					
Le Parlement					
Le système judiciaire					
La police					
L'armée					
Les médias					
Les syndicats					
Les PME					
Les grandes entreprises					
Les partis politiques					
Les autorités religieuses					
Les associations					
L'école					
Les hôpitaux, les professions médicales					
Le Parlement européen (seulement pays de l'UE)					
La commission européenne (seulement pays de l'UE)					

(*) Se référer à l'énoncé approprié concernant la Suisse (Conseil fédéral) et les États-Unis (Gouvernement fédéral).

21. En matière de politique économique, diriez-vous…

- Qu'il faut renforcer le rôle de l'État dans l'économie et limiter la liberté des entreprises
- Qu'il faut limiter le rôle de l'État dans l'économie et renforcer la liberté des entreprises

22. Êtes-vous favorable ou opposé à l'intervention militaire de pays démocratiques dans d'autres pays pour y défendre les valeurs de la démocratie ?

- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé
- Tout à fait opposé

23. Diriez-vous que le nombre de pays démocratiques dans le monde ?

- Est en expansion
- Est stable
- Est en régression

24. Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : les hommes et les femmes sont égaux et doivent avoir les mêmes droits :

- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Pas du tout d'accord

25. Je vais vous donner une liste de différences, et vous demander ensuite si elles vous dérangent :

	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	Non plutôt pas	Non pas du tout
Orientations sexuelles différentes des vôtres				
Opinions religieuses différentes des vôtres				
Opinions politiques différentes des vôtres				
Les gens qui n'ont pas la même origine ethnique que vous				

26. Êtes-vous favorable ou opposé…

	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Tout à fait opposé
À la peine de mort				
Au droit à l'avortement				

27. S'agissant des réfugiés, êtes-vous d'accord avec la proposition suivante :

« C'est notre devoir d'accueillir dans notre pays des réfugiés qui fuient la guerre et la misère »

- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Pas du tout d'accord

28. Pour chacune des propositions suivantes, veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord
Nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés car nous ne partageons pas les mêmes valeurs et cela pose des problèmes de cohabitation				
Nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés car ils augmentent le risque terroriste dans notre pays				
Nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés car ils augmentent le risque de la délinquance				
Nous ne pouvons pas accueillir plus de réfugiés car cela poserait un problème pour la situation économique du pays				

29. À propos de chacun des sujets suivants, veuillez indiquer si vous êtes très inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas inquiet du tout :

	Très inquiet	Plutôt inquiet	Plutôt pas inquiet	Pas du tout inquiet
L'extrémisme politique				
L'islam				
Le chômage				
La délinquance				
L'immigration				
Les inégalités sociales				
Le terrorisme				
La perte du pouvoir d'achat				
La guerre				
La crise économique				
Le système de protection sociale (retraite, santé…)				
Les déficits publics et la dette				
La pollution				

30. La plupart du temps, quelle est votre réaction quand vous apprenez qu'une personne est...

	Une réaction plutôt positive	Une réaction plutôt négative	Aucune réaction : cela me laisse indifférent	Je ne sais pas
Juive				
Musulmane				
Catholique				
Protestante				
Orthodoxe				
Shintoïste				
Bouddhiste				
Athée				

31. Parmi les pays suivants, lequel est selon vous le plus influent dans le monde ? Classer selon l'influence :

- Chine
- États-Unis
- Russie
- Union européenne

32. Pour chacun des pays suivants, dites si son attitude sur la scène internationale vous inquiète, vous rassure, ou ni l'un ni l'autre :

Pays	Vous inquiète	Ni l'un ni l'autre	Vous rassure
Chine			
États-Unis			
Russie			
Union européenne			

33. Selon vous, les découvertes technologiques et scientifiques sont :

	Positives	Ni positives, ni négatives	Négatives
Pour les libertés			
Pour l'emploi			
Pour la santé			
Pour les relations humaines			

34. Pour chacune des entreprises suivantes, veuillez me dire si vous avez tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance, pas confiance du tout :

Entreprises	Tout à fait confiance	Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	Pas confiance du tout
Amazon				
Apple				
Facebook				
Google				
Microsoft				

35. À propos d'Internet et des réseaux sociaux, de manière générale, que pensez-vous des opinions suivantes : Internet et les réseaux sociaux… (d'accord/pas d'accord) :

- Sont une bonne chose car ils permettent à chacun de s'exprimer plus librement
- Sont une bonne chose car ils offrent la possibilité de s'informer soi-même
- Sont une bonne chose car ils permettent de rencontrer de nouvelles personnes
- Sont une mauvaise chose car ils donnent à d'autres (entreprises, gouvernements, entourage) trop d'informations sur notre vie privée
- Sont une mauvaise chose car ils favorisent la diffusion de fausses informations
- Sont une mauvaise chose car ils nous amènent à discuter uniquement avec des gens qui sont du même avis que nous.

UNE ENQUÊTE PLANÉTAIRE
42 PAYS, 33 LANGUES, 36 395 INTERVIEWÉS

réalisée par
la Fondation pour l'innovation politique
et l'International Republican Institute

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE
fondapol.org

International Republican Institute
IRI
advancing democracy worldwide

ALBANIE (AL) – **ALLEMAGNE** (DE) – **AUSTRALIE** (AU)
AUTRICHE (AT) – **BELGIQUE** (BE) – **BOSNIE-HERZÉGOVINE** (BA)
BRÉSIL (BR) – **BULGARIE** (BG) – **CANADA** (CA) – **CHYPRE** (CY)
CROATIE (HR) – **DANEMARK** (DK) – **ESPAGNE** (ES)
ESTONIE (EE) – **ÉTATS-UNIS** (US) – **FINLANDE** (FI)
FRANCE (FR) – **GRÈCE** (GR) – **HONGRIE** (HU) – **IRLANDE** (IE)
ISRAËL (IL) – **ITALIE** (IT) – **JAPON** (JP) – **LETTONIE** (LV)
LITUANIE (LT) – **LUXEMBOURG** (LU) – **MACÉDOINE DU NORD** (MK)
MALTE (MT) – **NORVÈGE** (NO) – **NOUVELLE-ZÉLANDE** (NZ)
PAYS-BAS (NL) – **POLOGNE** (PL) – **PORTUGAL** (PT)
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (CZ) – **ROUMANIE** (RO)
ROYAUME-UNI (GB) – **SERBIE** (RS) – **SLOVAQUIE** (SK)
SLOVÉNIE (SI) – **SUÈDE** (SE) – **SUISSE** (CH) – **UKRAINE** (UA)
UNION EUROPÉENNE (EU) – **GLOBAL**

Tous les résultats sont disponibles sur les sites
fondapol.org et **iri.org**